



Préjudice Calculé : Attaques contre les Équipes de Secours d'Urgence en Ukraine



**DÉDIÉ AUX
ÉQUIPES DE
SECOURS
D'URGENCE
UKRAINIENNES
QUI ONT
VÉCU ET PÉRI EN
PORTANT
SECOURS À
AUTRUI**

REMERCIEMENTS

Auteurs

Anhelina Hrytsei, chercheuse à Truth Hounds ; Roman Koval, doctorant en histoire et responsable de la recherche à Truth Hounds ; Liliia Lakhnech, juriste adjointe à Truth Hounds.

Surveillance en sources ouvertes

Anhelina Rozumna, Anna Mezhanska, Haiechka, Dmytro Kholod, Kateryna Pylypenko, Kyrylo Samozdra, Mykhailo S., Olha Vovk, sous la coordination de Olya Kulyk.

Travaux de terrain

Oleksii Starynets, Maksym Polishko, Oksana Orel, Metin et Zhanna Ohanesian, sous la coordination de Yaroslav Susoiev.

Révision interne

Dmytro Koval, docteur en droit international et codirecteur général de Truth Hounds.

Révision externe

Project Expedite Justice (PEJ) ; Sara Lindberg Bromley, docteure, maîtresse de conférences et professeure associée au Département de recherche sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala (chapitres 2.2, 3).

Correction en ukrainien : Olesia Skoryk

Traduction ukrainien-anglais : Nataliia Slipenko, Lara Townzen

Correction en anglais : Lara Townzen

Édition des notes de bas de page et archivage des sources : Vasylyna Polianska

Conceptualisation visuelle et conception graphique : Lera Riezanova

Photographie de couverture : Pavlo Petrov

Les auteurs adressent leurs sincères remerciements

à Vitalii Poberezhnyi, chercheur à Truth Hounds ; Alice Mee, chercheuse principale à Truth Hounds ; Kenza Rharmoui, chercheuse principale à Truth Hounds ; Zera Kozlyieva, directrice juridique à Truth Hounds ; Kateryna Holoborodko, coordinatrice de projet à Truth Hounds ; Dzvenyslava Shcherba, doctorante en sociologie à l'Université nationale Kyiv-Mohyla ; Mihai Croicu, docteur en recherche sur la paix et les conflits, chercheur au Département de recherche sur la paix et les conflits de l'Université d'Uppsala et chercheur postdoctoral à l'IAE-CSIC de Barcelone ; Myroslava Markova, enquêtrice pour PEJ Ukraine ; ainsi qu'aux White Helmets.

Truth Hounds a élaboré le présent rapport avec le soutien de ses donateurs.

THE HOWARD G.
BUFFETT
FOUNDATION

Cette publication a été réalisée grâce au généreux soutien de la Howard G. Buffett Foundation. Son contenu relève de la seule responsabilité de Project Expedite Justice et de Truth Hounds.

RÉSUMÉ RECOMMANDATIONS

7
15

MÉTHODOLOGIE

18

Périmètre de la recherche et terminologie de référence	18
Sources	19
Limites	21
Jeux de données	22

CHAPITRE 1.

APERÇU GÉNÉRAL DES ATTAQUES CONTRE LES ÉQUIPES DE SECOURS D'URGENCE ON EMERGENCY RESPONDERS

1.1. Évolution dans le temps	25
1.2. Géographie	27
1.3. Armements	28
1.4. Conclusion	29

CHAPITRE 2.

FORMES D'ATTAQUES CONTRE LES ÉQUIPES DE SECOURS D'URGENCE

2.1. Introduction	32
2.2. Double-frappes	35
2.2.1. Note méthodologique relative à ce sous-chapitre	35
2.2.2. Géographie, schémas et conséquences	36
2.2.3. La logique et les effets des double-frappes en Ukraine	41
2.2.4. Conclusion	44
2.3. Attaques contre les casernes de pompiers	45
2.3.1. Note méthodologique relative à ce sous-chapitre	45
2.3.2. Géographie, schémas et conséquences	47
2.3.3. La logique et les effets des attaques contre les casernes de pompiers en Ukraine	50
2.3.4. Conclusion	52
2.4. Les attaques contre les équipes de secours d'urgence au regard du droit international humanitaire	54
2.4.1. Double-frappes	54
2.4.2. Attaques contre les casernes de pompiers	55
2.4.3. Les attaques contre les équipes de secours d'urgence en tant que possible crime de terreur à l'encontre de la population civile	56

59

68

77

CHAPITRE 3.

LA DÉSIGNATION DES ÉQUIPES DE SECOURS D'URGENCE COMME CIBLES : LES NARRATIFS PRO-RUSSES SUR TELEGRAM

3.1. De la reconnaissance à l'incitation	60
3.2. Corrélation avec les schémas d'attaques	65
3.3. Conclusion	67

CHAPITRE 4.

IMPACT DES ATTAQUES CONTRE LES ÉQUIPES DE SECOURS D'URGENCE EN UKRAÏNE

4.1. Impact sur les opérations de secours d'urgence	71
4.2. Impact sur l'intégrité physique des équipes de secours d'urgence	73
4.3. Impact sur la santé mentale des équipes de secours d'urgence	74
4.4. Conclusion	76

CONCLUSION

Annexe 1. Historique des double-frappes dans les conflits armés internationaux	79
--	----

Sources et notes de bas de page	81
---------------------------------	----

Abréviations

BAH	bombe aérienne à haute capacité	PA (I)	Protocole additionnel I aux Conventions de Genève
BDAS	Base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires (Aid Worker Security Database)	RENS	renseignement électronique
CEH	centrale électrique hydroélectrique	SRSC	Service opérationnel de recherche et de sauvetage de la protection civile du Service d'urgence de l'État d'Ukraine
CIRO	Organisation canadienne de secours international (Canadian International Rescue Organization)	SSPT	syndrome de stress post-traumatique
DCS	Défense civile syrienne	SUE	Service d'urgence d'État
DG	Direction générale du Service d'urgence de l'État d'Ukraine	UAV	véhicule aérien sans pilote (drone)
DIH	droit international humanitaire		
EPI	équipement de protection individuelle		
FAU	Forces armées d'Ukraine		
FDU	Forces de défense d'Ukraine		
FPV	vue à la première personne (first-person view)		
GÉ	guerre électronique		
HTS	Hay'at Tahrir al-Sham		
LRMS	lance-roquettes multiple		
MIA	Ministère des affaires intérieures d'Ukraine		
MoD	Ministère de la défense d'Ukraine		
MPC	Ministère de la protection civile, des situations d'urgence et de la liquidation des catastrophes de la Fédération de Russie		
ODM	opérateurs de déminage		
OMDK	canal Telegram « Ot Mariupolia do Karpat » (en russe : « De Marioupol aux Carpates »)		
ONG	organisation non gouvernementale		
OSINT	renseignement de source ouverte (open-source intelligence)		
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord		

RÉSUMÉ

Depuis le début de l'invasion à grande échelle en 2022, les forces russes ont à maintes reprises tué, blessé et pris pour cible des équipes de secours d'urgence en Ukraine alors que celles-ci s'acquittaient de missions de protection civile. Les éléments de preuve collectés et analysés par Truth Hounds attestent d'une tendance persistante et non d'une série d'accidents isolés ou de dommages collatéraux inhérents aux combats. Ces attaques ont frappé avec la plus grande intensité les communautés situées en première ligne, mais elles se sont également produites dans d'autres localités relativement éloignées du front, affaiblissant ainsi la protection des civils sur une large portion du territoire national.

Le présent rapport de Truth Hounds analyse les attaques russes contre les équipes de secours d'urgence en Ukraine du 24 février 2022 au 31 octobre 2025. Il identifie les schémas récurrents de ces attaques dans le temps, dans l'espace et selon le type d'armement utilisé, examine les justifications possibles et évalue les conséquences pour les opérations de secours d'urgence en Ukraine. Il envisage également les qualifications juridiques susceptibles d'être retenues pour de telles attaques au regard du droit international humanitaire et, le cas échéant, du Statut de Rome.

Les conclusions reposent sur une surveillance systématique des sources ouvertes, sur vingt et un entretiens semi-directifs conduits lors de mis-

sions de terrain, ainsi que sur des données statistiques officielles fournies par le Service d'urgence d'État (SUE). Par ailleurs, quatre jeux de données sont publiés en annexe afin de garantir la transparence et de permettre des analyses ultérieures.

Truth Hounds a recensé 401 incidents survenus au cours de la période étudiée, au cours desquels des attaques ont tué ou blessé des équipes de secours d'urgence, endommagé des casernes de pompiers ou des véhicules d'intervention d'urgence, ou encore contraint des sauveteurs à suspendre leurs opérations en raison de frappes répétées. Ces incidents ont causé au moins 42 décès et 258 blessés parmi les équipes de secours d'urgence, et ont endommagé ou détruit au moins 248 véhicules d'intervention d'urgence et 138 casernes de pompiers. Les données officielles transmises par le SUE font état de chiffres sensiblement supérieurs : 111 décès, 550 blessés, 617 véhicules endommagés ou détruits, et 449 casernes de pompiers et autres installations du SUE touchées au cours de la même période.

L'écart entre les données issues de notre surveillance et les chiffres officiels du SUE suggère que l'ampleur réelle des attaques dépasse vraisemblablement ce qui est documenté dans les sources ouvertes, et peut contribuer à établir des fourchettes approximatives quant à la portée globale des incidents examinés dans la présente étude.



Photographie :
Pavlo Petrov



Nous avons des raisons de croire que l'ampleur réelle des conséquences des attaques armées contre les secouristes est plus proche, voire supérieure, aux chiffres communiqués par le SUE. Les données de Truth Hounds s'appuient principalement sur des sources ouvertes.

2022

24



2023

59



2024

103



2025

215



LE PREMIER CHAPITRE DU RAPPORT montre que les attaques contre les secouristes ont augmenté au fil du temps pour atteindre leur niveau le plus élevé jamais enregistré en 2025. La plupart des incidents se sont produits dans les zones de première ligne, notamment dans les oblasts de Donetsk, Kharkiv, Dnipropetrovsk et Kherson. Dans le même temps, ces attaques ne se sont pas limitées à ces zones. Elles ont également touché des villes plus éloignées du front, ce qui montre que ce phénomène a une large portée géographique.

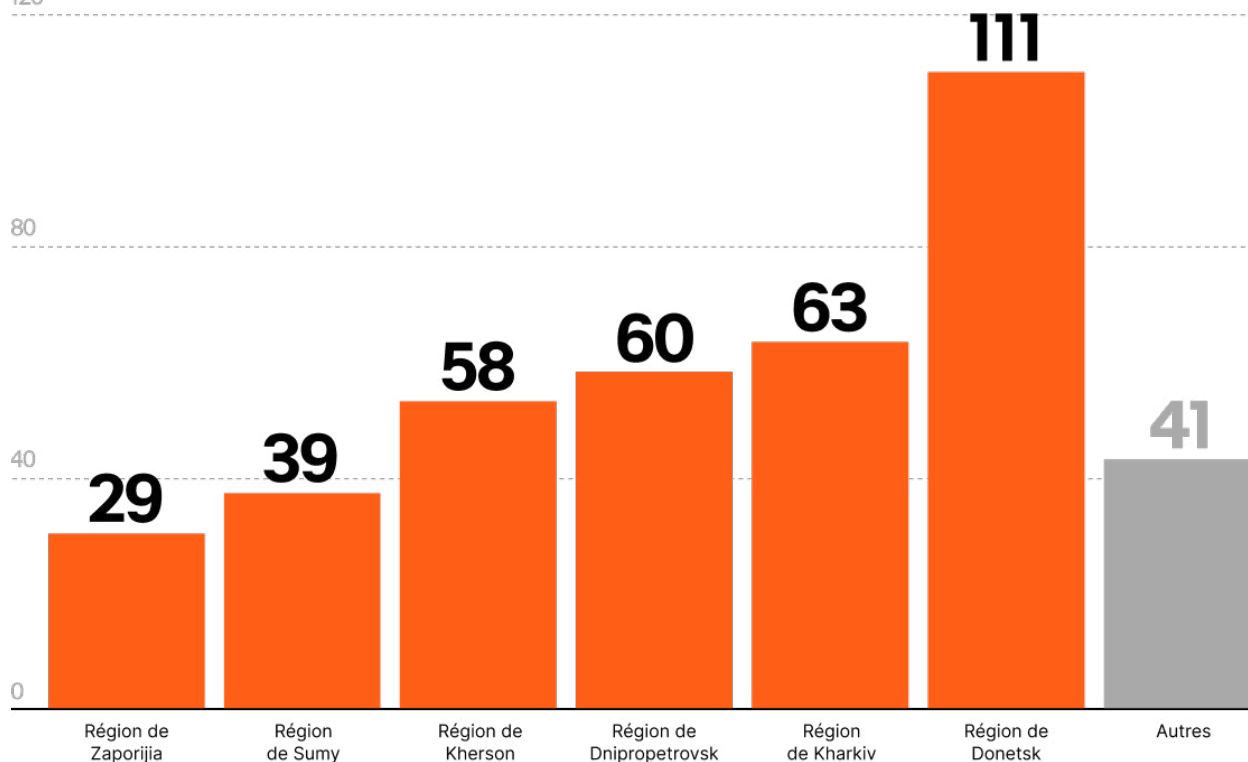
Le rapport constate également un changement majeur dans l'utilisation des armes. Les drones sont devenus l'arme dominante dans les incidents touchant les secouristes, et leur utilisation a fortement augmenté en 2024 et 2025. Nos données indiquent qu'en 2025, 138 attaques impliquant des drones ont été signalées, soit près de trois fois plus qu'en 2024 et plus de quinze fois plus qu'en 2023. Cette évolution est importante car de nombreux drones permettent à leurs opérateurs d'observer le lieu d'une attaque en temps réel. Les secouristes portent des uniformes distinctifs et conduisent des véhicules clairement identifiés qui les désignent visiblement comme du per-

sonnel des services d'urgence. Par conséquent, l'utilisation par les assaillants de drones équipés de flux vidéo en temps réel renforce l'hypothèse selon laquelle les secouristes, au moins dans certains cas, ont fait l'objet d'attaques intentionnelles.



« Au début de la guerre, le nombre de frappes était nettement moins élevé, alors qu'aujourd'hui les dégâts causés aux équipements par les drones FPV — c'est-à-dire la destruction délibérée de camions de pompiers — sont observés presque quotidiennement. Des signalements de pilonnages répétés ou de frappes de drones FPV lors d'opérations de lutte contre l'incendie sont reçus pratiquement chaque jour. Une tendance similaire peut être observée concernant les installations : le nombre de double-frappes à leur encontre a lui aussi augmenté », a déclaré Viktor Likanov, directeur adjoint du Département de soutien aux ressources et chef de la Direction de la construction et de l'exploitation des moyens mobiles du SUE, lors d'un entretien accordé à Truth Hounds¹.

120



Répartition des incidents par région ; Selon les données de Truth Hounds

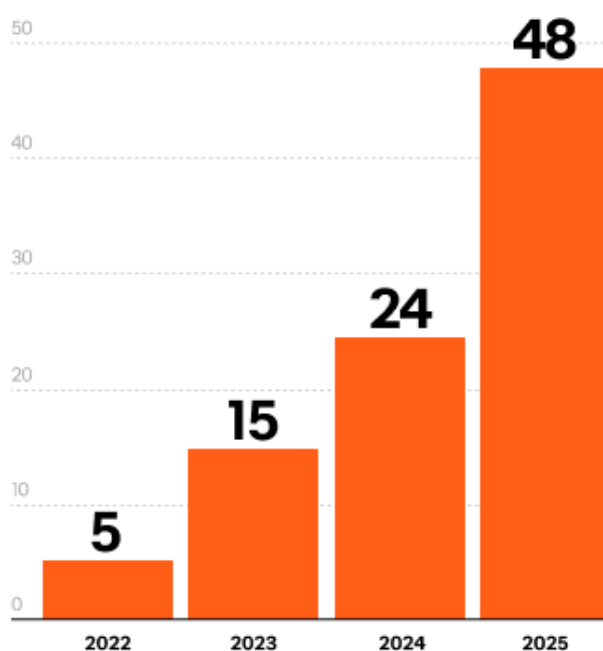
LE DEUXIÈME CHAPITRE recense les types d'attaques récurrents, principalement les double-frappes et les attaques contre les casernes de pompiers, mais aussi la « chasse » aux véhicules d'intervention d'urgence par drones, les attaques contre les équipes d'évacuation et de déminage pyrotechnique, ainsi que les attaques survenues lors de chocs environnementaux à grande échelle.

La frappe en double frappe est une tactique militaire consistant à frapper une cible dans un premier temps, puis à diriger les frappes suivantes contre les équipes de secours arrivant sur les lieux. Truth Hounds a identifié 200 incidents présentant les caractéristiques de double-frappes et en a vérifié 92, principalement par le biais de l'analyse de sources ouvertes.

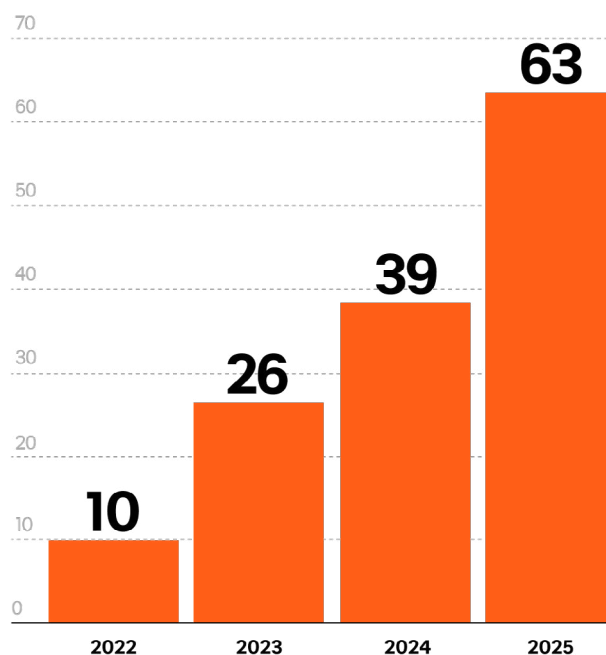
Ces cas vérifiés ont causé au moins 20 décès et 108 blessés parmi les équipes de secours d'urgence, et ont endommagé ou détruit au moins 76 véhicules d'intervention d'urgence et 3 bâtiments de protection civile. Dans plus de la moitié des cas vérifiés, la seconde frappe a été effectuée par des drones. Dans la plupart des cas, une première frappe a touché un objet civil ou s'est abattue à proximité, avant que les équipes de secours arrivées en renfort ne soient exposées à la frappe suivante. Ces attaques ne se limitent pas à tuer et à blesser : elles interrompent les opéra-

tions de sauvetage, retardent le déblaiement des décombres, attisent la peur au sein des populations civiles et contraignent les sauveteurs à opérer sous la menace permanente d'une nouvelle frappe. Dans de tels cas, ces types d'attaques fonctionnent comme un instrument de terreur, suscitant la peur et un sentiment d'impuissance.

Ce même chapitre identifie également les attaques contre les casernes de pompiers comme une deuxième tendance majeure. Les casernes de pompiers constituent des centres opérationnels essentiels et des lieux vitaux pour la vie civile en temps de conflit. Truth Hounds a recensé 138 incidents ayant endommagé ou détruit des casernes de pompiers, tandis que les données du SUE indiquent un bilan global bien plus lourd. La plupart de ces attaques ont eu lieu près de la ligne de front, et certaines casernes ont été touchées à plusieurs reprises. Rien qu'à Nikopol, nous avons enregistré plus de dix incidents de ce type. Dans la plupart des cas analysés, les chercheurs n'ont pas identifié d'installation militaire fixe à moins de 300 mètres de la caserne, ce qui permet de conclure que les casernes elles-mêmes étaient peut-être les cibles visées. Ces attaques sont importantes car, lorsque des frappes endommagent ou détruisent des casernes de pompiers, elles réduisent progressivement les capacités d'intervention d'urgence, affaiblissent la résilience locale et



Nombre vérifié de "double-frappes" par an
Selon les données de Truth Hounds



Répartition des incidents ayant entraîné l'endommagement ou la destruction de casernes de pompiers, par année.

rendent les communautés civiles plus vulnérables tant aux situations d'urgence en temps de guerre qu'aux situations d'urgence ordinaires. De telles attaques peuvent également aggraver les déplacements forcés et, combinées à d'autres mesures, peuvent être utilisées pour faire pression sur les dirigeants afin qu'ils fassent des concessions politiques ou militaires.

Le rapport conclut que les attaques visant les secouristes en Ukraine sont susceptibles de constituer des crimes de guerre, notamment des attaques contre des civils et, dans certaines circonstances, des attaques contre des biens civils au sens du Statut de Rome. Il soutient également que certaines attaques pourraient contrevenir à l'interdiction des actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile, telle qu'énoncée à l'article 51(2) du Protocole additionnel I. Il convient de souligner que toute qualification pénale définitive demeure tributaire des faits et des éléments de preuve propres à chaque affaire.

LE CHAPITRE 3 examine la manière dont les sources russes et pro-russes dénigrent et vilipendent les secouristes ukrainiens. Truth Hounds a recensé 169 publications sur 26 chaînes Telegram pro-russes consacrées aux secouristes ukrainiens. Nombre de ces publications menaçaient directement les intervenants. D'autres présentaient le Service d'État des situations d'urgence (SSES) et ses infrastructures comme des cibles militaires légitimes, accusaient les secouristes de collaborer avec des combattants étrangers ou l'OTAN, ou recouraient à un langage déshumanisant assorti d'appels à la violence. Les sources officielles russes sont, pour leur part, demeurées largement silencieuses quant aux attaques perpétrées contre les secouristes et aux pertes qu'ils ont subies. Dans ce contexte, ces canaux Telegram offrent un éclairage précieux sur un discours susceptible d'expliquer ou de conforter le ciblage systématique documenté dans les autres parties du rapport.

LE DERNIER CHAPITRE expose la manière dont ces attaques ont profondément reconfiguré l'exercice des missions de secours en Ukraine. Dans certaines communautés situées en première ligne, les interventions liées au conflit armé dominent

désormais l'activité quotidienne. Les secouristes sont contraints de modifier leurs itinéraires, de suspendre leurs opérations, de se mettre à l'abri en cours d'intervention et de recourir davantage à des systèmes de brouillage, à des détecteurs de drones, à des véhicules blindés et à des équipements robotisés. Ces contraintes peuvent retarder les opérations de sauvetage, prolonger la durée des incendies et laisser des civils en situation de détresse pendant des périodes plus longues. Ces attaques engendrent par ailleurs de lourds préjudices physiques et psychologiques. Certains secouristes ont subi des blessures permanentes ou ont dû cesser définitivement leur activité. Un grand nombre d'entre eux vivent dans un état de stress chronique, d'anxiété et de crainte, liés tant au conflit lui-même qu'au risque d'être tués dans l'exercice de leur mission.

Les données attestent sans équivoque que les attaques russes contre les secouristes en Ukraine s'inscrivent dans une logique de ciblage systématique et prolongé, portant atteinte à ceux qui assurent la défense civile, entravant les opérations de sauvetage et fragilisant la protection des populations civiles. Si l'amélioration des dispositifs de protection a pu réduire la létalité de certaines attaques, elle contribue également à ralentir les temps d'intervention et à alourdir la charge pesant sur des secouristes déjà soumis à des conditions de travail éprouvantes, tant sur le plan physique que psychologique. Plus encore, l'intensification de la fréquence des attaques contre les secouristes au cours des trois dernières années dessine une trajectoire profondément préoccupante dans l'évolution du conflit. Ces attaques appellent une réponse urgente de la communauté internationale, notamment dans les domaines de l'enquête pénale et de la reddition des comptes.



**VIKTORIYA
KRYVOLAPCHUK**

cofondatrice du projet Brave Minds, dédié à l'accompagnement psychologique des agents du SUE².

² Entretien de Truth Hounds avec Viktoriia Kryvolapchuk (26 janvier 2026).

Chaque jour donne l'impression d'être le dernier. [...] Les secouristes vivent cela au quotidien.

Photographie :
Pavlo Petrov

RECOMMANDATIONS

Au gouvernement ukrainien

- Promouvoir et soutenir le développement de solutions technologiques visant à renforcer la sécurité professionnelle des secouristes et à réduire les risques auxquels le personnel est exposé dans l'exercice de ses fonctions.
- Assurer une coordination interinstitutionnelle continue et efficace en matière de documentation des frappes contre les secouristes et d'utilisation des données qui en résultent dans le cadre de procédures pénales.
- Soutenir et développer les programmes étatiques finançant les soins médicaux, la réadaptation, le soutien en santé mentale et l'accompagnement psychosocial des secouristes, ainsi que la couverture d'assurance maladie, et garantir le versement approprié et rapide des prestations aux familles des secouristes tombés au combat.
- Mettre en place des mécanismes pérennes permettant l'intégration des secouristes blessés et des vétérans de la défense civile dans des fonctions de formation, d'analyse et d'encadrement au sein du service de protection civile.
- Élargir les réserves de mobilisation des unités locales et bénévoles de lutte contre l'incendie afin de les aider à maintenir leurs effectifs et à recruter de nouveaux personnels pour l'accomplissement de ces missions essentielles.

- Accorder aux personnels du déminage humanitaire une protection sociale adéquate, eu égard au niveau élevé de risque et à l'importance considérable de leur mission pour la collectivité.

À la Verkhovna Rada

- Recourir aux instruments de contrôle parlementaire, notamment aux auditions en commission et aux obligations de rapport, afin de suivre systématiquement les attaques contre les secouristes, d'évaluer le soutien de l'État aux services et personnels concernés, et d'identifier les lacunes en matière de protection, d'effectifs, d'équipements et de réadaptation.
- Examiner si les cadres juridiques et budgétaires en vigueur assurent une protection adéquate aux secouristes, aux démineurs humanitaires et aux familles des agents tués ou blessés en service, et les modifier en conséquence le cas échéant.

Aux autorités judiciaires et policières ukrainiennes

- Intégrer les conclusions et résultats de la présente étude dans les dossiers pénaux relatifs aux frappes contre les secouristes et les casernes de pompiers, selon leur pertinence.
- Évaluer, sur la base des faits et éléments de preuve disponibles concernant des attaques spécifiques contre des secouristes, s'il y a lieu de qualifier ces actes de crimes

de guerre, notamment d'attaques contre des civils au sens de l'article 8(2)(b)(i) du Statut de Rome, ou d'attaques contre des biens civils au sens de l'article 8(2)(b)(ii) du Statut de Rome.

- Évaluer, sur la base des faits et éléments de preuve disponibles concernant des attaques spécifiques contre des secouristes, si de tels incidents contreviennent à l'interdiction énoncée à l'article 51(2) du Protocole additionnel I visant les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile, et si, selon les faits, ils sont susceptibles de constituer des crimes de guerre ou d'autres violations graves du droit international humanitaire.
- Dans le cadre des procédures pénales relatives aux frappes russes contre les secouristes en Ukraine, examiner si des suspects ou accusés identifiés et se trouvant sur le territoire ukrainien ont également pu participer à des attaques similaires commises en Syrie³. Lorsque les éléments de preuve étayent un tel lien, poursuivre les voies de mise en cause pénale disponibles au titre de l'article 8 du Code pénal ukrainien⁴.

Aux acteurs de la justice pénale dans d'autres États

- Examiner les frappes contre les secouristes en tant que crimes de guerre potentiels ou autres violations graves du droit international humanitaire susceptibles de justifier l'ouverture de procédures pénales sur le fondement de la compétence universelle, indépendamment de la nationalité des victimes ou du lieu de commission des faits. Examiner en particulier s'il y a lieu d'engager de telles procédures en lien avec des attaques perpétrées par les forces russes en Ukraine.
- Apporter un soutien technique et expertise aux autorités judiciaires et policières ukrainiennes dans le cadre des enquêtes sur les frappes contre les secouristes.

Aux gouvernements étrangers et aux organisations internationales

- Renforcer la coopération avec le SUE dans le développement et la mise en œuvre de solutions technologiques visant à améliorer la sécurité et la résilience opérationnelle des opérations de recherche et de sauvetage, du déminage humanitaire et des autres activités de secours d'urgence en situation de conflit armé.
- Favoriser un dialogue structuré et continu entre les secouristes ukrainiens et les services de protection civile d'autres États afin de partager les retours d'expérience liés aux opérations menées dans les conflits armés modernes et dans d'autres environnements sécuritaires complexes.
- Soutenir les programmes de soins et de réadaptation des secouristes blessés, notamment en développant les possibilités de traitement médical spécialisé et de convalescence à l'étranger.
- Fournir une aide financière et matérielle pour la réparation et le remplacement des équipements et matériels endommagés ou détruits à la suite d'attaques armées, en accordant la priorité aux services de secours opérant dans les zones de première ligne. La préférence devra être accordée aux équipements et véhicules pouvant être réparés rapidement et entretenus sur le territoire ukrainien.
- Prendre en considération les conclusions du présent rapport lors de l'examen de sanctions individuelles ciblées, dans le cadre des régimes de sanctions applicables, à l'encontre des personnes impliquées dans la planification, l'ordonnancement ou l'exécution de frappes contre des secouristes.

⁴ Conformément à l'article 8 du Code pénal ukrainien, les autorités ukrainiennes chargées de l'application de la loi peuvent engager des poursuites pénales en vertu du principe de la compétence universelle. Cela s'applique dans les cas prévus par les traités internationaux ou lorsqu'une personne a commis des crimes graves ou particulièrement graves contre les droits et libertés des citoyens ukrainiens ou contre les intérêts de l'Ukraine.

Aux organisations nationales et internationales de protection civile

- Renforcer la solidarité professionnelle internationale en condamnant publiquement les attaques contre le personnel de protection civile en Ukraine, en défendant leurs besoins professionnels, en leur apportant une aide ciblée et en développant une coopération structurée avec les services ukrainiens de protection civile.

Aux donateurs privés

- Faciliter l'acquisition de drones et de systèmes robotisés destinés aux opérations de lutte contre l'incendie et de sauvetage, ainsi qu'au blindage des véhicules utilisés pour l'évacuation des civils depuis les zones de première ligne.
- Apporter un soutien financier aux fabricants ukrainiens œuvrant au développement de technologies de lutte contre l'incendie et répondant aux besoins plus larges des services de secours d'urgence, notamment en matière d'opérations de sauvetage, de déblaiement et de déminage humanitaire.

Aux entreprises technologiques

- Fournir, dans la mesure du possible, un accès à tarif réduit ou à titre gracieux à des technologies essentielles renforçant la sécurité, la résilience et la capacité opérationnelle des secouristes, notamment des outils de communication, de connaissance de la situation et d'évaluation des dommages.
- Intégrer des garanties claires dans tout soutien apporté dans des contextes de conflit, notamment des dispositifs rigoureux de protection des données, des contrôles d'accès, des journaux d'audit et des protocoles réduisant le risque que des informations opérationnelles sensibles n'exposent les secouristes ou les civils concernés à des préjudices supplémentaires.

- Soutenir les développeurs et fabricants ukrainiens travaillant à la conception d'outils pratiques pour la lutte contre l'incendie, le sauvetage et le déminage, en leur proposant des partenariats techniques, un accompagnement, un soutien à l'interopérabilité et des voies d'approvisionnement responsables.
- Collaborer avec les services ukrainiens de secours d'urgence, les acteurs de la protection civile et des partenaires non gouvernementaux de confiance afin d'adapter les technologies commerciales existantes aux besoins des interventions d'urgence en première ligne, notamment en matière d'outils d'alerte précoce, de communications sécurisées, de connaissance de la situation et de capacités d'inspection à distance plus sûres.

Pour les communautés académique, scientifique et des droits de l'homme

- Renforcer la collecte systématique de données quantitatives désagrégées et la documentation de terrain concernant les attaques contre les secouristes dans différents conflits armés, afin de permettre des analyses comparatives, d'identifier des schémas récurrents et d'évaluer leurs effets immédiats, à long terme et structurels sur les services de secours, la résilience civile, la réponse humanitaire et la reconstruction post-conflit.
- Étudier les motivations, la logique décisionnelle et les schémas opérationnels des attaques armées contre les secouristes, afin d'identifier des mesures efficaces pour renforcer leur protection et minimiser les risques auxquels ils sont exposés.

MÉTHODOLOGIE

NOTE :

Si le [chapitre 2](#) fait appel à des choix méthodologiques propres à une problématique donnée ou à des critères de vérification nécessaires à la compréhension d'une forme d'attaque particulière, l'étude expose ces éléments dans la sous-section correspondante.

Périmètre de recherche et terminologie

Le présent rapport porte sur les attaques russes contre les secouristes en Ukraine du 24 février 2022 au 31 octobre 2025. Notre analyse vise à établir les schémas de ces attaques, leurs motivations possibles ainsi que leurs principales conséquences.

On entend par « secouriste » toute personne participant directement à la protection civile de la population lors d'une situation d'urgence, y compris en cas de conflit armé, et intervenant face aux conséquences immédiates de celle-ci afin

de préserver des vies humaines. Cette définition englobe l'exécution des tâches de protection civile telles que définies à l'article 61(a) du Protocole additionnel (I) aux Conventions de Genève⁵, notamment le sauvetage, l'évacuation, la lutte contre l'incendie et le déblaiement des décombres, entre autres⁶.

Par « attaque contre des secouristes », on entend toute frappe ciblée, à caractère principalement armé, ayant pour objet d'entraver ou d'empêcher l'accomplissement des missions de protection civile telles que définies par le Protocole additionnel (I)⁷.

Le Service d'urgence d'État⁸ (SUE) constitue le principal acteur assurant la protection civile en Ukraine ; les attaques visant son personnel forment dès lors le cœur de la présente étude. Sont également pris en compte les membres des unités de pompiers locales⁹ et volontaires¹⁰, dans la mesure où ceux-ci opèrent en étroite collaboration avec le SUE, exercent des fonctions analogues et recourent à des signes distinctifs similaires, tels que les uniformes et les insignes¹¹.

Bien que ce rapport soit centré sur l'analyse des attaques russes contre les secouristes en Ukraine, Truth Hounds a connaissance de signalements faisant état d'attaques similaires attribuées aux

⁵ Protocole additionnel I aux Conventions de Genève (1977).

⁶ Notre définition des intervenants d'urgence exclut les forces de police, le personnel de santé et les travailleurs humanitaires. Nous nous concentrons exclusivement sur les personnes exerçant des fonctions de protection civile, que l'on appelle parfois familièrement « pompiers », bien qu'en réalité leurs missions dépassent largement la simple lutte contre les incendies.

⁷ Dans le cadre de cette étude, nous faisons référence à deux définitions des « agressions contre les intervenants d'urgence » : la définition théorique, telle qu'elle est présentée dans ce texte, et la définition opérationnelle, qui a été utilisée lors du suivi et du codage d'incidents spécifiques. Pour plus d'informations sur ces définitions et leur justification, veuillez vous reporter au livret de codage figurant à l'annexe 3 du présent rapport.

⁸ Le SUE est un organisme civil dont les activités sont définies et supervisées par le Conseil des ministres par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur de l'Ukraine.

⁹ Les unités locales de lutte contre l'incendie sont des unités de lutte contre l'incendie implantées dans les collectivités où il n'existe pas d'unités du Service d'urgence d'État (SUE). Elles sont créées par les collectivités locales en coordination avec le SUE. Leur personnel est salarié et doit posséder les qualifications académiques et professionnelles requises.

forces ukrainiennes. Ces cas sont néanmoins exclus de la présente analyse en raison d'asymétries dans la disponibilité des données, de l'impossibilité de vérifier ces signalements, ainsi que de différences notables dans l'échelle et la répartition géographique des frappes imputables aux parties ukrainienne et russe respectivement.

Truth Hounds engagera séparément des démarches auprès des représentants du ministère de la Défense de l'Ukraine afin de clarifier et de vérifier les informations disponibles relatives à d'éventuelles attaques perpétrées par les forces armées ukrainiennes.

Sources

Veille en sources ouvertes

Collecte des données

Une équipe de huit analystes a assuré le suivi des sites officiels des autorités nationales et locales, ainsi que des médias en ligne nationaux, régionaux et locaux, des réseaux sociaux, des avis de décès et d'autres sources, à l'aide de termes-clés prédéfinis¹². Chaque analyste était affecté à une oblast ukrainienne spécifique et disposait d'une connaissance approfondie de l'environnement informationnel local et de ses particularités.

Les membres de l'équipe ont conduit leur veille en ukrainien et en russe, ce qui a nécessité une approche flexible dans l'identification des cas pertinents. Ce processus a permis de répertorier plus de 400 incidents impliquant des secouristes¹³, des casernes de pompiers ou des équipements, ainsi que des cas dans lesquels de nouvelles attaques ont contraint les intervenants à suspendre leurs opérations. Les autorités ukrainiennes chargées de l'application de la loi ont communiqué, à titre

confidentiel, des informations relatives à 14 incidents d'attaques par drones, qui ont été intégrés à la liste.

La grande majorité des incidents est corroborée par au moins deux ou trois liens archivés vers des sources pertinentes. Par ailleurs, la base de données de veille de Truth Hounds contient des preuves numériques collectées, notamment des photographies et des vidéos documentant les attaques et leurs conséquences.

Pour l'ensemble des incidents présentant les caractéristiques de double-frappes, l'équipe a cherché à établir la géolocalisation ainsi que l'intervalle de temps entre la première frappe et les suivantes avec la précision la plus grande possible. Toutefois, compte tenu des informations limitées disponibles en sources ouvertes, cela n'a pas toujours été réalisable. En conséquence, le degré de précision des données varie ; les incidents sont donc classés comme vérifiés ou présumés selon les critères définis au [chapitre 2.1](#). Le processus de vérification a inclus une analyse approfondie des publications et d'autres sources, notamment des cartographies en ligne (Google Maps, Google Earth, Wikimapia, NASA, FIRMS, etc.) ainsi que des canaux de médias sociaux locaux. L'équipe a également procédé à la géolocalisation des casernes de pompiers endommagées ou détruites avec la plus grande précision possible¹⁴.

Analyse des données

Après la collecte des données, l'équipe a codé les incidents à l'aide d'un système de codification élaboré pour cette étude. Cela a facilité l'analyse quantitative et permis d'identifier des tendances plus larges. Chaque incident répertorié contient des informations standardisées sur :

- La date et le lieu de l'incident (localité, oblast) ;
- La présence ou non d'hostilités actives dans la localité ou ses environs immédiats¹⁵ ;
- Le type probable d'arme utilisée ;
- La présence de caractéristiques propres aux double-frappes¹⁶ ;

¹² Parmi les termes clés figuraient « ДСНС » (« SUE »), « рятувальник », « надзвичайник », « вогнеборець », (« secouriste »), « ДПРЧ » (« unité d'État de lutte contre les incendies et de sauvetage »), « повторна атака », « повторний обстріл », « повторний удар » (« frappe en double »). Cette liste n'est pas exhaustive et peut varier en fonction de la source spécifique.

¹³ En raison des données disponibles, notre suivi s'est principalement concentré sur le personnel du SUE.

¹⁴ Pour des raisons de sécurité, nous ne publions pas d'informations concernant la localisation précise des incidents. Toutefois, nous examinerons les demandes individuelles concernant ces informations au cas par cas, en fonction du besoin d'en connaître, et nous pourrions les communiquer à des fins telles que la justice ou la recherche universitaire.

¹⁶ Vous trouverez plus de détails sur ces caractéristiques au [chapitre 2.1](#).

- Les conséquences de l'incident (nombre de secouristes blessés et tués, véhicules d'intervention et casernes de pompiers endommagés ou détruits)¹⁷ ;
- Les circonstances de l'incident (description écrite).

Dans ces jeux de données, nous ne prenons en compte que les conséquences pour les secouristes. Les victimes parmi d'autres groupes et les dommages aux infrastructures civiles, ainsi que les autres catégories de personnel d'urgence (par exemple, le personnel médical, la police), sont exclus, bien qu'ils puissent apparaître dans les descriptions des incidents.

Au moins trois membres de l'équipe ont vérifié les données à différentes étapes de la recherche. Les incidents suggérant une frappe en double-frappe ou des dommages à une caserne de pompiers ont fait l'objet d'un processus de vérification distinct et plus rigoureux, détaillé au [chapitre 2.2](#). Malgré ces mesures, le grand nombre d'incidents et la collecte de données principalement manuelle signifient que certaines erreurs humaines peuvent subsister.

Entretiens semi-directifs

Collecte des données

Dans cette étude, nous nous appuyons sur 21 entretiens semi-directifs menés dans les oblasts de Kharkiv, Kherson, Mykolaïv, Kyiv et Khmelnytskyi, ainsi que dans la ville de Kyiv, en 2025¹⁸. Nous avons interrogé :

- 6 pompiers locaux et 2 pompiers volontaires ;
- 4 volontaires et employés de la Croix-Rouge ukrainienne ;
- 4 témoins oculaires de double-frappes contre des secouristes ;
- 3 experts en défense civile ; et
- 2 secouristes du SUE.

Les documentalistes de Truth Hounds ont mené des entretiens sur place en ukrainien et en russe, et ont obtenu le consentement écrit éclairé des

répondants, conformément au Code d'éthique de Truth Hounds¹⁹. Certains lieux d'entretien étant proches de la ligne de front, les documentalistes ont souvent travaillé sous un risque élevé de bombardements. Cela illustre la difficulté des conditions d'entretien et la menace sérieuse qu'elles représentaient pour la vie et la santé des documentalistes comme des répondants. Un tel environnement à haute pression a pu, par moments, affecter la qualité et la précision de la documentation.

Les entretiens portaient sur l'impact qualitatif des attaques armées sur les opérations de secours, notamment sur la capacité des secouristes à apporter une aide en temps utile, leur bien-être physique et mental, ainsi que les mesures de protection et d'adaptation qu'ils ont adoptées face à l'évolution des conditions de guerre.

Les documentalistes ont utilisé un ensemble pré-défini de questions ouvertes pour les entretiens semi-directifs. Ces questions reflétaient nos objectifs de recherche et s'appuyaient sur les résultats du suivi. Cette approche a aidé le personnel à collecter les données nécessaires, tout en laissant place aux questions de suivi et à l'adaptation aux réponses de chaque interviewé.

Traitement et analyse des données

Pour des raisons de sécurité, Truth Hounds a anonymisé tous les entretiens conformément aux protocoles internes. Cela impliquait de dissimuler les noms des répondants et, dans certains cas, tous les détails permettant de les identifier, y compris les lieux et les dates des attaques, etc.

Les citations d'entretiens utilisées dans ce rapport restent aussi proches que possible des propos originaux, avec de légères modifications ap-

¹⁷ Une description plus détaillée de chaque variable utilisée pour coder ces données, ainsi que les valeurs possibles de ces variables, figure dans le cahier de codage. Voir : annexe 2.

¹⁸ À l'exception de l'oblast de Khmelnytskyi, où l'entretien a été mené en 2023. Dans ce contexte, notre compréhension de la tactique des double-frappes repose en grande partie sur les entretiens que nous avons menés avec différentes catégories de personnes interrogées (personnel des services d'urgence, civils, experts en armement balistique russe et en chaîne de commandement, etc.), dans le cadre de l'étude de 2024. Voir : Truth Hounds (2024). *Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine*. PP. 61-62.

portées dans un souci de clarté et de correction linguistique, sans en altérer le sens.

Données du SUE

En tant qu'organe exécutif central chargé de mettre en œuvre la politique de défense civile en Ukraine, le SUE dispose des informations les plus complètes, les plus récentes et les plus fiables sur le sujet de ce rapport. Notre équipe s'est appuyée sur les données fournies par le SUE à sa demande, ainsi que sur les données du SUE publiées sur ses canaux officiels.

Ces données en sources ouvertes sont fiables car le SUE dispose d'agents de presse désignés qui accompagnent les secouristes sur les sites d'urgence, y compris lors d'attaques armées, et documentent les conséquences en photos et vidéos. Ces agents sont également souvent témoins de double-frappes et les documentent. Le SUE publie ensuite ces informations sur ses canaux en ligne. Ces informations sont particulièrement riches car les agents de presse du SUE opèrent souvent dans des endroits inaccessibles aux journalistes, principalement en raison de leur proximité avec la ligne de front. Ainsi, les preuves numériques du SUE constituent souvent la meilleure, voire la seule, confirmation des événements, notamment dans les localités frontalières soumises à des bombardements constants.

En réponse à une demande de Truth Hounds, le SUE a fourni des données statistiques sur les conséquences des attaques armées pour les secours, notamment sur le nombre de :

- Secouristes blessés et tués à la suite d'attaques armées ;
- Véhicules d'intervention endommagés ou détruits ; et
- Casernes de pompiers endommagées ou détruites.

Ces données nous ont permis de comparer les résultats de notre suivi en sources ouvertes avec les chiffres officiels du SUE et d'évaluer les éventuels écarts. Les données du SUE sont généralement plus complètes que celles disponibles via les sources ouvertes, car le SUE communique

directement avec les secouristes sur le terrain et dispose d'un accès physique aux sites des attaques. Ces données ont donc permis d'établir une vue d'ensemble de l'ampleur des attaques examinées dans cette étude. Dans le même temps, grâce à des recherches et vérifications supplémentaires en sources ouvertes, nos données de suivi offrent des détails contextuels nettement plus riches, indisponibles dans les statistiques du SUE. Elles nous permettent de comprendre les caractéristiques des incidents individuels et les tendances qui se dégagent de l'ensemble du jeu de données. C'est pourquoi, tout au long du rapport, mais particulièrement dans le chapitre sur les schémas d'attaques, nous nous appuyons principalement sur les résultats du suivi.

Limites

Nous avions initialement prévu de fonder cette étude sur des entretiens avec des secouristes du SUE. Nous cherchions à comprendre quand et comment ils avaient été visés par des attaques, comment cela avait affecté leur santé physique et mentale, et de quel soutien supplémentaire ils avaient besoin. Cependant, Truth Hounds n'a pas été en mesure d'obtenir un accès large aux secouristes du SUE²⁰.

En conséquence, nous avons concentré nos efforts sur des entretiens avec d'autres catégories de secouristes, notamment les pompiers locaux et volontaires. Bien que ces acteurs accomplissent des tâches similaires et fassent face à des défis comparables dans le cadre de la guerre à grande échelle, nous reconnaissons que l'absence d'informations directement recueillies auprès des secouristes du SUE constitue une limite de cette étude.

En nous appuyant sur des données provenant de sources ouvertes, telles que des articles de presse, des entretiens et des documentaires, entre autres, nous avons cherché à comprendre l'impact des double-frappes sur les secouristes du SUE. Ces sources sont toutefois peu susceptibles d'offrir une compréhension aussi complète ou cohérente que des entretiens conduits spécifiquement pour cette étude.

La deuxième limite de notre étude réside dans le fait que la vérification des double-frappes et des frappes sur les casernes de pompiers a été réalisée presque exclusivement à partir de sources ouvertes. Cela s'explique principalement par le nombre important d'incidents identifiés et par l'accès limité de l'équipe à certaines zones en raison des hostilités ou de l'occupation.

Bien que nous ayons déployé des efforts considérables pour analyser un large éventail de sources — des publications d'actualité aux éléments de preuve fournis par le SUE et des témoins, en passant par les images satellitaires et les rapports des canaux Telegram locaux —, cette approche laisse place à l'interprétation des chercheurs, aux biais et aux erreurs humaines. Elle ne diminue pas pour autant la validité des conclusions qui peuvent en être tirées. Elle appelle plutôt à une approche prudente et à une conscience des limites inhérentes aux méthodes de collecte et d'analyse des données utilisées.

Tous les jeux de données sont disponibles en annexe de ce rapport. Un manuel de codification est également inclus en tant que document distinct, fournissant une explication détaillée de chaque variable, de ses valeurs possibles et de nos approches de codification²¹.

Jeux de données

Dans le cadre de cette étude, nous publions quatre jeux de données destinés à des analyses quantitatives approfondies et à la réplication, notamment :

- Un jeu de données recensant tous les incidents identifiés au cours desquels des secouristes, des véhicules d'intervention ou des casernes de pompiers ont été endommagés ou détruits, ou lors desquels des opérations de secours ont été contraintes de s'interrompre en raison de bombardements ;
- Un jeu de données d'incidents présentant les caractéristiques de double-frappes ;
- Un jeu de données d'incidents ayant entraîné des dommages ou la destruction de casernes de pompiers ou d'autres bâtiments utilisés par des secouristes ; et
- Un jeu de données de messages issus de canaux Telegram russes contenant des mentions de secouristes ukrainiens ou d'attaques les visant.

CHAPITRE 1

VUE D'ENSEMBLE DES ATTAQUES CONTRE LES SECOURISTES

Ce chapitre examine l'évolution des attaques contre les secouristes et les infrastructures d'urgence au cours de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie. Il retrace les changements dans la fréquence, la répartition géographique et les schémas apparents de ces incidents, y compris les variations d'intensité et les formes qu'ont prises ces attaques aux différentes étapes du conflit. En analysant les tendances dans le temps, ce chapitre montre comment les violences contre les services de secours sont devenues un phénomène récurrent du conflit.

Au total, entre le 24 février 2022 et le 31 octobre 2025, nous avons recensé 401 incidents ayant entraîné :

- Au moins 42 secouristes tués et au moins 258 blessés²² ;
- Au moins 248 véhicules d'intervention endommagés ou détruits ;
- Au moins 138 casernes de pompiers endommagées ou détruites ; et
- La suspension ou l'interruption d'opérations de secours à la suite d'attaques répétées.

Parallèlement, selon les informations communiquées par le SUE en réponse à une demande de Truth Hounds, 111 décès et 550 blessés parmi les secouristes ont été recensés sur la même période²³. Le SUE a également indiqué que 617²⁴ véhicules d'intervention avaient été endommagés ou détruits, tandis que 449²⁵ casernes de pompiers et autres installations du SUE avaient été touchées. Comme expliqué dans la section Méthodologie, nous avons des raisons de penser que l'ampleur réelle des conséquences des attaques armées contre les secouristes est proche, voire susceptible de dépasser, les chiffres rapportés par le SES²⁶. Dans cette section, nous nous appuyons néanmoins principalement sur les données issues de notre propre suivi, dans la mesure où elles offrent un niveau de détail plus élevé grâce aux recherches complémentaires en sources ouvertes menées par notre équipe.

²² Cet ensemble de données n'inclut pas les incidents au cours desquels des secouristes ont été tués ou blessés par l'explosion d'une mine. Bien que ces incidents représentent une part considérable des victimes parmi les secouristes, ils ne constituent pas des attaques directes et potentiellement délibérées, les mines étant par nature aveugles. Cela dit, on pourrait faire valoir que le personnel de la protection civile, qui est principalement chargé du déminage, est exposé à un risque disproportionné de subir de tels traumatismes. Toutefois, en raison de la portée limitée du présent rapport, ces cas ne sont pas inclus dans l'analyse.

Le premier cas connu d'un secouriste décédé dans l'exercice de ses fonctions depuis le 24 février 2022

Le premier meurtre documenté d'un secouriste dans l'exercice de ses fonctions s'est produit le 10 mars 2022 à Marioupol. Une frappe aérienne sur le bâtiment de la Direction générale (DG) du Service d'urgence de l'Ukraine (SES) dans l'oblast de Donetsk a tué Oleksii Pankov²⁷, major du service de défense civile âgé de 39 ans et inspecteur principal de l'Unité de sécurité industrielle au sein du Département de prévention des urgences. Le bâtiment de la DG a subi des dégâts importants, clairement visibles sur les photos et les vidéos prises sur le lieu de l'urgence²⁸, les images satellites de Google Earth datées du 14 mars 2022 et les témoignages publiés dans des sources ouvertes.



« J'étais dans le garage quand j'ai senti une puissante onde de choc. J'ai immédiatement compris que la frappe avait eu lieu quelque part à proximité, mais je ne savais pas exactement où. J'ai enfilé mon uniforme et je me suis précipité dehors. Dans l'arrière-cour, j'ai vu que d'un côté, le bâtiment [DG] était détruit du [quatrième] au [premier] étage. La première chose que j'ai remarquée, c'était un pompier blessé allongé près de la cuisine de campagne. Nous l'avons mis sur une civière et l'avons emmené à l'unité médicale », a raconté **Oleksandr Hurov**, secouriste qui a porté assistance à Oleksii immédiatement après l'attaque²⁹.



Oleksii Pankov (à droite), secouriste du SUE, en compagnie de ses collègues. Source : Livre commémoratif du ministère de l'Intérieur de l'Ukraine³⁰.

Originaire de Kostiantynivka, dans l'oblast de Donetsk, Oleksii a consacré plus de 15 ans aux opérations d'intervention d'urgence.



« Honnêteté et intégrité, courage et professionnalisme, capacité à prendre des décisions rapides et éclairées dans diverses situations difficiles et dangereuses [...] il restera à jamais un exemple pour le personnel du SUE. » C'est ainsi que Pankov est commémoré dans le Livre du souvenir du MIU³¹.

1.1. Evolution dans le temps

Les premiers incidents ayant entraîné des pertes humaines et matérielles parmi les secouristes sont survenus en février et début mars 2022, immédiatement après le début de l'invasion à grande échelle de la Russie.

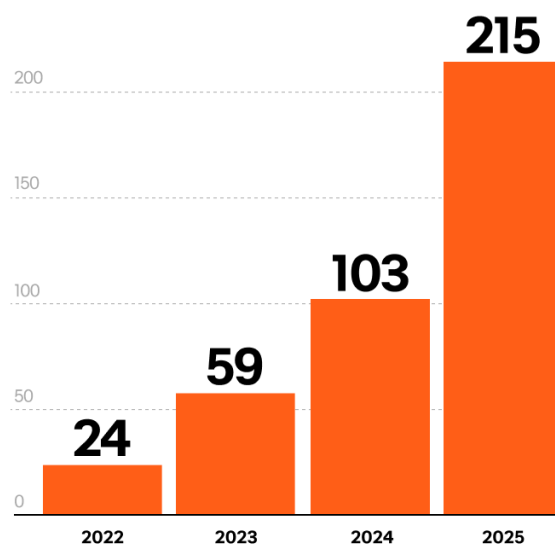
En 2023, le nombre d'attaques signalées contre des secouristes a plus que doublé, passant de 24 à 59, ce qui pourrait indiquer une intensification des menaces ciblées de l'armée russe contre les services de secours ukrainiens. Cette année-là a également vu une augmentation des incidents présentant les caractéristiques de double-frappes, passant de 10 à 25.

En 2024, le nombre total d'incidents a augmenté d'environ 75 % par rapport à 2023 (de 59 à 103). Par ailleurs, le nombre de signalements de dommages ou de destructions de véhicules d'intervention a augmenté d'environ 170 %, tandis que le nombre de signalements de dommages aux casernes de pompiers a augmenté de 50 %.

En 2025, le nombre total d'incidents enregistrés en une année sur la période d'observation a atteint son niveau le plus élevé, avec 215 cas³². Comme l'année précédente, les cas impliquant des dommages ou la destruction de véhicules d'intervention et de casernes de pompiers ont fortement augmenté, de plus de 90 % et 60 % respectivement.



« Depuis le début de l'invasion à grande échelle, la nature des attaques a évolué. Au début de la guerre, le nombre de frappes était nettement plus faible, alors qu'aujourd'hui, les dommages causés aux équipements par des drones FPV — autrement dit, la destruction délibérée de camions de pompiers — sont observés presque quotidiennement. Des signalements de bombardements répétés ou de frappes de drones FPV lors d'opérations de lutte contre l'incendie sont reçus pratiquement chaque jour. Une tendance similaire s'observe concernant les installations : le nombre de double-frappes les visant a également augmenté », a déclaré Viktor Likanov, directeur adjoint du département du soutien aux ressources et chef de la direction de la construction et de l'exploitation des actifs mobiles du SUE, lors d'un entretien accordé à Truth Hounds³³.



Répartition des incidents par année. Source : Truth Hounds.

Par ailleurs, malgré une augmentation significative du nombre d'attaques, leur taux de létalité a diminué : en 2025, environ 3 % des attaques ont entraîné le décès d'un secouriste, contre environ 15 % en 2023. Une tendance similaire se dessine en ce qui concerne les blessés, 20 % des incidents ayant entraîné des blessures en 2025, contre près de 35 % en 2023. Cela pourrait indiquer l'efficacité des protocoles de sécurité actualisés pour les secouristes ou leur adaptation aux défis de la guerre par rapport aux années précédentes, entre autres facteurs possibles.

Protocoles de sécurité du SUE en cas de menace de double-frappe

À la demande de Truth Hounds, le SUE a communiqué en janvier 2026 des informations sur les modifications apportées aux protocoles de sécurité des secouristes face à la menace de double-frappes. Ces évolutions pourraient constituer l'un des facteurs expliquant la réduction de la létalité des attaques et représenter une approche potentiellement utile pour les services de secours dans d'autres contextes où persistent des conflits armés et des double-frappes.



« Le service de permanence du SUE [local] et les centres de coordination opérationnelle assurent une surveillance continue de l'espace aérien ukrainien afin de déterminer le nombre probable d'armes en vol et leur heure d'arrivée, ainsi que d'informer immédiatement les organes de direction et les unités de la menace d'utilisation d'armes aéroportées en vue de mettre le personnel à l'abri.

Après l'arrivée d'une unité [du SUE] sur le site d'un [incident] d'urgence, d'incendie ou de risque, une personne désignée est chargée de surveiller l'espace aérien pour détecter les menaces d'attaques aériennes, dans le but d'alerter le personnel en cas de danger et de maintenir une communication permanente avec le centre de coordination opérationnelle du SUE.

Afin d'alerter le personnel et d'assurer son retrait immédiat du site d'un [incident] d'urgence, d'incendie ou de risque, un signal spécial est émis. Lorsqu'une unité ORSC est en cours de mission et se trouve sous le feu, son commandant prend les mesures nécessaires pour évacuer immédiatement l'unité hors de la zone de tir vers un lieu sûr. Le commandant de l'unité rend compte de la situation au centre de coordination opérationnelle compétent du SUE et agit conformément aux informations fournies par ce centre concernant la menace d'utilisation d'armes aéroportées. »³⁴

³⁴ Réponse écrite du SUE à une demande d'informations formulée par Truth Hounds (7 janvier 2026).

1.2. Situation géographique

La plupart des incidents, soit 88 %, se sont produits dans les zones de front, principalement dans les oblasts de Donetsk, Kharkiv, Kherson, Dnipropetrovsk, Soumy et Zaporijia.

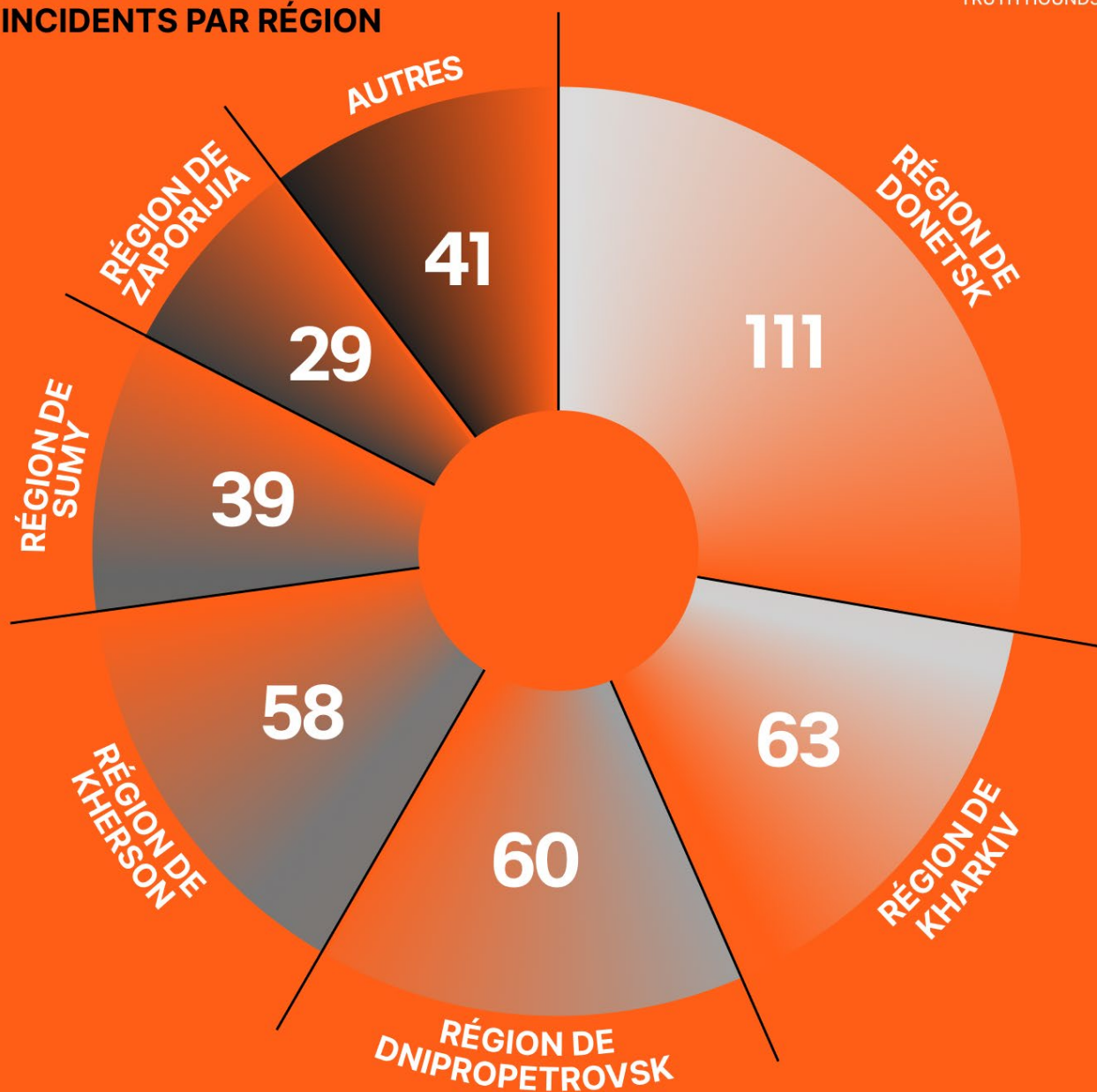
Les villes les plus touchées ont été Kherson (30 incidents), Nikopol (23 incidents) et Kharkiv (16 incidents). En outre, plus de 10 incidents se sont produits à Dobropillia, Kostiantynivka et Lyman,

dans l'oblast de Donetsk. 45 incidents se sont produits dans des villes relativement éloignées de la ligne de front, notamment Odessa, Dnipro et Kryvyi Rih (5 cas dans chacune). Au 22 décembre 2025, la distance la plus courte entre chacune de ces villes et la ligne de front la plus proche dépassait 70 km, selon la carte de DeepState³⁵. Cela indique que, malgré une concentration géographique évidente, les attaques ne se limitent pas exclusivement aux zones de front mais touchent l'ensemble du pays, à l'exception des oblasts occidentaux³⁶.

³⁶ Le chapitre 2 examine en détail les explications possibles de la concentration géographique des attaques dans les territoires situés en première ligne.

RÉPARTITION DES INCIDENTS PAR RÉGION

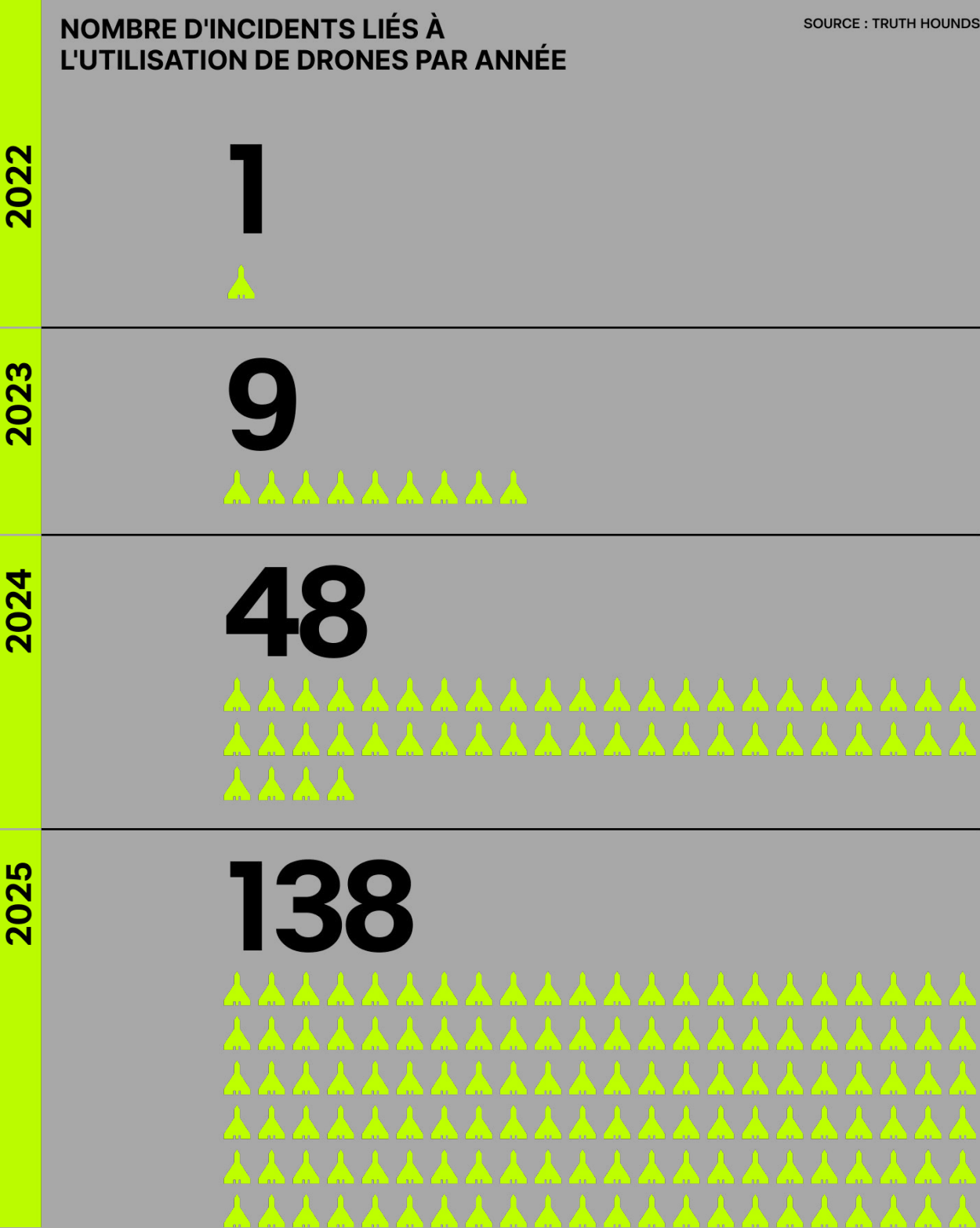
SELON LES DONNÉES DE TRUTH HOUNDS



1.3. Armes

D'après des données issues de sources ouvertes, les drones à courte et longue portée sont devenus l'arme la plus couramment utilisée lors d'attaques

qui ont entravé les opérations de secours ou entraîné des pertes humaines et matérielles. Utilisés aussi bien de manière autonome qu'en combinaison avec d'autres types d'armes, ils ont été impliqués dans près de la moitié de tous les incidents³⁷. Ces conclusions concordent avec l'aug-



mentation générale de l'activité des drones au cours du conflit³⁸. Une forte augmentation de la fréquence d'utilisation des drones s'est produite en 2024, année où le nombre de ces incidents a quintuplé par rapport à l'année précédente. De plus, 2025 s'est avérée être l'année charnière, le nombre d'attaques signalées impliquant des drones atteignant 138, soit près de trois fois plus qu'en 2024 et plus de quinze fois plus qu'en 2023. findings correspond with the overall increase in drone activity during the conflict.³⁹

Les données montrent une évolution claire, au fil du temps, des types d'armes utilisées lors de ces attaques. Dans 17 % des incidents, les assaillants ont très probablement eu recours à de l'artillerie à canon ou à roquette. Les signalements concernant ces armes ont atteint un pic en 2023, puis ont diminué en 2024 et 2025, notamment par rapport aux attaques de drones. Les données provenant de Nikopol, dans l'oblast de Dnipropetrovsk, illustrent cette tendance. En 2023, les drones représentaient entre 0 % et 23 % des incidents de bombardements mensuels. En 2024, cette part est passée de 13 % à 63 %. D'avril à juin 2025, les drones ont représenté plus de la moitié de toutes les attaques contre la ville⁴⁰. Dans environ 10 % des incidents, divers types de missiles auraient été utilisés.

Un volontaire de la Croix-Rouge ukrainienne a expliqué comment les types d'armement ont évolué au fil du temps :

“

« En 2022, lorsque nous avons été déployés, les "voisins" [euphémisme désignant les Russes — ndlr] utilisaient des mortiers et des MLRS [systèmes de lance-roquettes multiples — ndlr]. Plus tard, des bombes aériennes guidées ont commencé à apparaître, et aujourd'hui ce sont des drones FPV. Les drones FPV sont effrayants car ils frappent soudainement : il est presque impossible de les compter ou de les suivre, alors nous essayons d'éviter les itinéraires où ils se concentrent. [...] Actuellement, ceux qui volent à l'aide de fibre optique sont particulièrement menaçants, même avec les mesures [de sécurité] possibles »⁴¹.

1.4. Conclusion

Le nombre de signalements d'attaques contre les secouristes, les véhicules d'intervention d'urgence et les casernes de pompiers n'a cessé d'augmenter depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, pour atteindre un pic en 2025. Ces attaques ont principalement touché les communautés situées en première ligne, où les services d'urgence jouent un rôle essentiel en raison de leur proximité avec les combats. Cependant, ces incidents se sont également produits dans des zones plus éloignées de la ligne de front, ce qui montre à quel point ce phénomène est répandu.

La plupart des attaques ont été menées à l'aide de divers types de drones. Cette tendance, sans précédent dans d'autres conflits armés, s'est particulièrement accentuée en 2024-2025. L'utilisation de drones, une arme souvent caractérisée par une grande précision, pourrait également laisser supposer que les attaques contre les secouristes étaient délibérées ou que les mesures prises pour assurer leur sécurité étaient insuffisantes.



Photographie :
Pavlo Petrov

CHAPITRE 2

FORMES D'ATTAQUES CONTRE LES SERVICES D'URGENCE

2.1. Introduction

Ce chapitre examine les deux formes d'attaques les plus courantes contre les services d'urgence sur le territoire contrôlé par l'Ukraine depuis le début de la guerre russo-ukrainienne à grande échelle. Il s'agit des attaques contre les casernes de pompiers et des double-frappes.

La fréquence de ces types d'attaques peut s'expliquer par la forte prévisibilité de la présence des services d'urgence à des endroits et à des moments précis. Les casernes de pompiers sont des installations fixes qui abritent le personnel d'urgence et les véhicules d'intervention. Par conséquent, en cas d'attaque, le risque de dommages tant pour le personnel que pour le matériel est prévisiblement élevé. Dans le cas des frappes en deux temps, un effet similaire est obtenu par un mécanisme différent : l'attaquant introduit une pause délibérée entre la frappe initiale et la ou les frappes suivantes au même endroit. Cet intervalle peut être calibré, entre autres considérations, pour correspondre au temps nécessaire aux services d'urgence pour arriver sur place et commencer leurs opérations. Le nombre de ces attaques, leur répartition géographique étendue et la disponibilité relative des données nous ont amenés à nous concentrer en particulier sur ces deux pratiques. Elles seront abordées en détail plus loin dans ce chapitre.

Parallèlement, les violences à l'encontre des secouristes prennent également d'autres formes. Nous avons recensé environ 70 incidents aux circonstances diverses. Parmi ceux-ci figurent des attaques ciblées contre des groupes d'évacuation et des équipes pyrotechniques, la « chasse » aux camions de pompiers, ainsi que des agressions contre des secouristes lors de chocs environnementaux complexes et de grande ampleur⁴². Bien que nous ne proposons pas d'analyse approfondie de ces cas en raison de contraintes liées aux données, nous en présentons ci-dessous un bref aperçu et encourageons la poursuite des recherches à ce sujet.

Attaques contre les équipes d'évacuation

Une catégorie distincte d'attaques vise les groupes d'évacuation opérant dans les zones de première

ligne. En août 2025, 27 équipes d'évacuation du SUE (« Phoenix ») et 24 unités de la police nationale (« White Angels ») opéraient en Ukraine⁴³.

Selon le vice-ministre de l'Intérieur, Oleksii Serhieiev, ces groupes sont équipés de véhicules blindés, de dispositifs de guerre électronique (GE), de moyens de communication par satellite, de médicaments, de vivres et d'autres ressources nécessaires à l'évacuation des populations locales⁴⁴. Les équipes du Service d'urgence d'État (SES) et de la police, en collaboration avec les autorités locales et des bénévoles, mettent également en œuvre les décisions du gouvernement ukrainien concernant l'évacuation forcée des civils des zones dangereuses⁴⁵.

Outre l'évacuation, ces unités sont chargées de fournir une aide humanitaire aux habitants qui continuent de résider dans les zones de première ligne⁴⁶. Ainsi, les attaques contre les équipes d'évacuation mettent non seulement en danger la vie des secouristes et des civils à bord de ces véhicules, mais elles compromettent également, de manière plus générale, la fourniture d'une aide vitale à la population locale.

Des sources ouvertes font état d'au moins trois attaques contre des unités « SES Phoenix » dans l'oblast de Donetsk. Dans chaque cas, les secouristes utilisaient des moyens de transport portant l'insigne de la défense civile⁴⁷.

Attaques contre les équipes de déminage

En 2025, l'Ukraine comptait plus de 130 opérateurs agréés de lutte contre les mines⁴⁸. Parmi eux figurent des entités gouvernementales, telles que les unités d'urgence et de sauvetage du SUE, les unités militaires du Service spécial de transport de l'État et des Forces armées ukrainiennes (FAU), des organisations étrangères, des ONG ukrainiennes et d'autres opérateurs privés nationaux et internationaux⁴⁹.

⁴² On a également observé des cas de minage à distance de routes menant à des localités régulièrement bombardées, la mise en place de pièges lors du minage manuel de certains territoires, ainsi que d'autres tactiques qui entravent le déminage. Ces actions ne visent peut-être pas uniquement les premiers intervenants, mais elles sont susceptibles d'entraver les interventions d'urgence dans les zones de première ligne et le déminage humanitaire dans les territoires libérés.

⁴⁹ Toutes les organisations de déminage certifiées ne sont pas actuellement actives en Ukraine. Parmi celles qui y opèrent, toutes ne se consacrent pas au déminage direct des mines et des restes explosifs ; certaines se concentrent également sur l'examen technique et non technique des territoires et sur des activités similaires.

L'une des principales missions de ces acteurs est le déminage humanitaire, les organismes gouvernementaux jouant un rôle essentiel à cet égard, certains d'entre eux disposant du droit exclusif de certifier les organisations de déminage humanitaire (MAO). De plus, seuls les opérateurs gouvernementaux sont autorisés à mener des opérations de déminage humanitaire dans les territoires situés à moins de 20 km de la ligne de front⁵⁰.

Les attaques contre les démineurs ne se limitent pas à causer des dommages physiques et psychologiques au personnel. Elles entravent également les opérations de déminage, ce qui augmente le risque de décès parmi les civils et empêche l'exploitation agricole des terres.

D'après nos observations, les attaques directes contre les démineurs restent relativement rares, bien que plusieurs incidents potentiellement intentionnels se soient produits ces dernières années. Par exemple, le 11 juin 2025, lors de travaux de déminage dans l'oblast de Kharkiv, un drone russe a attaqué des spécialistes de la lutte antiminimes du SUE. Le secouriste Vasyl Belinskyi a trouvé la mort⁵¹ et deux de ses collègues ont été grièvement blessés⁵².

« Chasse » aux véhicules des services d'urgence

Les véhicules des services d'urgence ont été pris pour cible dans les zones de front de diverses régions d'Ukraine. Ces dommages ou destructions sont présents dans toutes les méthodes d'attaque susmentionnées. Parallèlement, dans un certain nombre d'épisodes recensés, la destruction de véhicules des services d'urgence se produit dans des circonstances qui ne correspondent à aucun des scénarios énumérés. Ces attaques correspondent à des incidents au cours desquels les véhicules des secouristes sont devenus une cible en soi, indépendamment de l'existence d'un bombardement préalable, de l'emplacement de l'unité et des tâches qu'elle effectuait.

Depuis 2024, les assaillants ont de plus en plus recours à des drones à courte portée équipés de caméras pour cibler les véhicules d'urgence. Ces drones permettent aux opérateurs d'identifier les véhicules, de les suivre et de frapper à tout moment, réduisant ainsi considérablement le délai entre la détection de la cible et la frappe.

Parmi les incidents similaires, on peut citer une attaque par drone contre un camion-citerne de la SES qui approvisionnait en eau la population de Huliaipole, dans l'oblast de Zaporijia, en janvier 2025⁵³, ainsi qu'une frappe de drone contre un camion de pompiers qui se rendait sur les lieux d'une urgence dans la hromada de Krasnopillia, dans l'oblast de Soumy, en septembre 2025⁵⁴.

Perturbation des interventions d'urgence lors de chocs environnementaux à grande échelle

Une autre forme de préjudice concerne la perturbation des interventions d'urgence lors de chocs environnementaux à grande échelle. À ce jour, un cas illustre comment de telles perturbations peuvent se produire dans la pratique : la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka le 6 juin 2023, après qu'une explosion à l'intérieur du barrage a provoqué une rupture catastrophique⁵⁵. Ce cas mérite une attention particulière pour deux raisons. Premièrement, l'ampleur des destructions environnementales lors de tels incidents exerce une pression immense sur les services d'urgence et inflige des souffrances généralisées et à long terme. Deuxièmement, lorsqu'ils s'ajoutent à un conflit armé en cours, ces incidents intensifient également les risques pour les premiers intervenants contraints de travailler sous les tirs, ainsi que pour les civils de manière plus générale.

Dans les zones contrôlées par l'Ukraine, les bombardements ont exposé les secouristes opérant dans les zones inondées à un grave danger, compliquant considérablement les efforts d'évacuation et retardant l'aide⁵⁶. Ces conditions ont accru les risques non seulement pour le personnel d'urgence, mais aussi pour les civils en attente d'évacuation.

Un secouriste interrogé par Truth Hounds s'est souvenu de l'évacuation d'un homme souffrant d'une lésion médullaire dans le quartier d'Ostriv, à Kherson, inondé à la suite de la destruction de la centrale hydroélectrique :

⁵² On recense également un cas connu de frappe par un missile balistique 9M723 contre des démineurs du Conseil danois pour les réfugiés, le 4 septembre 2025 près de Tchernihiv, qui a fait deux morts et huit blessés. Cependant, cette étude se concentrant sur les intervenants d'urgence directement impliqués dans le sauvetage de civils lors de situations d'urgence, nous n'examinons pas ce cas en détail.



« [Il] était sous analgésiques, et le problème, c'est que l'effet de l'injection ne durait que deux heures. Nous devions l'évacuer rapidement, mais l'opération a pris près de huit heures car il y avait des bombardements et nos équipes ne parvenaient tout simplement pas à l'atteindre. »⁶³

Conclusion

Le fait que ces quatre types d'attaques soient moins fréquents que les double-frappes et les attaques contre les casernes de pompiers ne les rend pas moins importants pour la recherche et la quête de responsabilités. Dans certains cas, ils peuvent même fournir des indicateurs encore plus clairs de l'intention des auteurs. Lorsque des drones frappent des camions de pompiers portant des marques distinctives clairement visibles, les faits peuvent fortement étayer la conclusion selon laquelle les assaillants savaient qu'ils visaient des secouristes. Une analyse minutieuse de ces incidents est donc essentielle pour comprendre l'ensemble des schémas d'attaques contre les opérations d'urgence en Ukraine et pour étayer les futures enquêtes sur les crimes de guerre. Les quatre types d'attaques mentionnés ci-dessus se caractérisent par une moindre prévisibilité de la localisation des secouristes. Les sections suivantes se concentrent sur les double-frappes et les attaques contre les casernes de pompiers, où la prévisibilité est un facteur important.

Tendances internationales concernant les attaques contre le personnel d'urgence, médical et humanitaire

La fréquence croissante des attaques contre les secouristes s'inscrit dans le contexte plus large d'une escalade de la violence à l'encontre d'autres catégories de premiers intervenants et de personnel humanitaire en Ukraine et dans le monde entier. Il convient d'examiner ces tendances dans leur ensemble, car tous ces groupes sont protégés par le droit international humanitaire, sont clairement identifiés et fournissent une

aide essentielle aux civils pendant les conflits armés. La base de données Aid Worker Security Database a enregistré plus de décès de travailleurs humanitaires en 2023 et 2024 que durant n'importe quelle période de deux ans précédentes⁵⁷. Elle a recensé 676 décès dans 27 pays, les bilans les plus lourds ayant été enregistrés dans la bande de Gaza, au Soudan, au Soudan du Sud, au Nigeria et au Liban.

En Ukraine, 6 travailleurs humanitaires ont été tués en 2023 et 13 en 2024⁵⁸. Un rapport intermédiaire de l'OS-CE a fait état d'une augmentation du nombre d'attaques contre des travailleurs humanitaires en Ukraine en 2025, en particulier dans l'oblast de Kherson. Six des neuf travailleurs humanitaires et bénévoles interrogés par l'organisation ont déclaré avoir été attaqués pendant leur service ; sept ont déclaré avoir des collègues qui avaient été pris pour cible.⁵⁹ À l'instar des secouristes en Ukraine, des travailleurs humanitaires ont été pris pour cible dans divers contextes alors qu'ils apportaient de l'aide à des civils, menaient des opérations d'évacuation ou se déplaçaient dans des véhicules portant des marques d'identification clairement visibles⁶⁰.

Selon la coalition « Safeguarding Health in Conflict » et Insecurity Insight, les années 2023 et 2024 ont également enregistré le plus grand nombre d'incidents violents contre le personnel de santé et les infrastructures médicales. Par exemple, en 2024, 3 623 cas de ce type ont été recensés grâce à la surveillance et à la collecte d'informations auprès d'organisations partenaires, soit une augmentation de 62 % par rapport à 2022. Le plus grand nombre d'incidents mortels en 2024 a été enregistré au Liban (408), dans les territoires palestiniens (228), en Ukraine (78) et au Soudan (67)⁶¹. On observe une augmentation de l'utilisation de divers drones dans les attaques contre les systèmes de santé à travers le monde. En 2024, au moins 300 incidents impliquant des drones ont été enregistrés : la part de ces incidents parmi l'ensemble des attaques impliquant des armes explosives a atteint 20 %. Ces attaques ont particulièrement touché les professionnels de santé en Ukraine, dans les territoires palestiniens, au Liban, au Myanmar et au Soudan⁶².

La recrudescence sans précédent des attaques contre les services d'urgence, le personnel de santé et les travailleurs humanitaires dans les pays touchés par des conflits au cours des trois dernières années pourrait s'expliquer par le manque d'attention accordé à ces crimes au plus haut niveau et par l'impunité dont bénéficient les responsables. Les gouvernements, les organisations internationales, les groupes de la société civile et les autres acteurs doivent redoubler d'efforts pour soutenir ceux qui sont les premiers à venir en aide aux civils en situation d'urgence, en veillant à ce qu'ils bénéficient d'une sécurité et d'une protection adéquates. Cela implique notamment d'identifier et de poursuivre les responsables de ces crimes.

2.2. Double-frappes



« CHAQUE FOIS QUE NOUS ÉTEIGNONS UN INCENDIE, DES MISSILES SIFFLENT AUSSITÔT AU-DESSUS DE NOS TÊTES ET DES FRAPPES ONT LIEU TOUT PRÈS. »⁶⁴

Chauffeur d'une brigade locale de pompiers
d'un village de l'oblast de Mykolaïv

Le matin du 6 juillet 2025, une série d'attaques de drones a provoqué un incendie dans une station-service sur l'autoroute de Beryslav, à Kherson. Lorsque les secouristes du SUE sont arrivés sur place et ont commencé à éteindre l'incendie, un drone à vue subjective (FPV) a percuté leur camion-citerne rouge vif, garé en face de la station-service, endommageant considérablement le véhicule. Le personnel n'a pas été blessé⁶⁵. Quelques heures plus tard, la chaîne Telegram « PHOBOS | UAV », qui serait associée à la 18e armée interarmes de l'armée russe, faisant partie du groupe de forces du Dniepr⁶⁶, a publié une vidéo de l'attaque filmée par la caméra du drone. Le message indiquait que « le SUE [...] est pris pour cible lorsqu'il fait obstacle à l'exécution de missions de combat »⁶⁷.



Camion de pompiers endommagé par une double-frappe temps menée par un drone FPV à Kherson.
Source : SES de l'oblast de Kherson.⁷⁵

Cet incident est un exemple typique d'une double-frappe, une tactique militaire consistant à effectuer deux frappes consécutives ou plus sur un même emplacement clairement défini, avec des intervalles entre les frappes allant généralement d'au moins dix minutes à plusieurs heures⁶⁸. Ces frappes se caractérisent par :

- *Une continuité spatiale* : les frappes ont lieu au même endroit géographique, ce qui indique une concentration délibérée sur un site unique et spécifique. Cette répétition spatiale démontre un lien opérationnel direct entre la première attaque et les suivantes.
- *Changement de cible* : l'intervalle de temps entre les frappes permet l'arrivée et l'intervention opérationnelle du personnel de la défense civile, des équipes médicales ou d'autres premiers intervenants venant en aide aux victimes ou s'occupant des conséquences de l'attaque initiale. Ce délai délibéré reflète un changement ou une extension de la cible visée, passant de l'objet initial de l'attaque à ceux qui se trouvent sur les lieux après l'attaque.

Ce sont ces caractéristiques qui ont guidé notre approche pour vérifier les incidents en tant que double-frappes.

⁶⁸ Ces seuils supérieur et inférieur clairement définis pour l'intervalle de temps ont été fixés sur la base des intervalles les plus courants entre les attaques et découlent de la nécessité d'établir des critères mesurables pour vérifier les cas de double-frappes. En réalité, l'intervalle entre les attaques peut être plus court ou plus long, selon les circonstances. Par exemple, si une attaque a lieu à proximité d'une caserne de pompiers, l'arrivée des premiers intervenants qui commencent à gérer les conséquences peut intervenir plus rapidement que dans un délai de dix minutes. À l'inverse, si la première attaque a causé des dégâts importants, le travail des premiers intervenants sur les lieux de l'incident peut durer plusieurs jours. Étant donné que nous n'avons identifié qu'un petit nombre de cas de ce type et qu'ils nécessitent généralement l'évaluation de facteurs supplémentaires pour être qualifiés de frappes à double frappe, ces épisodes ont été exclus de cette analyse.

2.2.1. Remarque sur la méthodologie de ce sous-chapitre

Les incidents analysés dans ce sous-chapitre ont été identifiés grâce à un suivi approfondi

des sources ouvertes, notamment les médias en ligne, les réseaux sociaux (Telegram, Facebook, Instagram, X et VK), les sites web officiels des agences nationales et locales ukrainiennes et des administrations d'occupation russes, etc. Pour chaque incident, nous avons établi la géolocalisation avec la plus grande précision possible ainsi que l'intervalle de temps entre la première frappe et les suivantes. Cela a nécessité une analyse complémentaire des cartes en ligne (Google Maps, OpenStreetMap, Wikimapia, Map Ukraine Daily Update, etc.), des images satellites (Google Earth, FIRMS), des notifications d'alerte aérienne, etc. De plus, dans plusieurs cas, les membres de l'équipe Truth Hounds ont pu fournir des informations sur des incidents spécifiques, soit parce qu'ils avaient été témoins des attaques, soit parce qu'ils connaissaient bien la géographie de certaines localités et pouvaient identifier avec précision les lieux à partir de photos ou de vidéos.

Le processus de vérification des incidents consistait à contrôler l'exactitude factuelle des données et leur conformité à deux critères essentiels pour une double-frappe: la continuité spatiale et un intervalle de temps de dix minutes à cinq heures entre la première frappe et les suivantes. Lorsque ces informations étaient disponibles, le type d'arme susceptible d'avoir été utilisé lors de la première frappe et des frappes suivantes, l'existence de vidéos montrant des frappes répétées et les preuves numériques de leurs conséquences (par exemple, des photos ou des vidéos de camions de pompiers endommagés ou de secouristes blessés) ont également été pris en compte. L'objectif était de recueillir des informations contextuelles importantes susceptibles de confirmer une double-frappe lorsque des don-

nées précises de géolocalisation ou d'intervalle de temps n'étaient pas disponibles⁶⁹.

2.2.2. Géographie, schémas et conséquences

Truth Hounds a précédemment vérifié 36 cas de double-frappes entre le 24 février 2022 et le 31 août 2024 (dont 26 en présence de secouristes sur les lieux)⁷⁰. Au total, plus de 60 incidents présentaient certaines caractéristiques des double-frappes, mais tous n'ont pas pu être vérifiés⁷¹.

S'appuyant sur des recherches antérieures, cette étude couvre la période du 24 février 2022 au 31 octobre 2025 et examine exclusivement les incidents présentant les caractéristiques de double-frappes auxquels des secouristes ont assisté. Cela signifie que l'analyse n'inclut pas les cas où seuls des représentants d'autres services d'urgence, tels que des secouristes et des policiers, ont été touchés.

Au cours de la période considérée, nous avons recensé 200 incidents présentant les caractéristiques de double-frappes⁷². Parmi ceux-ci, dans 92 cas (46 %), il a été possible d'établir une correspondance entre le lieu de la première frappe et celui des frappes suivantes, ainsi que le respect de l'intervalle de temps indiqué ci-dessus⁷³. De plus, parmi ces 92 incidents, 21 comportaient des preuves vidéo des frappes suivantes : soit des images provenant des caméras des premiers intervenants présents sur les lieux, soit des séquences filmées par des drones russes et publiées sur des chaînes Telegram⁷⁴.

⁶⁹ Vous trouverez plus de détails sur les critères et la procédure de vérification dans le livret de codes relatif à l'ensemble de données double-frappes, qui figure à l'annexe 3 de la présente étude.

⁷⁰ Il est important de noter que, dans l'étude précédente, le seuil minimal pour que l'attaque soit qualifiée de double-frappe était de cinq minutes, et non de dix.

⁷² Dans le cadre de cette étude, nous n'avons pas procédé à une analyse distincte de tous les incidents présentant des signes de double-frappes et survenus en présence d'autres services d'urgence ou de témoins ayant porté secours aux survivants. D'après le suivi en ligne effectué par Truth Hounds, le nombre total d'incidents présentant les caractéristiques de double-frappes entre le 24 février 2022 et le 31 octobre 2025 pourrait bien dépasser les 300, soit au moins deux fois plus que le champ couvert par notre analyse dans le présent rapport.

⁷³ La liste des 92 incidents comprend 26 cas de double-frappes en présence des premiers intervenants, qui avaient été vérifiés dans le cadre de l'étude précédente intitulée « Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine ». Ces cas ont été revérifiés selon la méthodologie mise à jour.

⁷⁴ Les liens vers les enregistrements vidéo sont disponibles dans la colonne correspondante de l'ensemble de données « Double-Tap Strikes » figurant à l'annexe 3.

Explication de l'écart entre les attaques à double frappe confirmées et celles présumées

La différence entre le nombre total d'incidents que nous avons identifiés comme pouvant être des attaques à double frappe et le nombre plus restreint que nous avons pu confirmer s'explique par plusieurs facteurs.

Premièrement, les sources d'information (principalement les autorités centrales et locales ainsi que les médias) peuvent délibérément s'abstenir de publier des données précises ou des photos et vidéos des lieux

de frappe pour des raisons de sécurité. La divulgation de tels détails, en particulier immédiatement après un incident, pourrait être utilisée par l'adversaire pour évaluer l'impact des frappes, ajuster ses tirs et mener de nouvelles attaques. En conséquence, dans un nombre important de cas, il a été impossible de déterminer l'emplacement exact.

Deuxièmement, la plupart des publications ne contiennent pas d'informations claires sur l'intervalle de temps entre les attaques. Dans certains cas, ces informations peuvent être obtenues à partir d'autres sources, par exemple en analysant les notifications concernant le début et la fin de l'alerte aérienne ou les rapports d'explosions sur les chaînes Telegram locales. Cependant, dans un grand nombre de cas, ces informations ne sont pas disponibles ou ne sont pas suffisamment fiables, ce qui complique considérablement l'établissement de l'intervalle entre la première frappe et les suivantes. En conséquence, certains incidents qui auraient pu être classés comme des double-frappes aux fins de cette étude, sur la base d'autres caractéristiques contextuelles, n'ont pas été retenus dans la liste finale vérifiée. Les chiffres présentés ici dépendent de la définition des double-frappes retenue, des procédures de collecte et de vérification des données, ainsi que de l'échantillon de sources. Par conséquent, ils ne donnent, par défaut, qu'une estimation approximative et probablement sous-évaluée de l'ampleur des attaques. Par exemple, lors d'entretiens avec des secouristes dans des localités situées en première ligne, nous avons constaté à plusieurs reprises des incidents de double-frappes qui n'avaient été signalés ni par les autorités ni par les médias⁷⁶.

D'une part, cela peut être lié à l'utilisation systématique des double-frappes dans les zones immédiatement adjacentes à la ligne de front. Compte tenu de la fréquence des attaques, seuls les incidents entraînant des dommages aux véhicules des services d'urgence ou des blessures ou la mort de membres du personnel finissent souvent par être relayés sur les réseaux sociaux ou dans les médias. Par conséquent, les incidents qui n'entraînent pas de conséquences visibles peuvent ne pas être signalés⁷⁷.

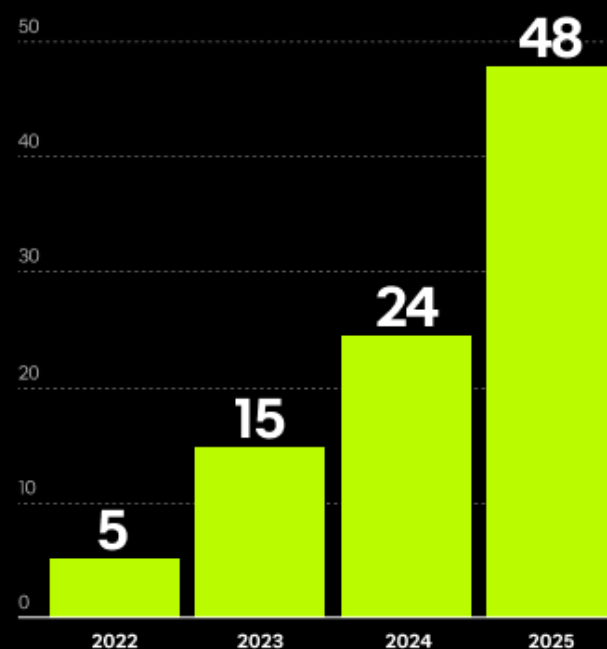
En revanche, pour des raisons de sécurité, les informations relatives aux double-frappes visant des cibles militaires légitimes ne peuvent être rendues publiques. Conformément au Protocole additionnel I aux Conventions de Genève, les secouristes peuvent être amenés à accomplir des tâches au sein d'installations militaires ou à agir sous la direction ou le contrôle des forces armées sans perdre leur statut de protection, pour autant que ces tâches ne causent aucun préjudice direct à l'adversaire⁷⁸. Cela signifie que même si l'attaque principale vise une cible militaire légitime, les frappes répétées menées après un certain temps et vraisemblablement dirigées contre les services d'urgence devraient être

considérées comme des crimes de guerre⁷⁹. Cependant, compte tenu du caractère sensible de toute information relative à la destruction de cibles militaires dans un contexte de conflit armé actif, de tels incidents peuvent rester invisibles pour le grand public.

Malgré les limites susmentionnées, les données présentées brossent le tableau le plus complet à ce jour des double-frappes en Ukraine et de leurs répercussions sur les secouristes.

⁷⁸ Une analyse juridique détaillée du recours à la tactique des double-frappes contre les services d'urgence, notamment à partir d'exemples d'incidents concrets, figure à la section 2.4 de l'étude intitulée ["Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine."](#)

Les données recueillies et analysées par Truth Hounds montrent que le nombre de double-frappes a augmenté chaque année entre 2022 et 2025. À la fin du mois d'octobre 2025, le nombre de double-frappes confirmées avait doublé par rapport à l'ensemble de l'année 2024.



Nombre de frappes à double clic vérifiées⁸⁰. Source : Truth Hounds.

Cette tendance a coïncidé avec des déclarations ouvertes de sources russes vantant les avantages des frappes en deux temps menées par les forces russes⁸¹. Par exemple, le 4 août 2024, Mikhaïl Zvinchuk, éminent expert militaire russe et ancien employé du ministère russe de la Dé-

⁸⁰ L'analyse porte sur la période allant du 24 février 2022 au 31 octobre 2025.

⁸¹ Pour plus d'informations sur le sujet, voir le [chapitre 3](#).

fense, a déclaré sur sa chaîne Rutube⁸² que l'armée russe avait commencé à prendre en compte le temps d'intervention des services d'urgence lors de la planification des attaques⁸³ :

“

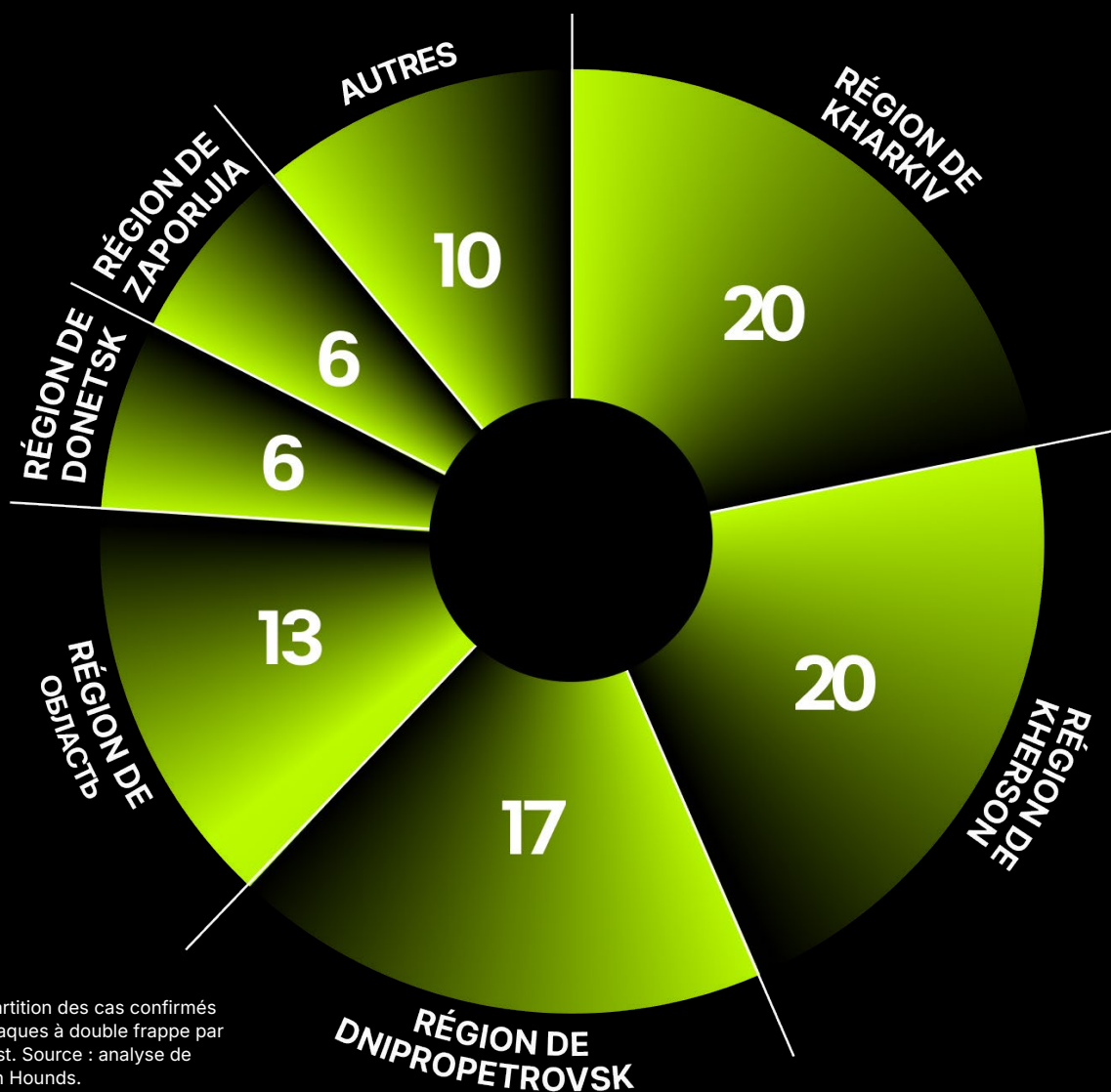
« Au départ, il y a eu trois frappes sur le site [l'usine de béton armé spécial de Hnivan — ndlr], puis, après l'arrivée des pompiers sur place, un quatrième Geran [un drone kamikaze à longue portée — ndlr] est arrivé et a frappé le réservoir lui-même. Cela indique que nous modifions notre approche des frappes : nous prévoyons du temps pour l'extinction des incendies et [...] l'arrivée des équipes d'évacuation, qui se composent souvent principalement de représentants des formations [militaires]

ukrainiennes. Aujourd'hui, en revanche, nous constatons un résultat concret. »⁸⁴

Des témoins interrogés par Truth Hounds font également état d'une intensification des double-frappes en 2024. Par exemple, un journaliste blessé lors d'une double-frappe à Kharkiv le 4 avril 2024, qui a coûté la vie à trois secouristes du SUE, a déclaré :

“

« Après [l'incident], les double-frappes se sont produites assez souvent, tant en ville que dans l'oblast. C'est pourquoi je me suis fait un devoir de ne pas me rendre immédiatement sur le lieu de l'attaque, mais d'attendre un moment [...] »⁸⁵.



Répartition des cas confirmés d'attaques à double frappe par oblast. Source : analyse de Truth Hounds.

Environ 85 %⁸⁶ des double-frappes ont eu lieu dans les zones de première ligne des oblasts de Kherson, Kharkiv, Dnipropetrovsk, Donetsk, Zaporijia et Soumy.

Parallèlement, 14 frappes de type « double tap » vérifiées ont eu lieu dans des zones relativement éloignées de la ligne de front, notamment à Khmelnytskyi et Starokostiantyniv (oblast de Khmelnytskyi), à Odessa et Pavlivka dans le raïon⁸⁷ de Bolohhrad (oblast d'Odessa), à Bakhmach (oblast de Tchernihiv), ainsi qu'à Kalynivka dans le raïon de Fastiv (oblast de Kyiv).

Selon nos données, au 31 octobre 2025, les frappes « double tap » vérifiées ont causé la mort de 20 secouristes et en ont blessé 108 autres. En outre, 76 véhicules d'intervention d'urgence et 3 casernes de pompiers ont été endommagés ou détruits.

Une double-frappe dans un village de l'oblast de Kharkiv à l'été 2023⁸⁸

À l'été 2023, un drone suicide Geran-2 a frappé un bâtiment de deux étages dans un village de l'oblast de Kharkiv. L'incident s'est produit à moins d'un kilomètre de la caserne des pompiers. Dans les 30 à 40 minutes qui ont suivi l'arrivée des secours sur les lieux, une deuxième attaque a eu lieu à l'aide du même type d'arme. Voici un témoignage d'un secouriste blessé lors de la deuxième attaque⁸⁹. Les documentaristes de Truth Hounds ont enregistré cet entretien à l'automne 2025.



« Je travaillais sur une échelle. Mon collègue Andrii⁹⁰ distribuait les lances à incendie. En moins de 20 minutes, tout était éteint, tout allait bien. Deux autres collègues travaillaient de l'autre côté. Soudain, je les ai entendus crier : « Un deuxième arrive, c'est un Geran ! » Les gars qui étaient ensemble ont rapidement descendu l'échelle. Nous étions quatre de l'autre côté. Le chef de la garde, qui était également sur l'échelle, et un autre pompier ont réussi à s'en sortir.

⁸⁸ Nous avons recueilli des informations sur cette attaque lors d'une mission sur le terrain dans l'oblast de Kharkiv à l'automne 2025 ; entretien de Truth Hounds avec RE-026.

⁸⁹ Le texte a été modifié pour des raisons linguistiques et stylistiques. Son sens reste inchangé.

⁹⁰ Le prénom a été modifié pour des raisons de sécurité.

Andrii et moi voulions descendre. L'uniforme d'Andrii s'est pris dans l'échelle – j'étais en train d'ajuster son pantalon – et à ce moment-là, le drone s'est abattu sur nous. Je ne m'attendais pas à survivre, à ce que cela m'arrive. J'ai ouvert les yeux et je ne comprenais pas où j'étais ni ce qui se passait. Puis mes collègues m'ont dit que je « m'évanouissais » toutes les deux secondes. [...]

Andrii a été tué. Un autre homme a été légèrement blessé. Il y avait des policiers dans le bâtiment touché par les drones.

J'ai été en arrêt maladie pendant environ cinq mois. Après mon accident, j'ai repris le travail, non pas en tant que pompier, mais en tant qu'opérateur, car je ne peux plus faire beaucoup d'efforts physiques. »

Dans plus de 55 % des cas vérifiés, les assaillants ont utilisé des drones de différents types pour les frappes secondaires. L'artillerie était la deuxième arme la plus couramment utilisée. Nous avons également recensé 11 incidents impliquant des missiles balistiques ou des missiles de croisière.

Les données confirmées montrent que les assaillants ont commencé à recourir beaucoup plus fréquemment aux drones pour mener des frappes répétées en 2024. Le nombre de cas a ensuite atteint un pic au troisième trimestre 2025, avec 15 incidents confirmés⁹¹.

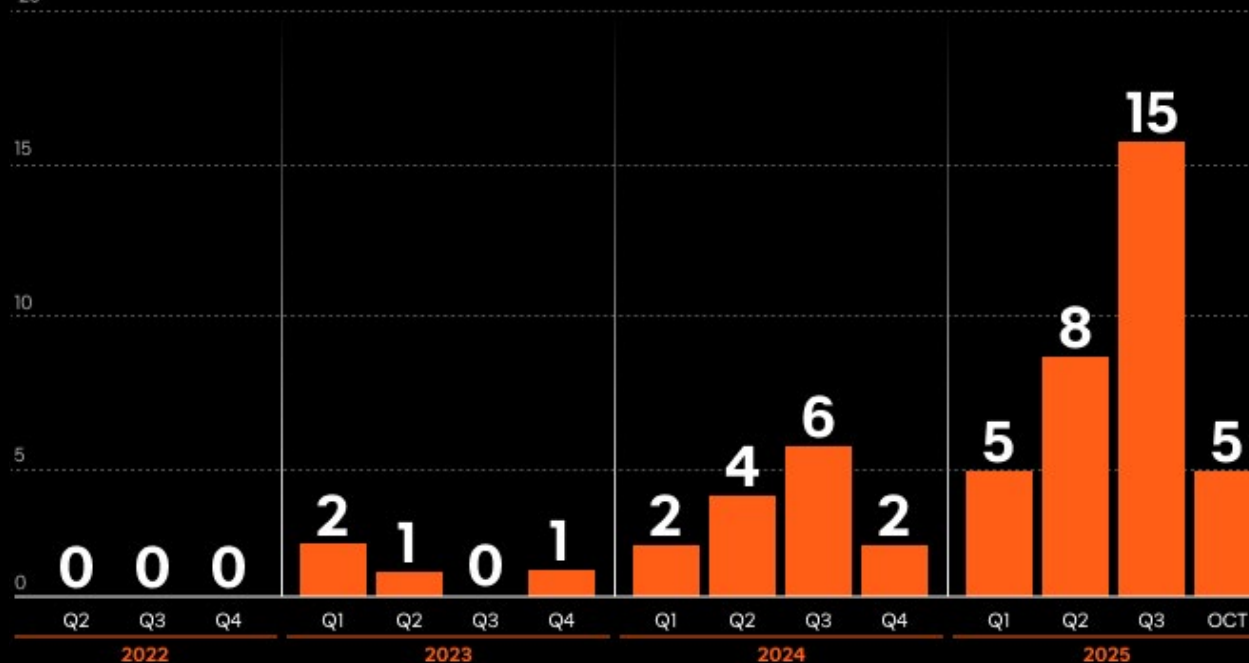
Dans certains cas, les drones ont servi non seulement de moyen pour une deuxième attaque, mais aussi d'outil de reconnaissance permettant de confirmer l'arrivée des services d'urgence sur les lieux.

Par exemple, le 13 juillet 2024, un missile russe 9M723 a frappé du matériel militaire dans le village de Budy, dans l'oblast de Kharkiv. Environ une demi-heure après la première attaque, alors que les services d'urgence arrivaient sur place, un deuxième tir de missile 9M723 a eu lieu.

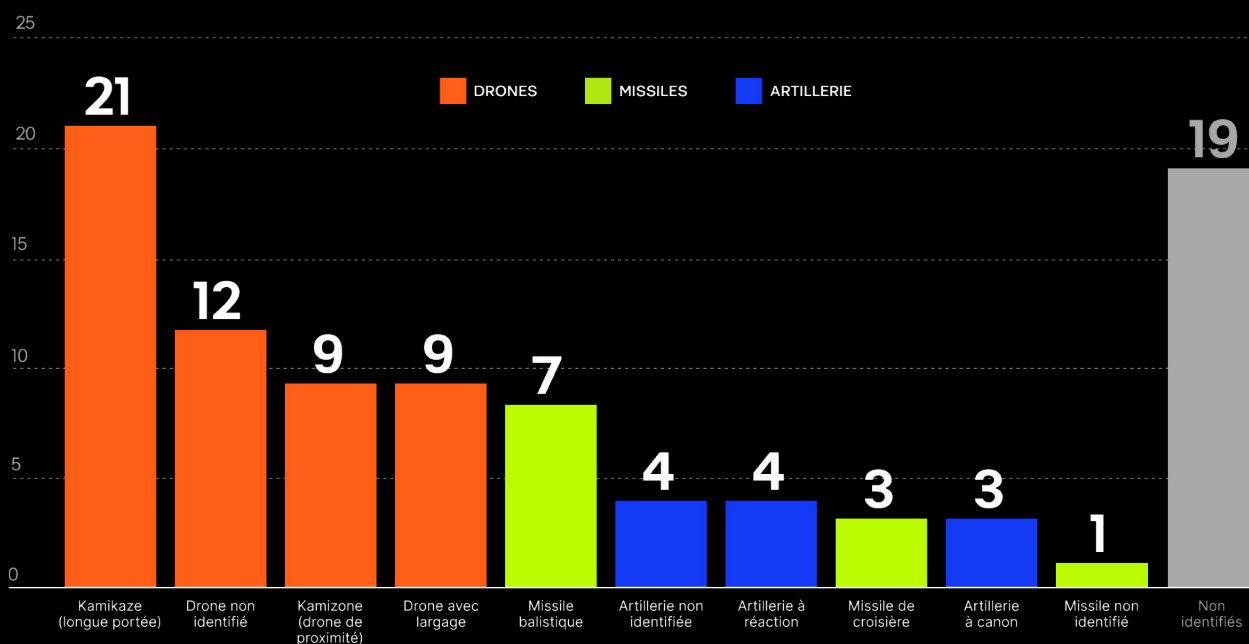
⁸⁶ Ces données concernent à la fois les cas confirmés et les cas suspects.

⁸⁷ Un raïon est une unité administrative ukrainienne dont la superficie est inférieure à celle d'une oblast, mais supérieure à celle d'une hromada.

⁹¹ Vingt-huit, y compris les incidents présumés. Étant donné que seuls les trimestres complets ont été pris en compte dans l'analyse, les données relatives au premier trimestre 2022 et au quatrième trimestre 2025 ne figurent pas dans le graphique.



Évolution de l'utilisation des drones pour la deuxième frappe (à l'exclusion du premier trimestre 2022 et du quatrième trimestre 2025).
Source : analyse de Truth Hounds.



Répartition des cas confirmés de double-frappes par type d'arme probable. Source : Truth Hounds.

Cette deuxième frappe a tué Artem Kostyria, chef du département du district de Kharkiv du Service national d'urgence dans l'oblast de Kharkiv, ainsi que le policier Oleksii Koshchii. En outre, au moins 25 personnes ont été blessées, dont deux enfants⁹².

Le même jour, la chaîne Telegram russe Zvezdanews a publié une vidéo des attaques, vraisemblablement enregistrée par un drone de reconnaissance Orlan-10, qui montre clairement les secouristes en train d'éteindre l'incendie⁹³. Ces images indiquent que les assaillants avaient confirmé la présence de secouristes sur les lieux avant de lancer le missile.⁹⁴

Le même jour, la chaîne Telegram russe Zvezdanews a publié une vidéo des attaques, vraisemblablement enregistrée par un drone de reconnaissance Orlan-10, qui montre clairement les secouristes en train d'éteindre l'incendie⁹⁵. Ces images indiquent que les assaillants avaient confirmé la présence de secouristes sur les lieux avant de lancer le missile.⁹⁶

Les drones kamikazes équipés de la technologie FPV offrent un contrôle visuel total sur le site d'une frappe et possèdent une grande maniabilité, ce qui permet de tirer à plusieurs reprises et de toucher des cibles en mouvement⁹⁷. Un chauffeur d'une unité locale de pompiers d'un village de l'oblast de Mykolaïv, interrogé par Truth Hounds, a raconté un incident auquel il a survécu le 13 mai 2025. Un drone a frappé avant même que l'équipe de pompiers n'arrive sur place. Lorsque lui et ses collègues sont arrivés sur place, un autre drone est apparu et a suivi leurs mouvements à plusieurs reprises. Ils ont tenté de se retirer à plusieurs reprises, tandis que le drone tournait en rond et les suivait. Il se souvient de l'incident⁹⁸ :



« J'ai crié, tout le monde s'est jeté à terre, et le drone a survolé nos têtes en direction de la rivière. J'ai regardé, et il a fait demi-tour au niveau de la rivière. Nous nous sommes d'abord enfuis de la voiture vers une clôture et nous nous sommes couchés. Nous pensions qu'il allait percuter le camion de pompiers, puis, lorsqu'il est passé au-dessus de nous, nous avons

commencé à nous préparer à partir, et il a de nouveau survolé nos têtes. À ce moment-là, nous avons fait demi-tour avec le camion — nous étions à pied, le conducteur était dans le camion — et le drone s'est de nouveau dirigé vers nous. Le camion a quitté les lieux, et nous trois [mes collègues et moi] nous sommes éloignés à pied. Il était de nouveau au-dessus de nous, à la quatrième tentative. Lorsque nous avons éloigné le camion, il a fait un demi-tour brusque vers l'endroit où il venait d'être garé — à 50 mètres à peu près — et a frappé cet endroit précis. Nous avons alors couru à 200–300 mètres de là. Il a tourné pour viser. [...] Nous nous sommes enfuis, et les débris ont volé vers nous. [...] Puis nous sommes revenus et avons éteint l'incendie. »⁹⁹

Le recours croissant à des drones de reconnaissance et d'attaque pilotés par des opérateurs pour mener des double-frappes indique que les responsables sont conscients de la présence sur place de services d'urgence portant des insignes clairement visibles, ce qui pourrait donc laisser supposer des attaques délibérées à leur encontre.

2.2.3. Logique et impact des double-frappes en Ukraine

Environ 85 % des double-frappes vérifiées ont eu lieu dans des zones de première ligne¹⁰⁰. Nous avons enregistré les chiffres les plus élevés dans les villes de Kherson (11 cas), Nikopol et Kharkiv (7 cas chacune), qui, en raison de leur proximité avec le front, subissent quotidiennement des attaques de divers types. Parallèlement, nous avons recensé 14 incidents dans des localités plus éloignées des combats directs au moment de l'attaque. Ces différences géographiques dans la concentration des double-frappes tap peuvent

⁹⁸ Cet incident n'ayant pas été mentionné dans les sources ouvertes, il n'a été inclus ni dans la liste des double-frappes vérifiées, ni dans la liste élargie des incidents présentant les caractéristiques de double-frappes, et n'a donc pas été pris en compte dans les calculs. Cela démontre une fois de plus que le nombre réel de double-frappes pourrait être nettement supérieur aux estimations que nous avons établies sur la base du suivi des sources ouvertes.

¹⁰⁰ Dans le cadre de cette étude, les zones de première ligne sont définies comme celles qui, selon le ministère ukrainien du Développement des communautés et des territoires, figuraient, au moment de l'attaque, sur la liste des territoires où des hostilités étaient en cours, se poursuivaient ou étaient susceptibles de se produire : Ministerstvo rozvytku hromad ta terytorii Ukrainy (2025). Liste des territoires sur lesquels des opérations militaires sont menées (en cours) ou qui sont temporairement occupés par la Fédération de Russie.

indiquer qu'elles servent des objectifs différents selon le lieu.

Dans la majorité des incidents vérifiés, les installations militaires ou les objets à double usage n'étaient très probablement pas les cibles principales. Au contraire, les frappes visaient des bâtiments résidentiels, des entrepôts stockant des produits agricoles¹⁰¹, des établissements médicaux¹⁰² et des objets civils similaires, ainsi que les équipes d'urgence venues apporter leur aide et devenues par la suite la cible de frappes de suivi. Selon un membre du personnel du SUE blessé lors d'une double-frappe sur un village de l'oblast de Kharkiv, le recours à cette tactique dans les zones de première ligne s'est intensifié au cours des deux dernières années :



« À proximité de la zone de combat, si vous arrivez après une frappe, il y a 99 % de chances qu'une autre frappe ait lieu, exactement comme cela m'est arrivé en 2023. Depuis lors, il y a eu de nombreux cas de ce genre. »¹⁰³

Un secouriste d'une brigade de pompiers volontaires d'un village de l'oblast de Kharkiv a déclaré à Truth Hounds que, bien qu'il n'ait pas personnellement été victime de double-frappes, il ressent souvent de l'angoisse à ce sujet :



« On ressent une nervosité constante quand on l'entend voler au-dessus de nos têtes, puis qu'il frappe quelque part, alors qu'on est en intervention, en plein travail. On ne peut pas se mettre à l'abri rapidement, car on n'a que quelques secondes. »¹⁰⁵

Le danger que représentent les double-frappes ressort également clairement des nouveaux protocoles de sécurité adoptés par les secouristes. Ceux-ci comprennent le port obligatoire de casques et de gilets pare-balles, la désignation de personnel chargé d'alerter des attaques possibles sur les lieux d'incident, l'utilisation de détecteurs de drones et d'équipements de guerre électronique, les déplacements en véhicules blindés,

et bien plus encore¹⁰⁶. Par exemple, un volontaire d'une unité d'intervention rapide de la branche de Kharkiv de la Croix-Rouge ukrainienne a expliqué à Truth Hounds les changements dans la coordination sur le terrain avec le SUE liés au danger des frappes de suivi :



« Souvent, lorsque nous travaillons avec le SES, [...] nous entendons parler de la menace de double-frappes. Le travail s'arrête alors, et nous nous mettons à l'abri jusqu'à ce que cela passe. [...] Une frappe de suivi peut survenir dans les 30 à 40 minutes, ou parfois après plusieurs heures — cela varie. [...] Malheureusement, nous ne disposons pas d'un horaire de vol pour les drones et les missiles. La seule chose qui nous sauve, c'est un avertissement radio concernant la menace d'une frappe de suivi. »¹⁰⁷

La nécessité d'attendre que la menace de double-frappes soit écartée complique considérablement les opérations d'intervention d'urgence, en particulier le sauvetage des personnes prises au piège au milieu des incendies ou sous les décombres. Cela entraîne probablement des décès et des blessures qui auraient pu être évités, ainsi que d'importants dégâts matériels¹⁰⁸. De plus, de tels retards peuvent provoquer la panique et ébranler la confiance des civils dans les services d'urgence ; en effet, après avoir été victimes d'une attaque, ces civils risquent de ne pas recevoir une aide adéquate en temps opportun¹⁰⁹.



« Pendant les attaques, on se dit que personne ne viendra vous aider, surtout si vous êtes coincé sous les décombres. [...] Il y a eu un cas où des personnes [des civils – ndlr] ont éteint elles-mêmes leur maison de deux étages : elles disposaient d'extincteurs et d'eau. [...] Plus tard, elles ont déclaré que soit personne n'était venu parce que c'était trop dangereux, soit les secours s'étaient rendus à un autre endroit où il y avait également un incendie », a déclaré à Truth Hounds un journaliste couvrant les bombardements dans l'oblast de Kharkiv¹⁰⁴.

Dans quatre cas vérifiés survenus dans des zones relativement éloignées de la ligne de front, la frappe initiale visait probablement des sites militaires ou des cibles à double usage¹¹⁰, tandis que les frappes de suivi ont eu lieu après l'arrivée des services d'urgence. Dans certaines conditions, cela peut s'inscrire dans la logique stratégique de ces attaques, où le « double tir » vise à infliger un maximum de dégâts à la cible principale, qui peut constituer un objectif militaire licite. Dans ce contexte, les secouristes peuvent être perçus comme un obstacle, car ils contribuent à atténuer les conséquences des bombardements.

Une telle logique ne justifie toutefois pas le recours à la tactique de la double-frappe. Le fait de travailler dans des installations militaires, de coopérer avec l'armée ou d'agir sous ses ordres, ou encore d'aider des combattants hors de combat ne prive pas le personnel de protection civile de la protection qui lui est accordée en vertu du droit international humanitaire, à condition qu'il agisse dans le cadre de ses missions de protection civile¹¹¹. En outre, les attaques contre certaines cibles militaires, telles que les dépôts de munitions, peuvent avoir des conséquences négatives non seulement pour les forces de défense, mais aussi pour les civils à proximité, provoquant des incendies à grande échelle, le rejet de substances toxiques dans l'air, des détonations incontrôlées et la dispersion de munitions. Ces défis ne peuvent être gérés de manière adéquate que par du personnel de défense civile qualifié et doté d'un équipement approprié. De plus, les secouristes ignorent souvent le statut civil ou militaire des sites où ils sont déployés jusqu'à leur arrivée sur place. Cela ne change toutefois rien à la nature humanitaire de leur travail. Par conséquent, le fait de diriger des attaques contre des secouristes agissant dans le cadre de leurs missions de défense civile constituerait probablement un crime de guerre. Cette conclusion n'est pas affectée par la légalité de la frappe initiale, car les secouristes sont des civils qui ne doivent pas être la cible d'attaques¹¹².

Un secouriste anonyme du SUE, qui a été victime d'une double-frappe alors qu'il travaillait dans une installation militaire du centre de l'Ukraine, a déclaré à Truth Hounds qu'il pensait que les frappes successives de ce jour-là visaient spécifiquement les services d'urgence plutôt que l'armée :

“

« Ces attaques étaient délibérées : trois frappes distinctes espacées de 25 à 30 minutes. L'intention était que les pompiers et les secouristes arrivent sur place — c'est-à-dire non pas du personnel militaire, mais des personnes non armées qui, néanmoins, sont aujourd'hui extrêmement sollicitées et constituent des spécialistes très précieux. Je pense que tout cela avait été calculé à l'avance [...] ».¹¹³

Un incident similaire s'est produit le 20 septembre 2025 dans la ville de Bakhmach, dans l'oblast de Tchernihiv. La première frappe visait un dépôt de pétrole, une installation à double usage. Environ 10 à 15 minutes après l'arrivée sur les lieux des secouristes de la 14^e unité d'État des pompiers et du sauvetage, une frappe de suivi a été lancée par un drone kamikaze à longue portée, blessant deux secouristes du SUE. Roman Lysun, l'un des secouristes blessés, a été projeté par l'onde de choc dans un plan d'eau situé sur le site du dépôt. Il a déclaré au média en ligne Suspilne Tchernihiv qu'il pensait que l'attaque était délibérée :

“

« Tout le monde comprend que les secouristes seront les premiers à arriver et à accomplir leur mission. Tout le monde le comprend. Et la frappe qui suit n'est pas accidentelle. »¹¹⁴

Le caractère non aléatoire des attaques visant spécifiquement les secouristes est également attesté par des publications de sources russes. Par exemple, le 28 septembre 2025, la chaîne Telegram Frontovaya Ptichka, prétendument gérée par un officier des forces aéroportées russes, a publié une vidéo de l'attaque de Bakhmach et a écrit :

“

« Si vous délimitez une base de ravitaillement pour l'armée, préparez-vous à une nouvelle attaque. Ces quelques secondes de survol de sa tête, il [le secouriste] s'en souviendra longtemps. »¹¹⁵

La nature structurée des double-frappes, combinée à d'autres facteurs qui compliquent les opérations de secours, comme la destruction des casernes de pompiers, pourrait jouer un rôle déterminant dans les décisions de suspension des services d'urgence dans certaines zones. De telles suspensions rendent la population locale plus vulnérable aux conflits et aux urgences non liées aux conflits, mais érodent également davantage tout sentiment de normalité qui subsiste dans les zones de première ligne.

2.2.4. Conclusion

Les double-frappes sont une tactique militaire visant à saper les efforts d'intervention d'urgence lors de ripostes à des attaques armées, en semant le chaos et en perturbant la vie civile quotidienne. Dans le contexte de l'invasion à grande échelle de la Russie, cette tactique a causé d'importantes destructions et des pertes humaines considérables, coûtant la vie à au moins 20 secouristes et en blessant plus d'une centaine.

Depuis 2022, le nombre de double-frappes documentées a augmenté chaque année. Fin octobre 2025, il a atteint un niveau record. Bien que divers facteurs puissent contribuer à cette tendance, notamment une meilleure couverture médiatique, elle révèle néanmoins un schéma alarmant où les secouristes sont devenus des victimes régulières.

L'immense majorité des incidents vérifiés par Truth Hounds se sont produits dans les zones de première ligne. La menace constante de frappes de suivi a contraint les secouristes à revoir leurs protocoles de sécurité et à développer de nouvelles pratiques d'autoprotection. Toutefois, la nécessité de suspendre ou de retarder les opérations d'intervention d'urgence en raison du risque de double-frappes crée des menaces supplémentaires pour les civils, réduisant ainsi leurs chances de recevoir une aide essentielle en temps opportun.

Lorsque de telles frappes deviennent systématiques, comme c'est le cas dans les zones de première ligne en Ukraine, leur impact peut aller bien au-delà des dommages matériels immédiats infligés aux secouristes, aux civils et aux infrastructures. Dans de tels cas, elles peuvent servir d'instrument de terreur, engendrant peur et désespoir et compromettant la capacité des civils à être secourus et pris en charge sans délai.

2.3. Attaques contre les casernes de pompiers



« QUAND LES SERVICES D'URGENCE QUITTENT LA VILLE, C'EST LE SIGNE QU'IL N'Y A PLUS D'ESPOIR. »¹¹⁶

Un journaliste de l'oblast de Kharkiv, lors d'un entretien avec Truth Hounds

Dans cette section, nous analysons les attaques russes contre les casernes de pompiers et autres installations des services d'urgence. En Ukraine, une caserne de pompiers est la base opérationnelle d'une unité de sapeurs-pompiers (étatique, locale ou volontaire) du système de protection civile. C'est là que sont stationnés les personnels, entreposés les équipements et les véhicules, et que les équipes sont déployées sur les lieux d'incendies, d'opérations de sauvetage et autres urgences. Les casernes servent parfois aussi d'abris pour les civils lors d'attaques et de centres de distribution d'énergie en cas de coupures de courant.

Entre le 24 février 2022 et le 31 octobre 2025, nous avons recensé 138 incidents ayant entraîné des dommages ou la destruction de ces bâtiments. Cette analyse repose principalement sur la surveillance en sources ouvertes de Truth Hounds, complétée par des informations sur six incidents supplémentaires fournies par les forces de l'ordre.

D'après les statistiques officielles du SUE, au 31 octobre 2025, 415 installations de protection civile ont été endommagées depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, et 34 autres ont été détruites irrémédiablement. Dans cette section, nous nous appuyons principalement sur nos propres données et sur celles fournies par les forces de l'ordre, car ces sources offrent un niveau de détail plus élevé et permettent une identification et une analyse plus précises des tendances. Par ailleurs, nous avons des raisons de

croire que l'ampleur réelle des attaques armées contre les casernes de pompiers et autres installations du SUE est plus proche des chiffres rapportés dans les statistiques officielles, voire supérieure.¹¹⁷

2.3.1. Note sur la méthodologie du sous-chapitre

Pour cette section, nous avons élaboré une méthodologie qui non seulement recense les incidents impliquant des dommages ou la destruction de casernes de pompiers, mais évalue également les circonstances et les conséquences de chaque attaque de manière systématique, principalement à partir de données ouvertes. L'objectif était de désagréger et d'organiser l'information afin de mieux comprendre le contexte de chaque incident, d'identifier des tendances et d'évaluer l'intention probable des auteurs des attaques.

Dans un premier temps, une équipe de huit observateurs de Truth Hounds a établi la géolocalisation de chaque caserne de pompiers endommagée ou détruite, en s'appuyant autant que possible sur des sources ouvertes¹¹⁸. Ensuite, deux chercheurs ont travaillé indépendamment pour vérifier les géolocalisations identifiées et, à partir des descriptions des incidents et des articles de presse publiés en ligne et sur les réseaux sociaux, ont analysé les points suivants :

→ La présence de la caserne de pompiers comme telle sur les cartes en ligne (carte de l'unité SES, Google Maps, Wikimapia, Yandex Maps, etc.) ;

¹¹⁷ Les raisons possibles des différences observées entre les données TH et SES sont expliquées en détail dans la section Méthodologie.

¹¹⁸ Pour des raisons de sécurité, l'accès à la base de données contenant les géolocalisations identifiées des installations de secours endommagées ou détruites ne peut être fourni que sur demande.

- L'existence d'informations publiques concernant le statut du bâtiment en matière de protection civile ;
- Il convient de déterminer s'il existe des installations militaires fixes dans un rayon de 300 mètres ;
- Il est également important de vérifier l'existence de preuves numériques (photos, vidéos, etc.) attestant des dégâts.

Si des preuves numériques étaient disponibles, les chercheurs ont déterminé le niveau de dégâts subis par la caserne de pompiers (« modéré », « grave », « bâtiment détruit ») selon des critères clairement définis¹¹⁹. En cas de divergences entre les évaluations des chercheurs, les cas ont fait l'objet de discussions approfondies et une évaluation finale a été établie par consensus. En l'absence de preuves numériques (par exemple, lorsqu'un dommage à une caserne de pompiers n'était mentionné que dans le texte d'une seule publication), les dégâts ont été qualifiés de « possibles ». Les données détaillées, l'analyse de la fiabilité des sources et l'évaluation de l'ampleur des dégâts permettent de mieux comprendre les attaques contre les casernes de pompiers en Ukraine. Elles permettent également une première évaluation de l'intentionnalité probable de ces attaques (par opposition aux cas de dommages collatéraux) à partir d'indicateurs tels que le type d'arme utilisé ou la gravité des dégâts. Ces éléments peuvent servir de base à une analyse juridique plus approfondie d'incidents spécifiques, considérés comme des violations graves du droit international humanitaire, et permettre de traduire les auteurs en justice.

¹¹⁹ Des informations plus détaillées sur les critères sont disponibles dans le Codebook de la base de données sur les attaques contre les bâtiments de secours, qui figure à l'annexe 2 du présent rapport.

Méthodologie du SUE pour la collecte et la vérification des données relatives aux dommages ou à la destruction des casernes de pompiers suite à des attaques armées

Dans le cadre de cette étude, nous avons mené un entretien avec Viktor Likanov, directeur adjoint du département de l'approvisionnement en ressources et chef du

département de la construction et de l'exploitation du matériel mobilier du SUE. Il nous a expliqué la méthodologie employée pour la collecte et la vérification des données relatives aux dommages ou à la destruction des installations du SUE suite à des attaques armées. Le processus de collecte et de vérification, détaillé et rigoureusement documenté, renforce la fiabilité des informations. L'entretien met en lumière les difficultés liées à la collecte de données statistiques en période de conflit armé, ainsi qu'à la confirmation des effets à long terme des dommages subis par les casernes de pompiers situées à proximité de la ligne de front.



« Si un site est endommagé, son administration demande une évaluation des dégâts. Cette évaluation est ensuite consignée dans un registre, et un état des lieux des dommages subis se dessine. Toutefois, le fait que les dégâts ne soient enregistrés qu'une seule fois pose problème, alors qu'après cet enregistrement initial, le site peut subir des dommages une deuxième, voire une troisième fois. Malgré cela, les dégâts sont systématiquement enregistrés, le site est examiné et une décision est prise quant à sa remise en état.

En matière de statistiques, les unités [de pompiers et de secours] envoient officiellement des rapports concernant les biens et équipements endommagés, à des fins statistiques. Parallèlement, les informations opérationnelles sont transmises par les officiers de service. L'état de l'installation, endommagée ou détruite, est déterminé par une expertise réalisée après inspection. Ces expertises sont également effectuées sur le terrain, lorsque cela est possible. Les rapports sont directement conservés par l'unité [de pompiers et de secours] afin d'estimer le coût des réparations ou de la reconstruction.

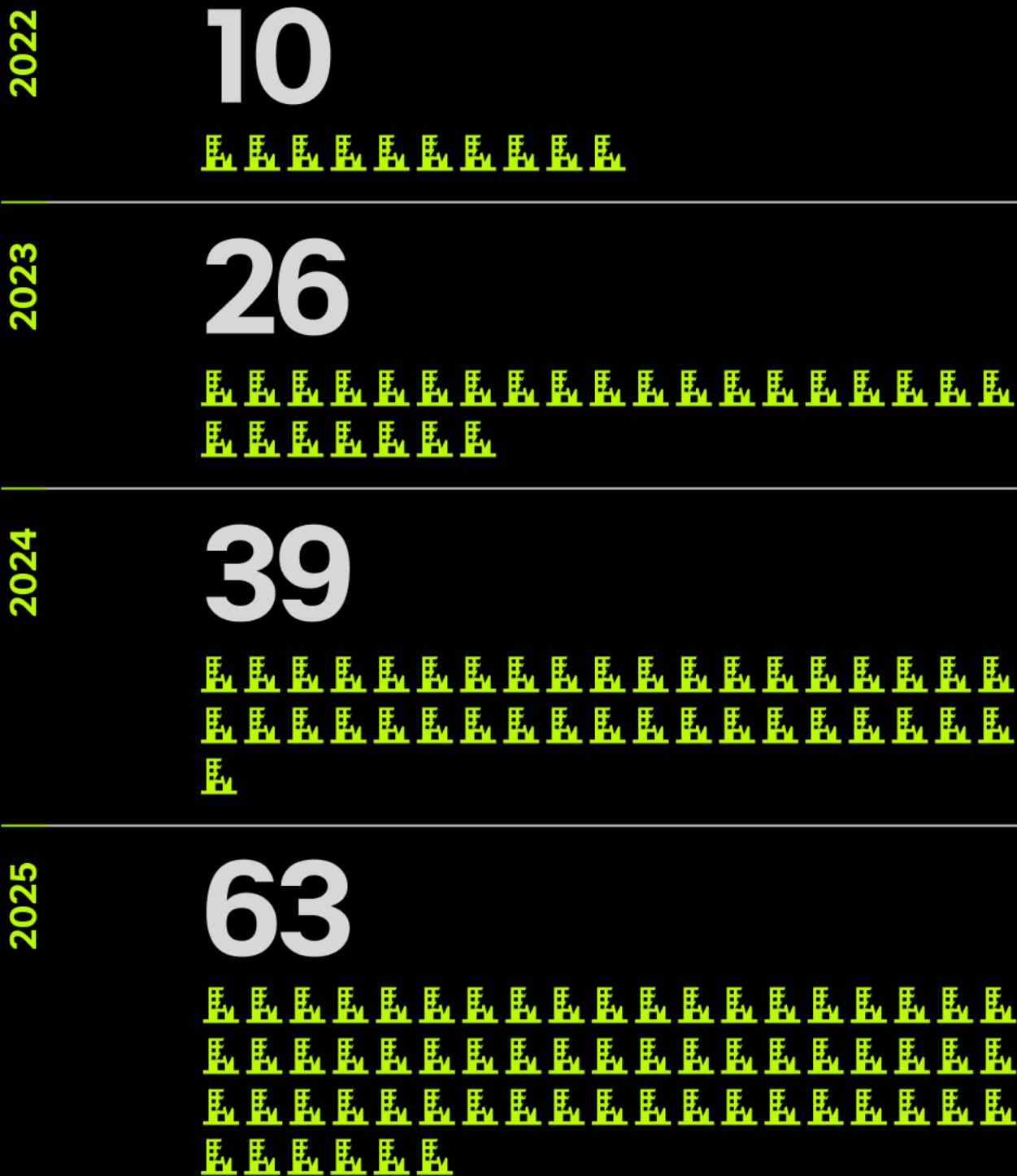
Actuellement, ces informations sont principalement collectées, car les installations en zone de combat sont réparées avec les moyens du bord, en privilégiant les interventions prioritaires telles que le remplacement des fenêtres, la réparation du toit, etc. Il est souvent difficile de faire appel à des spécialistes et des entreprises dans ces zones, et rien ne garantit que l'installation ne sera pas de nouveau attaquée, ce qui entraînerait un gaspillage des fonds publics. Par conséquent, les installations situées à proximité de la ligne de front sont généralement réparées par les unités elles-mêmes. Aucun grand chantier de rénovation n'est prévu pour le moment sur ces installations. En revanche, des données statistiques sont collectées afin d'orienter les décisions concernant les actions futures.»

2.3.2. Géographie, tendances et conséquences

Nous avons recensé les dix premiers incidents ayant entraîné des dommages ou la destruction de casernes de pompiers en 2022. Par la suite, ce nombre a augmenté d'année en année, atteignant 63 incidents au cours des dix premiers mois

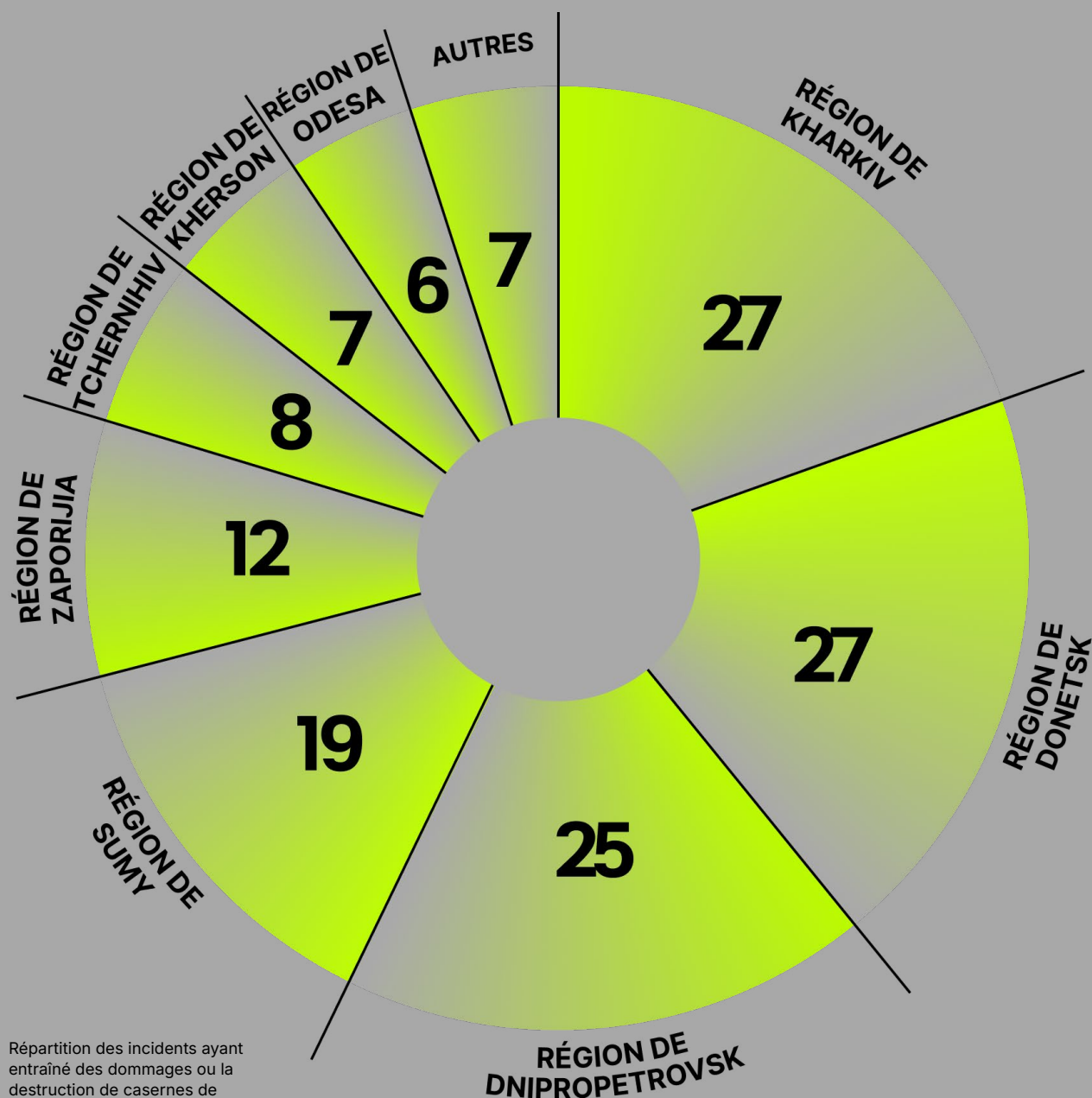
de 2025¹²⁰. Comme pour les frappes à double canon, la grande majorité des incidents (85 %) se sont produits en zone de front ou dans des zones de combats actifs¹²¹. Plus précisément, plus de 70 % des incidents ont eu lieu dans les oblasts de Kharkiv, Donetsk, Dnipropetrovsk et Soumy.

Parmi les localités où les casernes de pompiers ont subi le plus grand nombre d'attaques figurent



Nikopol dans l'oblast de Dnipropetrovsk (12 incidents), Stepnohirsk dans l'oblast de Zaporijia (8 incidents) et Kostiantynivka dans l'oblast de Donetsk (8 incidents). Toutes ces localités se trouvaient à proximité immédiate (à environ 50 kilomètres) des positions russes au moment des attaques¹²². Nikopol et Kostiantynivka sont des villes moyennes dont la population d'avant-guerre atteignait 100 000 habitants¹²³. Stepnohirsk est une petite ville qui comptait environ 4 500 habitants avant-guerre¹²⁴. Selon le SUE (Service d'État d'incendie et de secours), Nikopol et Stepnohirsk disposaient jusqu'à récemment d'une seule ca-

serne de pompiers d'État chacune. À Kostiantynivka, en revanche, jusqu'à la dégradation de la situation sécuritaire en 2025¹²⁵, deux casernes de pompiers d'État et une caserne locale étaient probablement opérationnelles¹²⁶. Cela signifie que, dans chaque cas, un même bâtiment a vraisemblablement subi plusieurs attaques. En général, des dommages répétés aux mêmes installations ont été constatés dans plus d'un tiers (33 %) des cas. Viktor Likanov, du SUE, nous a indiqué que certaines casernes de pompiers ont été endommagées entre trois et cinq fois au cours de l'invasion à grande échelle¹²⁷.



Répartition des incidents ayant entraîné des dommages ou la destruction de casernes de pompiers par oblast.
Source : Truth Hounds

Double-frappe contre la caserne de pompiers de Stepnohirsk, oblast de Zaporijia¹²⁸

Le matin du 2 juin 2025, l'armée russe a mené deux attaques consécutives contre la caserne de pompiers de Stepnohirsk, dans l'oblast de Zaporijia. La première attaque a endommagé la porte de l'abri et blessé les secouristes qui s'y trouvaient. Alors qu'un véhicule était préparé pour l'évacuation, une seconde frappe a eu lieu, blessant d'autres personnes et causant des dégâts supplémentaires¹²⁹.

Sur le chemin du centre de stabilisation médicale, deux camions de pompiers transportant les blessés ont été pris pour cible à deux reprises : une première fois par un drone près du village de Prymorske, puis une seconde fois avant le pont menant au village de Hryhorivka. La seconde frappe a endommagé la roue avant de l'un des véhicules, entravant l'évacuation.

Au total, 12 secouristes ont été blessés lors des attaques, la plupart souffrant de traumatismes crâniens, de lésions dues à l'explosion et de commotions cérébrales¹³⁰. En raison des dégâts importants, le fonctionnement de la caserne de pompiers – la seule de la ville – a été suspendu de force et le personnel a été relogé.¹³¹

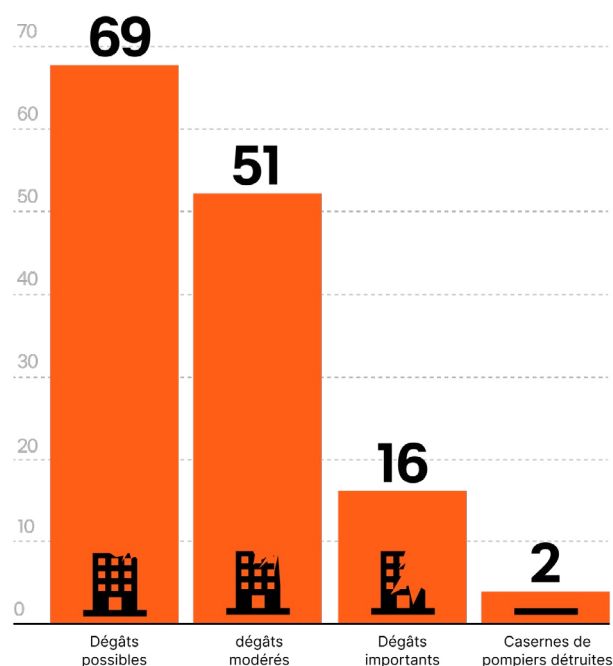


Photo de la caserne de pompiers endommagée suite aux attaques de Stepnohirsk le 2 juin 2025. Source : Service national des situations d'urgence de l'oblast de Zaporijia.¹³²

¹²⁸ Au total, nous avons recensé six incidents où la tactique du double-tap a été utilisée sur le territoire des casernes de pompiers. Ces incidents sont répertoriés dans la base de données « Attaques contre les casernes de pompiers », qui figure à l'annexe 3, en utilisant le filtre de la colonne « Double-tap ».

Dans plus de 35 % des cas, les assaillants ont utilisé différents types de drones, et dans 22 % des incidents, des roquettes et de l'artillerie lourde. Différents types de missiles ont probablement été utilisés dans 14 % des incidents. Dans les cas restants, le type d'arme utilisé est inconnu.

Les incidents analysés ont entraîné la mort d'au moins six secouristes, des blessures et la destruction ou l'endommagement de 86 véhicules d'intervention d'urgence. Dans plus de 35 % des cas, des dégâts modérés ont été constatés (vitres brisées, revêtements muraux endommagés, etc.). Dans 12 % des cas, les casernes de pompiers ont subi des dégâts importants (destruction partielle des murs, des plafonds, etc.). À deux reprises, à Mykolaïv le 13 octobre 2022¹³³ et à Kupiansk le 3 mai 2025¹³⁴, nous avons conclu à la destruction totale des bâtiments. Dans environ 50 % des cas, le niveau de dégâts n'a pas pu être établi faute de preuves numériques suffisantes¹³⁵.



Dégâts possibles, dégâts modérés, dégâts importants, casernes de pompiers détruites

Dans environ 60 % des cas, nous n'avons identifié aucune installation militaire fixe à moins de 300 mètres des casernes de pompiers endommagées. Dans environ 9 % des cas, des infrastructures à double usage, telles que des voies ferrées, des

¹³⁵ Globalement, des preuves numériques des dommages ont été retrouvées dans environ 53 % des incidents. La plupart provenaient de sources officielles (SES, MIA, administrations locales, etc.).

stations-service et des dépôts pétroliers, se trouvaient à proximité ; des attaques contre ces infrastructures pourraient être justifiées au regard du droit international humanitaire dans certaines circonstances¹³⁶.

Dans environ 12 % des cas, selon des sources ouvertes, des installations militaires fixes pourraient avoir été situées à proximité immédiate des casernes de pompiers endommagées. Par ailleurs, la plupart de ces cas (11 sur 16) se sont produits à Nikopol, où, d'après les cartes en ligne, se trouvait autrefois le bâtiment du centre local de recrutement militaire¹³⁷. Cependant, selon nos sources, ce centre de recrutement n'est plus en activité à cette adresse depuis environ mi-2023¹³⁸. Cela étant dit, toutes les attaques mentionnées précédemment ayant entraîné des dommages aux casernes de pompiers ont eu lieu en 2024 et 2025.

Si l'on exclut les incidents survenus à Nikopol depuis mi-2023, le pourcentage de cas où nous avons identifié des installations militaires fixes à proximité des casernes de pompiers attaquées chute à environ 3 %. Cela suggère que, dans un nombre significatif d'incidents, les casernes de pompiers n'ont pas pu être facilement confondues avec des installations militaires et qu'elles étaient probablement les cibles principales des attaques. Cependant, une analyse plus approfondie serait nécessaire pour tirer des conclusions plus fiables quant à l'intentionnalité de ces attaques.

2.3.3. Logique et impact des attaques contre les casernes de pompiers en Ukraine

Les casernes de pompiers constituent des points de ralliement essentiels pour les secouristes et les civils. Depuis le début des attaques russes de grande envergure contre les infrastructures critiques en octobre 2022, elles ont souvent joué le rôle de « points de refuge », offrant aux civils un lieu où se réchauffer, recevoir un soutien

psychologique¹³⁹, accéder à l'électricité, à une connexion mobile et à Internet, recharger leurs téléphones, etc., en cas de coupures de courant prolongées¹⁴⁰. De plus, si elles disposent d'abris adaptés, les casernes peuvent également servir de refuge à la population lors d'alertes aériennes ou de bombardements¹⁴¹. Dans certains cas, les casernes de pompiers des villes de première ligne ont même servi de logement temporaire aux secouristes ayant perdu leur habitation suite aux bombardements ou à l'occupation.



« Je suis moi-même originaire du village de Verkhniokamianske (raïon de Bakhmut, oblast de Donetsk). Le village n'existe plus, alors je vis à la caserne des pompiers (47e unité d'État de sapeurs-pompiers de Bakhmut). J'ai laissé ma femme et mon enfant à Tchernivtsi, pour qu'ils vivent en paix, et je suis venu ici pour aider mes collègues », a déclaré Mykhailo Tymchak¹⁴², commandant de l'unité d'intervention d'urgence de Bakhmut, lors d'un entretien avec Slidstvo.Info.

Ainsi, les casernes de pompiers peuvent servir d'abri et de refuge, tant pour les secouristes que pour les civils, en temps de guerre. Selon la législation ukrainienne, le nombre et l'emplacement des casernes de pompiers doivent garantir qu'une équipe puisse intervenir sur les lieux d'une urgence dans les 10 minutes suivant l'appel à l'intérieur de la localité et dans les 20 minutes à l'extérieur¹⁴³. Généralement, plus la ville est grande, plus le nombre de casernes est élevé. De plus, des casernes de pompiers supplémentaires peuvent être implantées à proximité de grands sites industriels où le risque d'accidents d'origine humaine est intrinsèquement plus élevé. Les petites villes et les villages, quant à eux, ne disposent pas toujours de leurs propres unités et dépendent alors de celles des communes voisines.

En décembre 2022, l'Ukraine comptait 876 unités de pompiers d'État opérationnelles¹⁴⁴. Par ailleurs, au 31 octobre 2025, on recensait 1 034 unités locales et 1 177 unités de pompiers volontaires¹⁴⁵. Le nombre d'unités correspond approximativement au nombre de casernes. Ce nombre s'avérerait in-

¹³⁶ Un Centre territorial de recrutement et de soutien social est un organisme de gestion militaire en Ukraine qui effectue la comptabilité militaire et la conscription militaire.

¹⁴⁶ Selon Serhii Kudin, directeur adjoint du département des activités de protection civile du SUE, atteindre ce temps de réponse nécessiterait 1 307 unités de pompiers locales et volontaires supplémentaires.

suffisant pour garantir un délai d'intervention de 10 à 20 minutes, même en temps de paix.¹⁴⁶

Ceci indique que, compte tenu de la superficie du pays, de sa population et de la gravité des menaces pesant sur les secouristes, le nombre de casernes est très limité et la charge de travail, notamment en zone d'intervention, est extrêmement élevée. Par conséquent, leur fermeture peut avoir des conséquences dramatiques pour la population locale. Dans les petites villes, cela peut considérablement retarder l'arrivée des secours et accroître le danger pour les personnes ayant besoin d'une aide immédiate. De plus, cela peut compromettre l'autonomie des communautés qui pouvaient auparavant compter sur leurs propres équipes d'intervention d'urgence, dotées de personnel et d'équipements adéquats, les contraignant à dépendre des unités des communautés voisines.

Compte tenu de ces facteurs, les attaques ciblées contre les casernes de pompiers causent non seulement d'importants dégâts, détruisent du matériel précieux et entraînent la perte de personnel hautement qualifié, mais elles fragilisent également la résilience des communautés, en particulier dans les zones touchées par la guerre, en entravant les interventions d'urgence et en exacerbant le sentiment chronique de vulnérabilité et d'insécurité.

Par ailleurs, les unités d'intervention d'urgence en Ukraine sont principalement subordonnées aux autorités étatiques et constituent donc un lien essentiel entre les institutions étatiques et la population locale. Selon une étude du Centre Razumkov datant de novembre 2025¹⁴⁷, le Service d'État d'intervention (SES) bénéficie du deuxième plus haut niveau de confiance des citoyens après les Forces armées ukrainiennes (FAU), avec un taux de 86 %¹⁴⁸. Ainsi, la destruction physique des casernes de pompiers, lieux assurant une fonction gouvernementale essentielle – le sauvetage et la protection – affaiblit la présence institutionnelle de l'État sur le terrain et risque d'aggraver le sentiment d'abandon et de désespoir de la population. Cela est particulièrement vrai dans les zones de

première ligne, où la capacité à fournir des services publics est déjà compromise par la situation sécuritaire difficile. Selon les recherches de Lisa Hultman sur l'utilisation stratégique de la violence contre les civils, saper la confiance de la population dans la capacité du gouvernement à assurer sa protection pourrait être l'un des objectifs recherchés lors de ces attaques, engendrant une « lassitude de guerre » au sein de la population et exerçant une pression en faveur de concessions, de négociations, voire d'une capitulation¹⁴⁹.



« Je me souviens d'une histoire à Kupiansk [...] où les secouristes n'ont pas pu accéder aux décombres pendant cinq jours pour vérifier la présence de personnes ensevelies sous les décombres. [...] Autrement dit, l'insécurité rend tout simplement impossible l'accès des secours aux lieux de la catastrophe, et encore moins le lancement d'une opération de sauvetage. Cette incapacité à porter assistance engendre des accusations, pas toujours contre les Russes ; les gens s'en prennent souvent à leur propre gouvernement, qui les exhorte à évacuer les zones dangereuses », a confié un journaliste de Kharkiv¹⁵⁰.

À mesure que la ligne de front se rapproche, que l'intensité des attaques et des hostilités augmente et que la situation humanitaire atteint un niveau critique, les secouristes sont parmi les derniers à quitter les lieux. Lourdemment équipés de protections, souvent à bord de véhicules blindés offrant une protection supplémentaire contre les dangers constants, ils évacuent les civils, distribuent de la nourriture et de l'eau et éteignent les incendies, notamment ceux provoqués par les bombardements quotidiens. Pour les habitants qui choisissent de rester chez eux malgré les risques, l'aide des secouristes devient, dans de telles circonstances, non seulement importante, mais vitale pour leur survie. Dans ce contexte de danger chronique et d'incertitude quant à l'évolution de la situation sur le front, la destruction intentionnelle de casernes de pompiers pourrait devenir un facteur déterminant du redéploiement des services d'urgence et de l'arrêt total des interventions. Dans les localités où les crèches, les

¹⁴⁹ Le Centre ukrainien de recherche économique et politique Oleksandr Razumkov (Centre Razumkov) est un groupe de réflexion non gouvernemental ukrainien qui mène des recherches dans les domaines de la politique, de l'économie, de la sécurité et de la défense, et des relations publiques.

écoles, les hôpitaux, les commerces, les bureaux de poste et autres services essentiels sont fermés depuis longtemps, le départ des secouristes peut entraîner une réduction significative, voire une perte complète, des capacités de secours. Cette absence pourrait indiquer que la zone n'est plus un lieu de vie civile et risque de se transformer rapidement en champ de bataille. Les principales victimes de telles situations sont toujours des civils qui, pour diverses raisons, ne veulent pas ou ne peuvent pas évacuer¹⁵¹.

Retrait de l'unité SES de Kostiantynivka suite aux importants dégâts causés à la caserne de pompiers

Le matin du 26 août 2025, l'armée russe a bombardé la ville de Kostiantynivka, dans l'oblast de Donetsk, à deux reprises¹⁵⁵. La caserne de pompiers a été endommagée. Selon le SES, l'onde de choc a endommagé la porte du garage, quatre portes d'entrée et le toit en ardoise, brisé les vitres de neuf blocs-fenêtres et détruit les plaques de protection de 35 fenêtres. Un camion de pompiers a également été endommagé¹⁵⁶. D'après le site de surveillance Truth Hounds, cette caserne avait déjà été endommagée à plusieurs reprises. Peu après l'incident, le photojournaliste Diego Herrera a publié sur sa page Instagram une vidéo du départ de l'unité du SUE de Kostiantynivka. En légende, il a écrit :



« Dernier départ du camion de pompiers de Kostiantynivka. La Russie a bombardé la caserne deux fois en une semaine, la dernière fois avec une bombe aérienne de forte puissance. La ville est en train de disparaître et, à cause des bombardements incessants, elle brûlera et, malheureusement, personne ne pourra éteindre l'incendie. »¹⁵²



Photo des secouristes de Kostiantynivka à côté d'un camion de pompiers. Source : Diego Herrera.¹⁵³

2.3.4. Conclusion

Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, les casernes de pompiers sont la cible d'attaques. Le nombre de ces incidents augmente chaque année, atteignant 61 cas pour les dix premiers mois de 2025. La grande majorité des bâtiments touchés se situaient en zone de première ligne. Les sources ouvertes, notamment les cartes en ligne, les sites web officiels des services d'urgence et des municipalités, ainsi que les réseaux sociaux, identifient souvent ces installations comme des sites de protection civile, et nombre d'entre elles ont été frappées à plusieurs reprises, ce qui pourrait confirmer l'hypothèse d'un ciblage intentionnel.

Les casernes de pompiers arboraient généralement les insignes appropriés, et des camions de pompiers rouge vif, clairement visibles, étaient parfois stationnés sur place. La disponibilité et le niveau de détail de ces informations dans les sources ouvertes suggèrent que les assaillants n'ont pas pu ignorer ces installations parmi d'autres cibles ni prendre en compte la probabilité de les endommager avant de décider de les frapper. L'utilisation de la tactique du double tir dans au moins six cas de casernes de pompiers pourrait également indiquer un ciblage intentionnel. Cette conclusion est renforcée par l'utilisation généralisée de drones FPV, qui permettent aux opérateurs d'observer leurs cibles en temps réel.

Les attaques contre les casernes de pompiers compromettent non seulement l'intervention des services d'urgence en endommageant les locaux, le matériel et le personnel, mais mettent également en péril la résilience à long terme des communautés confrontées aux défis complexes de la guerre. Ces attaques peuvent viser à démoraliser les civils, à aggraver les déplacements forcés et, combinées à d'autres mesures, à contraindre les dirigeants adverses à faire des concessions politiques et militaires¹⁵⁴.

¹⁵¹ Parallèlement, même si les équipes de secours quittent une zone donnée, le SUE continue d'assurer des services limités, comme l'évacuation des civils, aussi longtemps que possible. Ces opérations sont extrêmement risquées pour le personnel de secours.

Attaques contre les centres de défense civile des White Helmets pendant la guerre civile en Syrie

L'Ukraine n'est pas le premier conflit marqué par des attaques contre des centres de défense civile. Un schéma similaire est apparu pendant la guerre civile syrienne. Entre 2014 et 2023, l'ancienne Unité d'enquête et de soutien aux enquêtes et de constitution de dossiers de la Fondation des White Helmets a recensé environ 89 incidents impliquant des attaques possibles contre des centres de défense civile, qui ont probablement entraîné 79 morts et 98 blessés¹⁵⁷. Ci-dessous figure un exemple de ce type d'attaque tiré de la plus récente étude des White Helmets, intitulée « Double-frappes contre les volontaires des White Helmets »¹⁵⁸.



« Le 26 décembre 2017, vers 10h20 heure locale, plusieurs frappes aériennes ont ciblé le quartier résidentiel de Mazra'at al-Azizyeh à Khan Cheikhoun, tuant au moins deux frères et blessant cinq autres civils, dont des enfants. Des volontaires des White Helmets en uniforme, du centre SCD de Khan Cheikhoun et des environs, se sont précipités pour porter secours aux victimes. Des photographies du site témoignent de l'ampleur des dégâts causés aux habitations civiles.

Entre 12h45 et 13h52 heure locale, une série d'attaques a visé le centre SCD, tuant un volontaire des White Helmets, Bashar al-Dedo.

Plus tard dans l'après-midi, des frappes aériennes ont touché des zones civiles à Khan Cheikhoun et dans la localité voisine d'al-Latamneh, faisant plusieurs morts et blessés parmi les civils. Ces deux localités relevaient de la responsabilité du centre SCD de Khan Cheikhoun ; cependant, l'ISCU n'a trouvé aucune information indiquant que les volontaires des White Helmets aient pu intervenir lors de ces incidents. Sans doute parce qu'ils géraient encore les conséquences de l'attaque contre le centre.

À l'époque, la ville de Khan Cheikhoun était sous le contrôle de Hayat Tahrir al-Sham (HTS)¹⁵⁹ et se situait à environ 10 kilomètres de la ligne de front. Al-Latamneh était également sous le contrôle de HTS, mais plus proche de la ligne de front avec les forces du régime.»¹⁶⁰

Des attaques contre des installations de secours ont également eu lieu au Liban et dans la bande de Gaza, entre autres¹⁶¹. Ces événements témoignent à la fois du recours fréquent à cette tactique et de l'impunité persistante dont jouissent les responsables. Ils renforcent également la nécessité d'une solidarité internationale

pour punir les auteurs de ces actes et obtenir justice pour les victimes, les survivants et les familles de ceux qui ont perdu la vie en sauvant d'autres.

¹⁵⁷ Le niveau de vérification des données peut varier ; par conséquent, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence.

¹⁵⁸ **Note:** HTS est une organisation politique islamiste sunnite dotée d'une branche paramilitaire qui a participé activement à la guerre civile syrienne et a joué un rôle important dans le renversement du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024.

2.4. Attaques contre les intervenants d'urgence au regard du droit international humanitaire

Cette sous-section examine brièvement les attaques contre les intervenants d'urgence décrites ci-dessus au regard du DIH et, le cas échéant, du Statut de Rome. Elle ne propose pas une analyse juridique exhaustive du phénomène ni des incidents individuels. Elle esquisse plutôt des pistes de qualification juridique afin d'appuyer les recherches et analyses complémentaires menées par les autorités compétentes chargées des enquêtes et de l'application de la loi.

2.4.1. Double-frappes

En vertu du Protocole additionnel I (PAI), les organisations de protection civile et leur personnel doivent être respectés et protégés et ne peuvent faire l'objet d'attaques dans l'exercice de leurs fonctions protégées de protection civile¹⁶². Le PAI I définit la « protection civile » comme l'exécution de tâches humanitaires visant à protéger la population civile contre les dangers découlant d'hostilités ou de catastrophes, à contribuer au rétablissement après leurs effets immédiats et à assurer les conditions de sa survie.¹⁶³

En Ukraine, les tâches accomplies par les intervenants d'urgence relèvent clairement de cette définition de la protection civile¹⁶⁴. Le Règlement relatif aux services d'urgence et aux procédures des unités locales et volontaires de lutte contre l'incendie définit leur activité comme la mise en œuvre de la politique de l'État en matière de protection civile, à savoir la prévention des situations d'urgence, la gestion de leurs conséquences, la protection de la population et du territoire, et les opérations de sauvetage¹⁶⁵. Les missions de ces services correspondent donc à celles qui relèvent

de la protection civile selon le droit international humanitaire (DIH)¹⁶⁶.

Bien que le chapitre VI du Protocole soit consacré au statut des intervenants d'urgence au regard du DIH, l'article 62 du Protocole souligne expressément que ces personnes sont soumises non seulement aux dispositions spécifiques, mais également à l'ensemble des normes du Protocole additionnel I¹⁶⁷. Ainsi, les règles classiques relatives à la protection des civils s'appliquent également aux intervenants d'urgence¹⁶⁸.

Dans ce contexte, le principe de distinction, qui oblige les parties à un conflit armé à distinguer en toutes circonstances les civils des combattants et les biens civils des objectifs militaires, revêt une importance capitale¹⁶⁹. L'article 51(2) du Protocole additionnel I interdit expressément les attaques contre les civils¹⁷⁰. Les intervenants d'urgence bénéficient donc à la fois de la protection spécifique accordée au personnel de la protection civile et des protections générales que le droit international humanitaire garantit aux civils.

Les forces armées de la partie attaquante doivent respecter le principe de proportionnalité¹⁷¹. Conformément à l'article 51(5)(b) du Protocole additionnel I, « une attaque susceptible d'entraîner des pertes civiles, des blessures ou des dommages matériels, ou une combinaison de ces éléments, qui seraient excessifs au regard de l'avantage militaire concret et direct escompté » est considérée comme aveugle¹⁷².

Même lorsqu'une frappe initiale vise un objectif militaire légitime, la partie attaquante demeure tenue par les règles de distinction, de précau-

tion et de proportionnalité. Les dommages collatéraux prévisibles causés aux secouristes et aux infrastructures civiles utilisées lors des opérations de sauvetage doivent être pris en compte et ne doivent pas être excessifs au regard de l'avantage militaire escompté.

La protection cesse uniquement si les secouristes sont « utilisés pour commettre, hors de leurs fonctions, des actes nuisibles à l'ennemi »¹⁷³. Le libellé indique que cette exception ne s'applique que dans des circonstances exceptionnelles et strictement définies, et pour des motifs clairement établis¹⁷⁴. Même une analyse de l'article 65 du Protocole additionnel I, relatif à la cessation de la protection, appuie une interprétation restrictive de l'expression « actes nuisibles à l'ennemi »¹⁷⁵. L'article ne définit pas ces actes de manière exhaustive, mais précise que certains comportements ne sont pas considérés comme préjudiciables et n'entraînent donc pas la perte de la protection¹⁷⁶. Il s'agit notamment du port d'armes légères pour le maintien de l'ordre ou la légitime défense¹⁷⁷, ainsi que de l'exécution de missions de protection civile sous la direction ou le contrôle des forces armées¹⁷⁸. Par exemple, des militaires peuvent être présents lors d'opérations d'urgence pour avertir les intervenants des risques pour leur sécurité¹⁷⁹ ou pour leur ordonner d'effectuer des missions de protection civile sur des sites spécifiques¹⁸⁰. Dans de telles circonstances, ni la présence physique des militaires, ni l'exécution de missions sous leur direction ou en coordination avec eux, ne privent, en soi, les intervenants d'urgence de leur statut protégé par le droit international humanitaire (DIH)¹⁸¹. Par conséquent, le fait que les intervenants d'urgence portent assistance aux civils touchés par des attaques, y compris des attaques contre des objectifs militaires, ne les transforme pas, de facto, en cibles légitimes.

Il est également important que les intervenants d'urgence reçoivent un avertissement et, le cas échéant, un délai raisonnable pour s'y conformer¹⁸². Leur protection ne peut cesser que si, après un tel avertissement, ils continuent de commettre, ou sont amenés à commettre, des actes qui dépassent le cadre de leurs missions et qui sont protégés par le DIH¹⁸³. Ces avertissements doivent émaner des autorités officielles de la partie au conflit, et non de personnes non autorisées.

Pour déterminer si les secouristes ont été intentionnellement pris pour cible, des indicateurs pertinents peuvent inclure leurs uniformes et marquages distinctifs sur leurs véhicules, la visibilité de leur arrivée sur les lieux d'attaque et, dans certains cas, l'utilisation de moyens d'attaque permettant une observation en temps réel. Ces facteurs ne prouvent pas à eux seuls l'intention, mais ils peuvent renforcer la présomption que les assaillants savaient que des secouristes étaient présents et les ont délibérément ciblés.

Ainsi, le droit international humanitaire (DIH) établit un système cohérent de protections destiné à protéger les secouristes contre les attaques lors de conflits armés. Par conséquent, lorsque les preuves démontrent que des secouristes ont été intentionnellement pris pour cible alors qu'ils étaient protégés par le DIH, de tels agissements peuvent constituer des violations graves du DIH et, selon les circonstances, être qualifiés de crimes de guerre au sens de l'article 8(2)(b)(i) du Statut de Rome.¹⁸⁴

2.4.2. Attaques contre les casernes de pompiers

Outre la protection des secouristes en tant que civils, le droit international humanitaire (DIH) étend sa protection aux casernes de pompiers en tant qu'objets civils¹⁸⁵. En particulier, le Protocole additionnel I (PA I) établit une interdiction générale d'attaquer les objets civils¹⁸⁶. Les casernes de pompiers sont présumées être des objets civils et ne peuvent être prises pour cible que si elles deviennent des objectifs militaires au sens du DIH¹⁸⁷.

Comme pour les personnes physiques, le principe de distinction s'applique aux objets¹⁸⁸. Les objets civils sont tous les objets qui ne constituent pas des objectifs militaires¹⁸⁹. Un objet ne devient un objectif militaire que si, par sa nature, sa situation, sa finalité ou son utilisation, il contribue efficacement à une action militaire et que sa destruction, sa capture ou sa neutralisation, totale ou partielle, compte tenu des circonstances, procure un avantage militaire certain.¹⁹⁰ La nature militaire des objets est généralement assez simple à définir : elle « comprend tous les objets directement utilisés par les forces armées : armes, équipe-

ments, moyens de transport, fortifications, dépôts, bâtiments occupés par les forces armées, états-majors, centres de communication, etc. »¹⁹¹.

Le critère de situation s'applique aux objets qui ne sont pas de nature militaire en soi, mais qui acquièrent une importance militaire du fait de leur situation. Ces infrastructures comprennent les ponts, les autoroutes, les nœuds ferroviaires, etc.¹⁹².

Il est également important de distinguer la finalité et l'utilisation effective d'un ouvrage¹⁹³. La finalité correspond à l'usage prévu, tandis que l'utilisation caractérise le rôle réel que joue l'ouvrage à un moment précis d'un conflit armé¹⁹⁴. Ainsi, un ouvrage civil peut acquérir un statut militaire si une partie au conflit l'utilise à des fins militaires.

En droit ukrainien, les casernes de pompiers assurent des fonctions de protection civile et d'intervention d'urgence. Elles sont destinées à garantir la disponibilité permanente¹⁹⁵ des secouristes¹⁹⁶, à abriter les camions de pompiers, les véhicules et le matériel d'intervention d'urgence¹⁹⁷, à recevoir et traiter les informations relatives aux appels d'urgence, et à accomplir d'autres tâches¹⁹⁸. De ce fait, leur vocation première est civile.

Le caractère civil de l'utilisation de ces installations est illustré par leur utilisation comme abris pour les civils lors d'alertes aériennes¹⁹⁹, ainsi que comme centres de réalimentation électrique lors de pannes de courant généralisées.²⁰⁰

L'emplacement des casernes de pompiers est déterminé par l'aménagement du territoire²⁰¹ et dépend de la population de la localité concernée²⁰². Les données disponibles en sources ouvertes indiquent que, dans la plupart des cas, aucun objectif militaire fixe n'a été identifié dans un rayon de 300 mètres autour des casernes de pompiers endommagées ou détruites lors des attaques²⁰³. Ceci pourrait étayer l'hypothèse que ces casernes ont conservé leur caractère civil et ne pouvaient être considérées comme des objectifs militaires au moment des attaques.²⁰⁴

Une caserne de pompiers pourrait potentiellement perdre son statut civil si elle était occupée par une partie à un conflit armé et utilisée, par

exemple, pour loger une unité militaire, servir de poste de commandement ou d'entrepôt de matériel militaire. Dans une telle situation, le bâtiment ne remplirait plus une fonction de défense civile, mais contribuerait de fait aux hostilités et serait donc classé comme objectif militaire. Cependant, d'après les données ouvertes, rien n'indique que les casernes de pompiers aient perdu leur statut civil, car elles n'ont acquis aucun caractère militaire selon les quatre critères suivants : nature, emplacement, finalité ou utilisation²⁰⁵. De plus, la partie russe devait « tout mettre en œuvre pour vérifier que les objectifs à attaquer ne sont ni des civils ni des biens civils et ne bénéficient d'aucune protection spéciale »²⁰⁶. Toute conclusion relative aux circonstances spécifiques de chaque incident nécessiterait une analyse détaillée des preuves, actuellement accessibles uniquement aux forces de l'ordre ukrainiennes. Il existe donc une présomption selon laquelle les casernes de pompiers répondent à tous les critères d'infrastructure civile au sens du droit international humanitaire (DIH). Par conséquent, les attaques délibérées contre elles sont présumées interdites en vertu de l'article 52(1) du Protocole additionnel I²⁰⁷. Dès lors, les attaques délibérées perpétrées par la Russie contre des casernes de pompiers pourraient, selon les circonstances, constituer le crime de guerre d'attaques intentionnelles contre des infrastructures civiles, au sens de l'article 8(2) (b)(ii) du Statut de Rome.²⁰⁸

2.4.3. Attaques contre les secouristes : un possible crime de terrorisme contre la population civile

Certaines attaques examinées dans le présent rapport pourraient relever de l'interdiction, énoncée à l'article 51(2) du Protocole additionnel I, des actes ou menaces de violence ayant pour but principal de semer la terreur parmi la population civile. La question de savoir si des incidents particuliers justifient des poursuites pénales sur ce fondement dépendrait de la juridiction compétente et des preuves disponibles dans chaque cas.

La règle 2 du droit international humanitaire coutumier²⁰⁹ et l'article 51(2) du Protocole additionnel

l'interdisent explicitement les actes ou menaces de violence dont le but principal est de semer la terreur parmi la population civile²¹⁰. L'application de cette disposition requiert la réunion de trois éléments : (1) des actes ou menaces de violence dirigés contre des civils ; (2) l'intention de l'auteur de faire des civils la cible de ces actes ou menaces et (3) l'objectif principal de semer la terreur parmi la population civile²¹¹.

En ce qui concerne la « terreur », il n'existe pas de définition formelle et exhaustive en pratique internationale. En situation de conflit armé, pratiquement toute attaque peut engendrer la peur comme effet secondaire des hostilités²¹². Par exemple, la brutalité des attaques contre les forces armées peut viser à démoraliser l'ennemi²¹³. De tels cas ne sont toutefois pas équivalents à la « terreur » au sens du droit international humanitaire (DIH)²¹⁴. Ce concept renvoie plutôt à la violence employée non pas pour obtenir un avantage militaire concret, mais pour créer un climat de danger et d'insécurité constants au sein de la population civile²¹⁵. À cet égard, l'approche juridique développée dans les affaires *Procureur c. Galić* et *Procureur c. Milošević* est instructive, car elle caractérise la terreur comme des actes ou des menaces de violence dirigés contre des civils, ayant pour objectif principal de semer la terreur parmi eux²¹⁶, afin de démoraliser et d'intimider les personnes ne participant pas aux hostilités.²¹⁷

La « présence d'un but spécifique » exige d'établir l'intention spécifique de l'individu qui commet l'acte²¹⁸. Dans ce contexte, l'intention particulière ne se limite pas à l'exécution de l'attaque elle-même, mais vise délibérément à semer la terreur comme conséquence principale. Il ne suffit donc pas de démontrer que l'auteur était conscient qu'une attaque illégale engendrerait la peur au sein de la population civile ; il faut plutôt prouver que provoquer cette peur constituait l'objectif principal de son acte²¹⁹. Cette intention peut être déduite de l'ensemble des circonstances, notamment de la nature, des modalités, du moment, de la durée et du lieu de l'attaque²²⁰.

Le troisième élément – le ciblage de la population civile – exige que l'auteur prenne sciemment pour cible la population civile, ou des civils ne participant pas aux hostilités²²¹. Cela englobe non seu-

lement les attaques directes contre des civils, mais aussi les attaques indiscriminées et disproportionnées qui les affectent²²².

Dans ce contexte, ce ciblage peut concerner aussi bien les secouristes protégés par le droit international humanitaire que les autres civils présents sur le lieu de l'attaque ou arrivant pour porter assistance. Le statut protégé des intervenants d'urgence a été examiné ci-dessus, tandis que les protections générales accordées aux civils en vertu du droit international humanitaire s'appliquent également aux autres personnes ne participant pas aux hostilités²²³.

Les circonstances indiquent que les secouristes ukrainiens sont exposés à des risques lorsqu'ils interviennent sur les lieux d'attaques, dans les casernes de pompiers, lors d'évacuations civiles, d'opérations de déminage et autres missions essentielles. Dans ces conditions, leurs activités professionnelles peuvent être marquées par la menace constante de frappes nucléaires répétées, contribuant à un sentiment permanent de danger et d'incertitude. Cette situation peut laisser penser que les attaques visent à semer la terreur parmi les personnes ne participant pas aux hostilités, en instaurant un climat d'insécurité et de danger permanent. Parallèlement, de tels agissements risquent de déstabiliser le fonctionnement de l'ensemble du système de secours, car ils sont susceptibles d'affecter la motivation et la capacité opérationnelle des secouristes.

De par la nature de leur travail, la présence des secouristes dans les casernes de pompiers pendant leurs heures de travail est prévisible, car elle découle directement de leurs responsabilités professionnelles²²⁴. De même, leur intervention sur les lieux d'une attaque est prévisible, les protocoles d'intervention les obligeant à porter assistance dans de telles circonstances²²⁵. Par conséquent, en cas de frappes répétées, il est raisonnable de s'attendre à ce que les services d'urgence soient présents sur les lieux où y arrivent. Un raisonnement similaire s'applique aux autres civils, notamment le personnel médical, les journalistes, les travailleurs humanitaires et les particuliers qui apportent une aide ponctuelle sur place.

De manière générale, tout avantage militaire concret et direct découlant de l'utilisation de frappes répétées dans de telles circonstances semble inexistant ou, au mieux, extrêmement limité. Lors de la seconde frappe, ce sont principalement les civils qui sont exposés aux risques. Toute cible militaire légitime potentielle a pu être neutralisée lors de la première frappe ou déplacée par la suite. Le délai des frappes répétées suggère que leur objectif n'est pas d'empêcher le déplacement ou le sauvetage du personnel et du matériel militaires, mais de cibler les services d'urgence lors de la seconde attaque.

Dans ce contexte, une attaque répétée ne démontre pas une nécessité militaire claire et concrète ; elle crée plutôt une situation dans laquelle les individus ne peuvent raisonnablement espérer porter assistance aux survivants sans risquer d'être eux-mêmes attaqués. Cette privation systématique du sentiment de sécurité et la création délibérée de conditions rendant l'intervention d'urgence particulièrement dangereuse peuvent constituer un crime de terreur contre la population civile.

À cet égard, l'affaire Procureur c. Karadžić est révélatrice : la Cour a conclu que la campagne de bombardements et d'attaques de tireurs embusqués dirigée contre la population civile constituait un crime de terreur²²⁶. L'élément essentiel est que les attaques de tireurs embusqués et les double-frappes, ainsi que d'autres tactiques similaires, lorsqu'elles sont menées de manière systématique, aveugle et disproportionnée, peuvent constituer un crime de terreur.²²⁷

Par conséquent, les tactiques impliquant l'utilisation systématique d'attaques aveugles ou disproportionnées peuvent enfreindre l'interdiction, en vertu du droit international humanitaire, des actes ou menaces de violence dont le but principal est de semer la terreur parmi la population civile. Selon les faits et la juridiction compétente, de tels agissements peuvent également relever de poursuites pour crimes de guerre, notamment celles fondées sur des attaques contre des civils ou des biens civils.

²²⁷ Par ailleurs, les actes susceptibles d'être qualifiés de terrorisme contre la population civile ne se limitent pas aux attaques contre les secouristes. Un cadre d'analyse similaire peut être appliqué aux attaques systématiques de drones à courte portée contre des civils, ainsi qu'aux frappes contre des hôtels ou autres infrastructures qui, de par leur fonction et leur destination, sont susceptibles d'accueillir des journalistes, du personnel humanitaire et d'autres civils.

CHAPITRE 3

LA DÉSIGNATION DES SECOURISTES COMME CIBLES : RÉCITS PRO- RUSSSES SUR TELEGRAM

Ce chapitre examine comment les chaînes Telegram pro-russes ont décrit les secouristes ukrainiens et les attaques dont ils ont été victimes, et identifie les principaux récits qui se dégagent de ces messages. À travers 169 messages diffusés sur 26 chaînes, ces sources ont proféré des menaces de nouvelles attaques, présenté le personnel du SUE comme des cibles légitimes, ridiculisé les secouristes blessés et, dans certains cas, appelé ouvertement à de nouvelles attaques. Bien que ces messages ne permettent pas, à eux seuls, d'établir la responsabilité de frappes spécifiques, ils contribuent à montrer comment la violence contre les secouristes a été construite, justifiée, normalisée et parfois même incitée par les sources pro-russes. Ces récits peuvent également suggérer un ciblage délibéré des interventions d'urgence et aider à identifier d'éventuels auteurs.

Le 5 juillet 2025, la chaîne Telegram anonyme « De Marioupol aux Carpates » (OMDK)²²⁸, qui collabore étroitement avec des unités russes dans le sud de l'Ukraine, a publié un message annonçant que les services d'urgence (SES) « seraient bientôt [...] désignés comme cible prioritaire, si ce n'est déjà fait », et que, par conséquent, « leurs locaux, parkings et points de service seraient détruits », et que « leur personnel serait considéré comme une menace potentielle »²²⁹. Ce message faisait suite à plus de 70 autres publications sur la chaîne, entre le 9 juin 2024 et le 5 mai 2025, contenant des avertissements standardisés de frappes « garanties » contre les services d'urgence à Kherson et dans la ville voisine d'Antonivka, s'ils venaient à se rendre sur les lieux d'une frappe.

²²⁸ Pour en savoir plus sur OMDK, son histoire, son propriétaire et ses affiliations, consultez l'étude de Truth Hounds (2025) intitulée « Killzone : How Russian Drones Are Devastating the River Dniepr's Right Bank » (Zone de destruction : comment les drones russes ravagent la rive droite du Dniepr), pages 43 à 45

²³⁰ L'analyse a été réalisée manuellement à l'aide de mots-clés (« ДСНС », « ГСЧС », « спасатель », « пожарный », « пожарник », etc. (« SES », « intervenant d'urgence », « pompiers ») dans la base de données de Truth Hounds, qui comprend plus de 100 chaînes Telegram. Lors de la phase finale de l'analyse, nous avons également utilisé le bot Telegram TeleZip afin d'identifier des sources complémentaires.

²³¹ L'échantillon ne comprend que les publications originales et exclut les republications. Il inclut cependant les publications qui reprennent exactement le contenu d'autres chaînes si l'auteur de la chaîne les a publiées comme publication originale de cette chaîne.

²³² La liste comprend les chaînes mentionnant fréquemment les services d'urgence ukrainiens, leurs infrastructures et équipements, ainsi que le SUE en tant qu'institution gouvernementale. Les références techniques (par exemple, le SUE comme source de photos ou de vidéos de destructions) n'ont pas été prises en compte dans l'analyse. La plupart des chaînes analysées ne contenaient pas de mentions significatives répondant aux critères de sélection. Cela indique que l'intérêt porté aux services d'urgence ukrainiens ou au SUE est caractéristique d'un segment spécifique des chaînes Telegram pro-russes, principalement celles liées à des unités spécifiques de l'armée russe.

Au total, entre le 24 février 2022 et le 31 octobre 2025, nous avons recensé 169 messages de ce type²³⁰ sur 26 chaînes Telegram pro-russes²³¹. Ces messages pourraient révéler les motivations des attaques contre les secouristes ukrainiens et suggérer qu'au moins certaines unités les ont perpétrées intentionnellement et de manière préméditée²³².

3.1. De la reconnaissance à l'incitation

La première publication mentionnant les secouristes ukrainiens, identifiée par notre équipe, est apparue sur la chaîne Telegram anonyme Kuvalda | Vorschlaghammer | Massette | Le site Sledgehammer (anciennement 1. Infanterie | Donetskaya Pekhota) a publié le 2 mars 2022 un message reproduisant un appel lancé par Oleksii Kostrubytskyi²³³, alors chef du ministère des Situations d'urgence de la République populaire autoproclamée de Donetsk (RPD), aux personnels du SUE. Il les exhortait à poursuivre leurs fonctions sous contrôle russe :

*« Je m'adresse aux employés du SUE d'Ukraine. Nous savons que vous n'avez commis aucun crime contre des civils. Vous êtes protégés par les conventions internationales. Ne cédez pas à la panique ni aux provocations, continuez à travailler et à remplir votre devoir. La guerre prendra bientôt fin. Vous avez la possibilité de continuer à travailler, de conserver vos postes, vos titres, votre ancienneté et vos avantages. Vos salaires seront versés à temps et intégralement. »*²³⁴

Cette publication démontre que des responsables proches de la Russie sont conscients du statut protégé des personnels d'urgence en vertu du droit international humanitaire et reconnaissent que les employés du SUE sont des professionnels qualifiés et précieux.

Cependant, le 17 avril 2022, la chaîne Telegram anonyme 338, probablement liée aux forces de sécurité russes²³⁵, a partagé une publication dans

laquelle, pour la première fois, le SUE était assimilé à une unité structurelle des Forces de défense de l'Ukraine (FDU) et donc à une cible militaire légitime. Le message indiquait que le calcul officiel des pertes militaires ukrainiennes devait inclure les pertes parmi les secouristes :

« Les pertes quotidiennes parmi le personnel militaire comprennent également les décès et les mises à la retraite des membres du SUE (les secouristes sont exemptés de conscription, mais leur service est assimilé au service militaire), [...] qui, en particulier, déminent les mines posées ou lancées à la hâte par les combattants des Forces armées ukrainiennes, la Garde nationale ukrainienne, etc. Les pertes parmi les secouristes [...] sont faibles au regard du contexte général, mais elles représentent tout de même une perte de personnel. Il faut évacuer ces personnes, les soigner (en cas de blessures non mortelles), et remplacer le personnel vacant. On peut y remédier en faisant appel aux secouristes de réserve, en leur dispensant une formation accélérée ou, comme le fait Kyiv, en invitant des secouristes étrangers. »²³⁶

En 2022, les chaînes Telegram que nous avons analysées ont publié au moins 10 messages mentionnant le SUE ; 60 % d'entre eux provenaient de la chaîne 338, qui présentait souvent le travail des secouristes ukrainiens comme une activité militaire. Par exemple, le 25 décembre 2022, la chaîne a publié un message affirmant que les secouristes sont des militaires²³⁷ :

« Ces deux ou trois dernières semaines, on a constaté une augmentation significative des pertes parmi les secouristes (SES). On parle de pertes de 200 et 300 personnes²³⁸. Prin-

²³⁶ Cargo 200 signifie « pertes irrécupérables » (c'est-à-dire les soldats tués au combat) ; cargo 300 est un code pour les soldats blessés.

²³⁷ L'affirmation selon laquelle les secouristes du SUE seraient des militaires est fautive. Le SUE n'est pas une structure militaire, mais un service national de protection civile. Ses activités sont dirigées et coordonnées par le Cabinet des ministres d'Ukraine, par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur. Parallèlement, les secouristes du SUE peuvent participer aux interventions en cas d'attaques contre des installations militaires et, si nécessaire, coordonner ces interventions avec les forces armées. Conformément au chapitre 2, au titre de l'AP I des Conventions de Genève, cette mission ne les prive pas de leur protection et ne fait pas d'eux une cible légitime.

²⁴¹ Chapitre 1.

²⁴³ Dans le cadre de cette étude, nous avons analysé les chaînes Telegram et/ou les sites web officiels du président de la Russie, de la Douma d'État, du ministère de la Défense et du ministère des Situations d'urgence.

cipalement dans les oblasts de Kherson et de Kharkiv, et plus rarement dans l'oblast de Zaporijia. Pratiquement aucune perte n'est signalée dans l'oblast de Kyiv. Il s'agit principalement de projectiles et d'explosifs. Il semble que les pertes parmi les secouristes soient soit tenues secrètes, soit non divulguées [...] ; les messages sont publiés soit par des proches ou des connaissances, soit par des médias régionaux, soit, tout au plus, par les autorités régionales. Et voilà le problème [...] : les secouristes sont des militaires. Kyiv n'a absolument pas besoin d'augmenter les statistiques de pertes. »²³⁹

Les années suivantes, le nombre de ces messages a régulièrement augmenté, passant de 15 en 2023 à 59 en 2024. Cette hausse était principalement due aux « avertissements » standardisés diffusés sur le canal OMD, qui représentaient environ 40 % de l'ensemble des messages :

« Nous avertissons les services spéciaux chargés de répondre aux attaques. Vous êtes une cible prioritaire, c'est garanti. »²⁴⁰

Du 1er janvier au 31 octobre 2025, les chaînes ont publié 85 messages, soit le nombre le plus élevé enregistré durant la période étudiée. Près de 60 % de ces messages provenaient de la chaîne OMDK. Ce chiffre est en phase avec l'augmentation générale des attaques présumées contre les secouristes entre 2022 et 2025.²⁴¹

Les chaînes Telegram prétendument liées à des unités militaires russes spécifiques ont publié la plupart des messages mentionnant les secouristes ukrainiens, notamment les employés du SUE. Ces chaînes représentaient 60 % de toutes les publications analysées. Parmi elles figurent OMDK, Kuvalda | Vorschlaghammer | Massette | Sledgehammer, BPLA ROI, Wagner v Telegram, KOT DOBROKHOD BPLA, FOBOS BPLA, et d'autres. Des publications de ce type sont également apparues sur les chaînes de prétendus « experts » et « correspondants militaires » (7 % des messages). L'affiliation d'environ 22 % des chaînes reste incertaine. Les chaînes officielles russes que nous avons analysées n'ont soit fait aucun commentaire sur les attaques contre les secouristes ukrainiens, soit omis de mentionner²⁴² la présence des services d'urgence sur les lieux. Les sites de double-frappes²⁴³.

Environ 65 % des messages recensés menaçaient les services d'urgence. La quasi-totalité d'entre eux (98 %) sont apparus sur les chaînes OMDK et Kherson Osvobozhdenny sous forme d'avertissements standardisés concernant des double-frappes.

Par ailleurs, 18 % des publications présentaient les services d'urgence, les casernes de pompiers et les véhicules d'intervention d'urgence comme des cibles militaires. Par exemple, le 27 mai 2023, la chaîne Dva maiora a publié une liste d'« agences adverses appartenant au secteur de la défense et de la sécurité »²⁴⁴. Le SUE figurait sur cette liste²⁴⁵. La chaîne 338 a également partagé une publication similaire, présentant la formation du personnel du SUE à l'étranger comme équivalente à la formation militaire des FAU :

*« Compte tenu de la nature spécifique du SUE, il était plus simple d'envoyer les employés de ces services se former à l'étranger. Officiellement, ils ne font pas partie des FAU, mais ce sont des militaires. Les intervenants d'urgence ne se limitent pas au déminage (qui fait partie de leurs activités) ; il peut également s'agir d'interventions d'urgence, ce qui serait nécessaire en cas de repli. Par conséquent, les formations destinées aux intervenants d'urgence et organisées dans les pays de l'OTAN sont tout aussi importantes que la formation des FAU et l'apprentissage du maniement des armes occidentales. »*²⁴⁶

8 % des messages analysés contenaient des propos ridicules, sarcastiques ou ironiques à l'égard des intervenants d'urgence. Par exemple, le 16 juillet 2025, la chaîne Telegram officielle du SUE a publié un message concernant une double-frappe à Nikopol. Selon la publication, les secouristes évacuaient une civile blessée par l'incendie d'un drone FPV lorsque l'armée russe a frappé une seconde fois en larguant un explosif depuis un autre drone. Trois employés des services d'urgence et le mari de la victime ont été blessés. La publication comprenait une photo des secouristes blessés à l'hôpital.²⁴⁷ Le lendemain, la chaîne Telegram anonyme Kuvalda | Vorschlaghammer | Massette | Sledgehammer a réagi à l'incident en publiant les mêmes photos accompagnées d'un message se moquant des secouristes blessés et leur souhaitant la mort :

*« Massacre de Nikopol – le massacre des «khokhol» [terme péjoratif désignant les Ukrainiens] s'abat une fois de plus sur les secouristes. Suite aux explosions d'unités de climatisation défectueuses et aux violations du cessez-le-feu par les Ukrainiens, les secouristes qui tentaient d'empêcher la Russie de démanteler la zone tampon ont été dispersés dans tout Nikopol. Ces stupides «khokhol» restent maintenant à terre et ne sautent plus. Ils méritent tous de mourir. »*²⁴⁸



Photo d'un secouriste blessé lors d'une double-frappe à Nikopol. Source : Chaîne Telegram du Service national des situations d'urgence d'Ukraine (16 juillet 2025).²⁶⁰

Deux autres messages similaires se moquaient également de la mort des secouristes. Par exemple, le 8 août 2024, la chaîne anonyme Wagner v Telegram a commenté la double-frappe nucléaire qui a frappé la ville de Pokrovsk, dans l'oblast de Donetsk, et qui a fait sept morts, en écrivant :

*« Le chef adjoint du Service national des situations d'urgence de l'oblast de Donetsk s'est également rendu à Bandera. »*²⁴⁹

Suite à cet incident, le colonel Andrii Omelchenko, de la Protection civile, qui a consacré plus de 25 ans de sa vie aux services d'urgence, est décédé des suites de ses blessures.²⁵⁰

Un autre message publié sur la chaîne Kozachya Lopan Z se moquait du port de gilets pare-balles par les secouristes. Selon l'auteur de la chaîne, cela indiquerait la présence de cibles militaires à l'hypermarché Epicenter de Kharkiv, attaqué le 25 mai 2024, faisant 19 victimes civiles :

« On voit maintenant une vidéo de pompiers parcourant le site de l'hypermarché incendié. Ils portent non seulement des uniformes, mais

aussi des gilets pare-balles. On peut se demander pourquoi ils en portent. Ont-ils peur de quelque chose ? Craignent-ils des explosifs qui n'auraient pas explosé ? »²⁵¹

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, le port de gilets pare-balles est devenu la norme, voire une obligation, pour les secouristes dépêchés sur les lieux de frappes russes, que la cible soit civile ou militaire. Ceci témoigne de la menace croissante d'attaques ciblées, notamment de double-frappes.²⁵²

Environ 5 % des mentions établissent un lien entre les activités du SUE et l'implication de l'Ukraine dans les hostilités impliquant des étrangers et des pays de l'OTAN. La chaîne 338 a publié la plupart de ces messages et propage depuis mi-2022 l'idée que le SUE sert de couverture à l'« importation de mercenaires ».

Par exemple, le 2 mai 2023, la chaîne a publié un message concernant deux Canadiens, Kyle Porter et Cole Zelenko, membres volontaires de la Légion internationale, morts au combat près de Bakhmut. L'article expliquait que les deux hommes « étaient initialement associés à des unités du SUE dans l'oblast de Kharkiv » et que leurs fonctions dépassaient largement le cadre des missions de protection civile :

« Nous avons mentionné précédemment que les unités du SUE de l'oblast de Louhansk

avaient été redéployées dans les oblasts de Donetsk et de Kharkiv et qu'elles intervenaient [...] dans des zones de conflit, [notamment] à Bakhmut – lutte contre les incendies, sauvetage, déminage (selon leur attribution). En réalité, leur champ d'action est bien plus vaste. C'est ce qui permet la participation d'étrangers. Les idées reçues sur la médecine sont désormais obsolètes. »²⁵³

D'après des sources ouvertes, Kyle Porter a travaillé avec le SUE début 2022 comme secouriste dans les oblasts de Kyiv et de Kharkiv, en tant que volontaire de l'Organisation canadienne de secours international (ICSI). Il a notamment animé des ateliers pour les unités locales de pompiers et a participé personnellement à plusieurs opérations de sauvetage où il a porté secours à des civils et des soldats blessés, ce qui relève des missions de protection civile telles que définies par le droit international humanitaire²⁵⁴. À l'époque, d'après les informations disponibles, Porter n'était ni employé du SUE ni membre des forces armées. Nous n'avons trouvé aucune information confirmant la collaboration de Cole Zelenko avec le SES. Selon une interview accordée à Espresso, à son arrivée en Ukraine en 2022, il a immédiatement rejoint une unité militaire non identifiée des forces armées ukrainiennes en tant que combattant volontaire.²⁵⁵

Le 22 juin 2023, 338 a publié un autre article concernant l'ONG américaine R.T. Weatherman



Photo du colonel Andrii Omelchenko, de la Défense civile, décédé des suites d'une double-frappe aérienne sur Pokrovsk le 8 septembre 2024. Source : Livre commémoratif du ministère de l'Intérieur.²⁶¹

Foundation. Cet article mentionnait également l'un de ses employés, David Bramlett, ancien soldat de l'armée américaine et vétéran de la Légion internationale ukrainienne. La fondation contribue au rapatriement des corps des soldats américains morts en Ukraine. Le message reprenait l'affirmation selon laquelle le SUE servait de « couverture » pour attirer des « mercenaires étrangers » :

« Il a été confirmé que des conseillers occidentaux, comme auparavant, continuent d'utiliser le stratagème consistant à importer des mercenaires et à les légaliser en les intégrant aux unités du SUE. Ceci peut expliquer l'apparition de nouveaux mercenaires dans la région de Kherson ; après tout, des spécialistes [de la Fondation] et Bramlett s'y sont rendus avec des secouristes. »²⁵⁶

Selon le site web de la Fondation Weatherman, celle-ci coopère avec 20 organisations et institutions gouvernementales ukrainiennes²⁵⁷. Elle fournit une aide humanitaire, des formations en médecine tactique, l'identification ADN des victimes et des programmes de soutien psychologique aux militaires, etc²⁵⁸. La seule interaction avérée de la Fondation avec le SUE dans l'oblast de Kherson est une photo de David Bramlett publiée dans un article du Daily Beast le 30 juin 2023. Sur cette photo, il se tient à côté d'un camion transportant des caisses portant l'inscription « SUE d'Ukraine (oblast de Kherson) » et serre la main d'un homme en uniforme du SUE.

Il existe également des informations confirmées selon lesquelles l'organisation a participé aux opérations de secours après la destruction de la centrale hydroélectrique de Kakhovka durant l'été 2023, probablement en coordination avec le SUE²⁵⁹. Nous n'avons trouvé aucune information indiquant une implication de l'organisation dans le recrutement de "mercenaires étrangers".

3.2. Corrélation avec les schémas d'attaque

Cette rhétorique s'inscrit dans le récit russe plus large selon lequel l'Ukraine recrute délibérément des mercenaires étrangers pour combattre dans la guerre. En novembre 2025, le projet européen EUvsDisinfo avait identifié et réfuté plus de 170 messages au contenu similaire²⁶². D'après l'analyse du projet, ce récit vise à justifier l'invasion à grande échelle en donnant l'impression que des « combattants de l'OTAN », supposément agressifs envers la Russie, sont largement présents sur le territoire ukrainien²⁶³.

Depuis le début de l'invasion à grande échelle, des ressortissants étrangers ont rejoint l'armée ukrainienne selon un processus ouvert et légal, sans aucune « couverture » gouvernementale. Les informations relatives à la procédure de recrutement sont accessibles au public sur le site web officiel du ministère ukrainien de la Défense.²⁶⁴

Certaines chaînes Telegram ont également utilisé un langage déshumanisant pour présenter les secouristes comme des cibles légitimes. 4 % des messages Telegram que nous avons analysés employaient une rhétorique déshumanisante à l'égard des secouristes²⁶⁵. Plus de la moitié de ces messages sont apparus sur la chaîne OMDK après la publication du 5 juillet 2025, évoquant l'éventuelle inclusion du personnel et des positions du SUE dans la liste des « cibles prioritaires »²⁶⁶. Le 10 juillet 2025, le terme injurieux « petukhi »²⁶⁷ est utilisé pour la première fois pour désigner les secouristes, alors qu'il était auparavant employé uniquement pour désigner les militaires. (« Forts tirs signalés dans la zone des opérations d'artillerie. Nous attendons les "petukhi" du SUE. »²⁶⁸). Chaque message de ce type publié sur la chaîne mêlait cette rhétorique déshumanisante à des menaces. Par exemple, une publication du 14 août 2025 affirmait :

« Kherson. Zone rouge. [...] J'ai le pressentiment que les pertes parmi les "petukhi" du SUE vont augmenter de façon exponentielle. Tout mouvement de véhicules sera considéré comme une cible légitime. Toutes les infrastructures critiques sont des cibles légitimes. »²⁶⁹

Un message du 9 octobre 2025, publié sur le canal OMDK, constituait le premier appel public à la violence contre les équipes d'intervention d'urgence du SUE :

« Nous devons intensifier les opérations de minage à distance en lançant de nouvelles attaques contre les groupes chargés de gérer les conséquences, ainsi que contre le SES. »²⁷⁰

Le canal KOT DOBROKHOD | BPLA avait également partagé un message similaire appelant à la poursuite des frappes éclair, exactement quatre mois plus tôt, le 9 juin 2025 :

« Des sources ennemies se plaignent de pertes accrues parmi les forces armées et les soi-disant équipes d'intervention d'urgence (quel genre d'équipes tenteraient de récupérer du matériel et des armes sous les décombres ?) en raison des frappes éclair. Une tactique brillante ; il faut éliminer les survivants ; c'est le seul moyen d'être sûrs qu'ils ne réapparaîtront pas dans l'oblast de Kursk. »²⁷¹

Le changement de ton des messages concernant les services d'urgence, publiés sur plusieurs chaînes Telegram en 2025, coïncide avec l'augmentation du nombre d'attaques ciblées présumées contre ces mêmes services durant la même période. Après la publication du 5 juillet évoquant la possibilité de faire du SUE des « cibles prioritaires », la chaîne OMDK, centrée sur Kherson et Antonivka, a relayé ce message à deux reprises : les 28 septembre et 23 octobre.²⁷²

Au cours de ces quatre mois, Truth Hounds a recensé 12 cas d'attaques présumées contre des secouristes à Kherson et Antonivka, à partir de données de surveillance en ligne. Trois de ces attaques ont blessé six secouristes du SUE²⁷³, et trois autres ont endommagé du matériel de lutte contre les incendies et de secours²⁷⁴. Ce chiffre est six fois supérieur au nombre de cas similaires

²⁶⁵ Dans le cadre de cette étude, la rhétorique déshumanisante désigne les propos visant à priver un individu ou un groupe d'individus de leurs « caractéristiques humaines », rendant ainsi l'empathie à leur égard superflue et justifiant moralement diverses formes de violence.

²⁶⁷ Terme d'argot carcéral extrêmement péjoratif désignant un homme considéré comme le plus bas dans la hiérarchie carcérale (généralement un homme ayant subi des abus sexuels ou contraint à la soumission sexuelle). Il est également utilisé comme insulte homophobe.

enregistrés dans la ville au cours des six mois précédents, selon la même méthodologie. La plupart de ces attaques ont probablement été perpétrées à l'aide de drones, dont beaucoup permettent aux opérateurs de surveiller la cible en temps réel grâce à un flux vidéo en direct.²⁷⁵

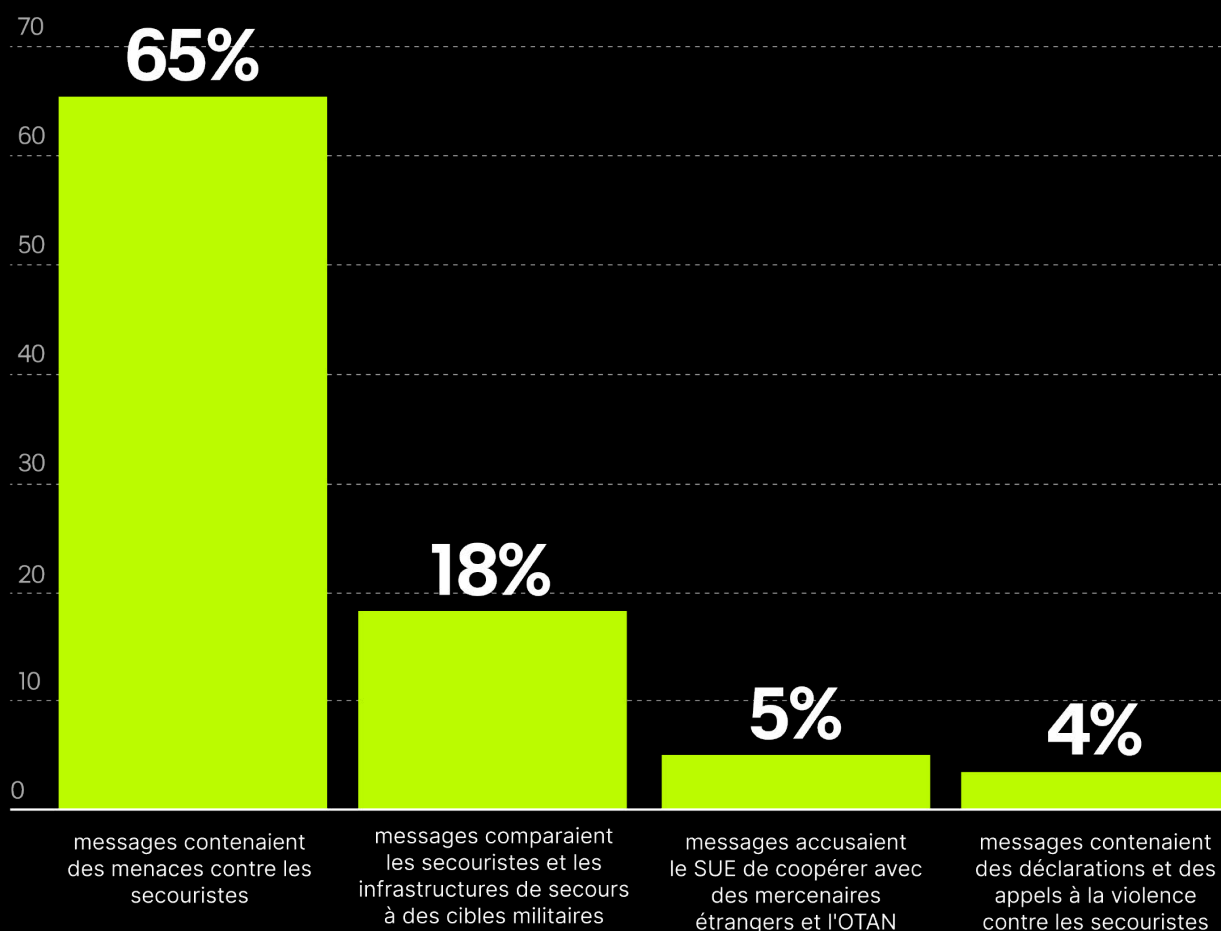
Ces données ne prouvent pas, à elles seules, un lien de causalité entre ces publications Telegram et les frappes directes contre les secouristes. Elles mettent toutefois en évidence une corrélation importante qui, combinée à d'autres éléments de preuve, pourrait contribuer à démontrer que les forces russes dans la région de Kherson ont intentionnellement ciblé le personnel du SUE.

LES MESSAGES ANALYSÉS PROVENANT DE CHÂÎNES TELEGRAM PRO-RUSSES CONTENAIENT LES ÉLÉMENTS SUIVANTS

Les pourcentages indiqués reflètent la part de l'ensemble des

169 messages

* Ces chiffres ont été obtenus par un codage binaire de chaque message selon les variables « menaces », « assimilation à du personnel militaire », « accusations de coopération avec l'OTAN ou des mercenaires étrangers », « déshumanisation » et « appels à la violence ». Un même message pouvant contenir plusieurs de ces caractéristiques, le total ne correspond pas à 100 %.



3.3. Conclusion

Les secouristes ukrainiens et le SUE ont été la cible récurrente de chaînes Telegram pro-russes. En 2022, la plupart des messages analysés étaient neutres à leur égard. Depuis mi-2024, des publications menacent de frappes « garanties » à double impact si les secouristes arrivent sur le lieu de l'attaque.

La chaîne Telegram anonyme OMDK a publié plus de ces messages que toute autre source et semble collaborer étroitement avec des unités russes dans le sud de l'Ukraine. Elle représentait plus de 50 % de toutes les références aux services d'urgence. Le nombre de publications a atteint un pic en 2025, lorsque la chaîne a décrit le personnel et les infrastructures du SUE à Kherson et dans la ville voisine d'Antonivka comme de possibles « cibles prioritaires ».

Les messages analysés provenant de chaînes Telegram pro-russes contenaient les éléments suivants. Les pourcentages indiqués reflètent la part de l'ensemble des 169 messages. Ces chiffres ont été obtenus par un codage binaire de chaque message selon les variables « menaces », « assimilation à du personnel militaire », « accusations de coopération avec l'OTAN ou des mercenaires étrangers », « déshumanisation » et « appels à la violence ». Un même message pouvant contenir plusieurs de ces caractéristiques, le total ne correspond pas à 100 %. 65 messages contenaient des menaces contre les secouristes. 18 messages comparaient les secouristes et les infrastructures de secours à des cibles militaires. 5 messages accusaient le SUE de coopérer avec des mercenaires étrangers et l'OTAN. 4 messages contenaient des déclarations et des appels à la violence contre les secouristes.

Ces publications sont incendiaires et présentent une image erronée du statut des intervenants d'urgence au regard du droit international humanitaire. Leur rhétorique contribue à légitimer les attaques contre ces intervenants en les présentant comme stratégiquement justifiées et éthiquement acceptables.

Photographie :
Pavlo Petrov

CHAPITRE 4

IMPACT DES ATTAQUES SUR LES SECOURISTES EN UKRAINE



Photographie :
Pavlo Petrov



**SERHII
NYZHNYK**

capitaine du Service de la protection civile, chef de la 14e unité nationale de lutte contre l'incendie et le secours, 3e brigade nationale de lutte contre l'incendie et le secours, médecin du SUE d'Ukraine dans l'oblast de Dnipropetrovsk²⁷⁶

Pour moi, être secouriste dans ces conditions, c'est garder espoir en l'humanité dans les situations les plus difficiles et [...] se rappeler que la vie humaine est le trésor le plus précieux au monde.

Depuis le début de l'invasion russe en 2014, et surtout après son escalade en 2022, les secouristes ukrainiens ont vu leurs missions et leur charge de travail considérablement augmenter. L'aide humanitaire, l'évacuation des populations civiles des zones de front, le déminage humanitaire, la maintenance des « points d'invisibilité » lors des coupures de courant et d'autres tâches sont venues s'ajouter aux défis et aux missions quotidiennes liés à la gestion des catastrophes²⁷⁷. Ces changements fondamentaux ont transformé de manière irrévocable non seulement l'expérience des secouristes, leurs tâches quotidiennes et leur bien-être personnel, mais aussi la nature même de leur travail d'urgence.

Ce chapitre décrit les conséquences possibles à long terme des attaques armées et de la guerre en général sur la protection civile en Ukraine. Il documente également certaines pratiques permettant aux secouristes de maintenir leur résilience face à des circonstances difficiles. Compte tenu des difficultés d'accès à certains répondants, détaillées dans la méthodologie, cette étude n'est pas exhaustive. Elle vise plutôt à systématiser les informations issues d'un nombre limité d'entretiens et de sources ouvertes afin de jeter les bases de recherches ultérieures.²⁷⁸

²⁷⁷ Réponse du SUE ; entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (10 septembre 2025).

²⁷⁸ Ce chapitre est largement basé sur 13 entretiens avec des secouristes du SUE, ainsi qu'avec des unités de pompiers volontaires et locales.



Point d'invisibilité du SUE à Kyiv lors de coupures massives d'électricité, de chauffage et d'eau, le 22 janvier 2026.
Source : Edward Matthews.²⁷⁹

4.1. Impact sur les opérations d'urgence

Dans certaines localités, en cas de guerre à grande échelle, le nombre d'appels à l'aide liés au conflit peut égaler, voire dépasser, celui des appels d'urgence classiques.

Anatoliy Torianyk, directeur adjoint du SUE dans l'oblast de Kharkiv, a déclaré qu'en septembre 2022, les bombardements étaient responsables de près de 100 % des incendies dans les communes proches de la ligne de front²⁸⁰. Truth Hounds a recueilli des informations similaires lors d'un entretien en 2025 avec un secouriste du SUE (Service d'État d'Urgence) du village de Velykyi Burluk, dans l'oblast de Kharkiv, situé à l'époque à une vingtaine de kilomètres de la ligne de front :



« Presque tous les appels sont désormais liés aux bombardements », a-t-il constaté.²⁸¹

Plus on s'éloigne de la ligne de front, plus la part des appels liés à la guerre diminue. Les secouristes des unités locales et des pompiers volontaires des villages de Pischyn et Donetsk, dans l'oblast de Kharkiv, situés respectivement à 50 et 80 kilomètres du front au moment de l'entretien, ont indiqué que la part des appels liés à la guerre était de 30 % et 10 %.²⁸² Les appels réguliers liés aux conséquences indirectes des attaques ont également augmenté au fil du temps et se sont étendus géographiquement. Dans les zones où les frappes ont endommagé les infrastructures critiques, les coupures de courant et de chauffage ont provoqué des incendies dus à une mauvaise utilisation des sources d'alimentation de secours²⁸³. Durant l'été, les incendies se sont multipliés dans les champs et les forêts, car la chaleur et la sécheresse ont permis aux feux d'artillerie de se propager rapidement sur de vastes zones²⁸⁴ :



« En 2024, nous recevions trois à quatre appels par jour. Cela a commencé en août et a

duré longtemps. Les chaudières et les poêles prenaient feu ; à cause de la guerre, les incendies se déclaraient souvent parce que les gens n'avaient ni eau ni électricité et étaient obligés de se réchauffer et de cuisiner comme ils pouvaient », a confié un pompier de l'oblast de Kharkiv à Truth Hounds.²⁸⁹

Avec l'augmentation de la charge de travail, les conditions d'intervention sont devenues beaucoup plus difficiles. Face aux menaces décrites dans les chapitres précédents, les secouristes ont modifié leurs procédures de sécurité. Dans les zones de première ligne, le port de gilets pare-balles, de casques et de trousse de premiers secours individuelles est devenu obligatoire²⁸⁵. Avant l'invasion à grande échelle, un secouriste transportait généralement une dizaine de kilogrammes d'équipement. Après 2022, cette charge pouvait atteindre 30 kilogrammes lors des interventions liées à la guerre²⁸⁶. Ce poids supplémentaire réduisait la mobilité et augmentait la fatigue physique, en particulier lors des interventions prolongées, souvent interrompues par de nouvelles menaces d'attaque²⁸⁷.

Pour se prémunir contre les risques de double déclenchement d'incendie, les secouristes, conformément aux recommandations du SUE (Service d'État d'État), désignent une personne sur place pour surveiller le ciel et alerter ses collègues en cas de danger potentiel²⁸⁸.

Si nécessaire, cette personne émet un signal spécial signifiant l'arrêt immédiat des travaux et l'évacuation des secouristes et autres personnes présentes sur les lieux (habitants, journalistes, représentants des services d'urgence) vers un abri :



« En cas d'urgence, nous [...] laissons tout tomber et partons. Même sur une échelle, nous disposons d'une à deux minutes après l'ordre d'évacuation pour soit secourir la personne et descendre, soit descendre nous-mêmes et nous mettre rapidement à l'abri », a déclaré Yaroslav Zaitsev, chef de la 41e unité d'intervention incendie de l'État à Kostyantynivka, lors d'un entretien avec Free Radio.²⁹⁰

Ces interruptions forcées peuvent avoir des conséquences graves pour la santé et la sécurité, car un incendie peut se propager de manière incontrôlée ou les opérations de déblaiement pour secourir des civils piégés peuvent être retardées²⁹¹.

Les services d'urgence du SUE peuvent recevoir des informations sur la menace d'attaques de la part des militaires²⁹² ou grâce à des détecteurs de drones (« Tsukorok », « Chuika », etc.)²⁹³ qui analysent les fréquences radio et signalent l'approche de drones à quelques kilomètres²⁹⁴. Les secouristes n'ayant pas accès à une communication directe avec les militaires (comme les pompiers volontaires ou les membres d'ONG) sont souvent informés des risques par le SUE une fois sur place²⁹⁵. Dans ce contexte, une coopération étroite et coordonnée entre le SUE et les militaires d'une part, et entre le SES, les pompiers locaux et volontaires et les bénévoles en général d'autre part, constitue l'un des mécanismes les plus efficaces pour protéger les secouristes et les civils contre les double-frappes. Les secouristes déployés en première ligne peuvent également recourir à des mesures de protection actives telles que la guerre électronique²⁹⁶. Cependant, selon un employé de la Croix-Rouge ukrainienne dans l'oblast de Mykolaïv, certains secouristes et volontaires ont cessé d'utiliser la guerre électronique en 2025. Ils craignaient que ces systèmes ne permettent aux forces russes de les localiser et ont constaté que de plus en plus de drones russes utilisent désormais un guidage par fibre optique, que la guerre électronique ne peut perturber.²⁹⁷

Si les détecteurs de drones et la guerre électronique contribuent à la protection contre les attaques de drones, le blindage des véhicules d'urgence offre une protection plus étendue contre les impacts directs et les effets des éclats d'obus.

²⁹² La coordination entre les secouristes et les soldats découle de l'accès exclusif des militaires à certains types de données de renseignement, ce qui est crucial pour la protection contre les attaques armées dans l'exercice de leurs fonctions.

²⁹³ Les détecteurs de drones sont un type de renseignement électronique (RENS) qui permettent de détecter rapidement les menaces aériennes en captant les signaux et fréquences radio. Leur utilisation s'est généralisée avec l'essor des drones. Relativement peu coûteux et efficaces, ils sont également utilisés par des civils, notamment des bénévoles et la Croix-Rouge ukrainienne. Interview de Truth Hounds avec RE-018.

²⁹⁶ La guerre électronique (GE) est un ensemble de moyens techniques et de mesures tactiques visant à perturber ou brouiller les canaux électromagnétiques afin d'empêcher l'ennemi de communiquer, de naviguer ou de contrôler efficacement ses drones, ou encore de protéger ses propres systèmes. Les composantes clés de la GE sont la suppression radioélectronique, le renseignement radioélectronique et la protection contre les drones ennemis

Dès le début de l'invasion à grande échelle, les services de protection civile ont utilisé des véhicules blindés pour les opérations d'urgence et l'évacuation des populations civiles des zones proches de la ligne de contact²⁹⁸. Cela a permis de sauver la vie de leurs passagers à plusieurs reprises lors de bombardements. Par exemple, le 24 août 2024, un drone FPV a attaqué le groupe d'évacuation « Phoenix » des services d'urgence, qui opérait dans la ville d'Ukrainsk, dans le raïon de Pokrovsk, oblast de Donetsk. Au moment de l'attaque, deux secouristes, un policier et quatre personnes évacuées, dont un enfant de 8 ans, se trouvaient dans une voiture blanche portant les insignes des services d'urgence. Grâce au blindage, personne n'a été blessé²⁹⁹. Certains civils ont refusé d'évacuer, craignant des frappes ciblées en route à bord de véhicules non blindés.³⁰⁰

Depuis 2025, le SUE publie régulièrement des photos de ses véhicules d'intervention d'urgence équipés d'un blindage à lames, en guise de contre-mesure face aux attaques de drones³⁰¹. Cela laisse supposer que les attaques contre le matériel de secours ont contraint le service à adopter de nouvelles mesures de protection afin de préserver ses ressources rares et essentielles. Face à l'augmentation des dommages subis par les véhicules, le SUE a ouvert des ateliers de réparation distincts sur différents sites.³⁰²



Un véhicule du SUE à Nikopol, doté d'un blindage à lames pour se protéger des drones, décembre 2025. Source : Edward Matthews.³⁰³

Fournir aux secouristes des équipements de protection individuelle (EPI) et réparer le matériel endommagé exige un investissement considérable en temps, en argent et en efforts, autant de ressources fortement limitées en situation de guerre à grande échelle. Si, dans la plupart des cas, les EPI et le matériel endommagé peuvent être rachetés ou réparés dans un environnement relativement sûr, la réparation des casernes de pompiers endommagées à proximité du front est souvent beaucoup plus difficile, voire impossible. L'instabilité sécuritaire et le risque de nouvelles attaques empêchent souvent une remise en état complète. De ce fait, les premiers intervenants effectuent généralement eux-mêmes les réparations de base (remplacement de fenêtres, réparation de toitures, etc.) avec les moyens du bord³⁰⁵. L'état insalubre des locaux où le personnel passe une grande partie de son temps de travail peut également compliquer les conditions de travail dans les zones les plus dangereuses.

La nécessité de s'adapter aux défis de la guerre a entraîné des changements administratifs dans la gestion des urgences. Parmi ceux-ci, le développement accru des unités locales et de pompiers volontaires qui, à l'instar des unités du SUE (Service d'État d'Urgence), interviennent aussi bien pour les appels d'urgence réguliers que pour les appels liés à la guerre³⁰⁶. Au 31 octobre 2025, l'Ukraine comptait 1 034 unités locales de sapeurs-pompiers et 1 177 unités de volontaires.³⁰⁷ Selon Olha Malyarchuk, directrice adjointe de l'administration de l'oblast de Kherson, les sapeurs-pompiers locaux et volontaires de l'oblast de Kherson ont éteint 610 incendies en 2024, soit 25 % du total dans l'oblast³⁰⁸.



Le robot de lutte contre les incendies tactique Magirus Wolf R1 apporte son aide suite à une attaque russe dans l'oblast d'Odessa, en avril 2024. Source : SES.³⁰⁴

Le développement de ces unités renforce la résilience et l'autonomie des communautés, notamment celles situées près du front, et consolide les efforts de l'État pour faire face aux conséquences de la guerre.

Par ailleurs, le contexte de conflit armé a accéléré le développement et le déploiement d'innovations visant à réduire les risques et à faciliter le travail des secouristes³⁰⁹. Les drones et les systèmes robotisés de lutte contre les incendies sont notamment devenus indispensables. Les drones permettent d'évaluer l'ampleur d'une urgence, d'inspecter les bâtiments résidentiels endommagés étage par étage et d'effectuer des tâches similaires. Ces dernières sont utiles, par exemple, pour répondre aux attaques contre le secteur pétrolier et gazier, où, outre la menace de nouvelles frappes, s'ajoutent les risques liés à la dépressurisation des réservoirs et à l'inflammation de substances inflammables. Les systèmes robotisés aident également les secouristes à éviter les risques inutiles lors de la manipulation d'engins explosifs susceptibles de détoner³¹⁰. Ces innovations constituent une réponse nécessaire aux nouveaux défis de la guerre, qui ont rendu l'intervention directe du personnel dans les opérations de recherche et de sauvetage nettement plus dangereuses qu'en temps de paix.

4.2. Impact sur le bien-être physique des secouristes

Une évaluation complète de l'impact des attaques armées et de la guerre en général sur la santé physique des secouristes est particulièrement difficile en raison du manque de données. Selon les données du SUE, entre le 24 février 2022 et le 31 octobre 2025, 550 secouristes ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions, dont plus de 115 lors d'opérations de déminage³¹¹. Parallèlement, d'après le suivi en sources ouvertes de Truth Hounds, au moins 258 secouristes ont été blessés lors d'attaques armées, dont plus de la moitié lors de double-frappes. Notre équipe n'a pas recueilli de données distinctes sur les blessures subies lors du déminage.

L'impact des attaques armées et de la guerre sur la santé physique ne se limite pas aux conséquences directes telles que les blessures ou les traumatismes. Un niveau de stress élevé, une charge de travail excessive, le manque de sommeil et le travail dans des conditions de températures extrêmes (froid ou chaud), entre autres facteurs, peuvent également entraîner des problèmes de santé chroniques et nuire à la santé des secouristes en général. Les unités locales et de pompiers volontaires sont particulièrement vulnérables, car elles sont souvent composées de personnel âgé³¹². Selon plusieurs personnes interrogées, cette répartition par âge reflète l'absence, ou l'insuffisance, d'exemptions de service militaire pour les jeunes employés et volontaires en âge de travailler dans ces unités.³¹³



« Depuis 2022, deux employés sont décédés de problèmes cardiaques et deux autres ont été victimes d'AVC liés à leur âge. [...] Un employé de 62 ans est décédé après avoir terminé son service, être rentré chez lui et avoir péri. Le stress lors des interventions est très intense. Les pompiers travaillent 20 à 25 ans dans les services d'incendie et de secours de l'État, inhalant de la fumée, [...] prennent leur retraite puis rejoignent les unités locales, déjà épuisés. On prend qui se présente, car on n'a pas le choix », a déclaré le responsable de l'unité Situations d'urgence, Protection civile et Protection du travail d'un conseil de village de l'oblast de Kharkiv, lors d'un entretien avec Truth Hounds.³¹⁵

Dans un autre entretien avec Truth Hounds, un pompier de 47 ans, employé d'une unité locale d'une autre commune de première ligne de l'oblast de Kharkiv, a déclaré avoir été en arrêt maladie pendant plus de quatre mois suite à un AVC. Il soupçonnait un lien avec le stress professionnel, bien que cela n'ait pu être confirmé.³¹⁶

À la suite de blessures graves, les secouristes peuvent perdre temporairement ou définitivement leur capacité à exercer leur métier, souvent très exigeant physiquement. Le départ soudain de ce personnel expérimenté et qualifié peut compli-

quer le recrutement de remplaçants compétents et soulever des questions quant au rôle que les secouristes blessés pourraient jouer dans le futur système de protection civile.

4.3. Impact sur la santé mentale des secouristes

Depuis février 2022, l'une des principales missions des secouristes consiste à intervenir après les attaques armées contre des bâtiments civils. Cela inclut la recherche de survivants sous les décombres et, parfois, la récupération de corps. Selon l'ampleur des dégâts et les conditions techniques, ces opérations peuvent durer de quelques heures à plusieurs jours. Outre le stress et la fatigue importants engendrés par le travail lui-même, les secouristes font souvent part de la crainte de ne pas pouvoir atteindre les victimes à temps.³¹⁷ Le risque élevé de tirs répétés constitue un facteur de stress supplémentaire, exigeant une vigilance constante et pouvant provoquer de l'anxiété et un sentiment de culpabilité lorsque les opérations de sauvetage sont suspendues pour des raisons de sécurité.



« Bien qu'il y ait eu quelques incidents effrayants auparavant, cela restait marginal. Désormais, le plus terrifiant est de devoir dégager des personnes, notamment des enfants, des décombres. C'est extrêmement stressant. À cela s'ajoutent les tirs de double frappe. L'anxiété a considérablement augmenté dans l'oblast de Kharkiv à cause de cela... Les gens sont même pris de panique et refusent d'intervenir. [...] C'est vraiment terrifiant pour eux et cela a tout bouleversé. Chaque jour semble être le dernier. [...] Les secouristes sont confrontés à cette situation au quotidien », a déclaré Viktoriia Kryvolapchuk, cofondatrice du projet Brave Minds, qui offre un soutien psychologique aux secouristes du SUE.³¹⁴

Ce sentiment constant de danger s'intensifie lorsque les secouristes perdent des collègues en service. C'est particulièrement vrai lors des tirs

de double frappe, où les secouristes sont souvent témoins directs des blessures mortelles ou de la mort de leurs collègues. Cette expérience traumatisante peut engendrer un sentiment de culpabilité du survivant et avoir de graves conséquences psychologiques à long terme.

“

« Les secouristes forment une grande famille. [...] Le plus dur, c'est de perdre un collègue, un ami, un frère d'armes. C'est vraiment difficile à vivre pour eux. Des hommes – grands, adultes, forts – pleurent comme des enfants. On ne s'en remet pas : on ne peut pas faire la paix avec ça, parce qu'on travaillait ensemble, on partait en service, et maintenant, quand on rentre... Ces armoires portent encore les noms, que personne n'a évidemment enlevés... c'est vraiment dur à accepter », a confié Maryna Averina, responsable du service des relations médias et publiques de la Direction principale du SUE de l'oblast d'Odessa, lors d'un entretien avec la Première chaîne locale³¹⁸.

Ses collègues Denys Kolesnikov³²⁰ et Vitaliy Ali-mov³²¹, du 6e bataillon d'intervention d'urgence du SUE de l'oblast d'Odessa, sont décédés des suites d'une double-frappe à Odessa le 15 mars 2024.³²²

Pour de nombreux secouristes, ces événements se déroulent dans des lieux familiers. Ils travaillent dans des rues et des bâtiments qu'ils connaissent bien, sachant que la prochaine frappe pourrait toucher leur domicile ou leur famille. Même si cela reste souvent implicite, cette réalité renforce leur sens des responsabilités professionnelles et accentue la pression psychologique.

“

« Vous voyez combien de nos maisons sont détruites ici. La famille de ma femme vivait à Kamiansk³²³. Je les ai évacués ; 90 % des maisons ont disparu. Tout a été touché. Et j'ai vu comment les gens avaient construit leur vie là-bas. Le grand-père de ma femme... Il a survécu à une guerre, puis à une autre. C'est très dur. Et sa maison n'est plus là. Je m'y suis

rendu trois fois en intervention. J'ai éteint l'incendie moi-même », a déclaré Roman Ponomarov, chef de la garde des pompiers de Stepanohirsk, dans l'oblast de Zaporijia, lors d'un entretien avec Suspilne Zaporijia³²⁴. Au moment de l'entretien, Stepanohirsk se trouvait à environ 4 kilomètres des positions militaires russes.³²⁵

En fonction de l'évolution de la situation en première ligne, les secouristes sont souvent contraints de quitter leur domicile et de se relocaliser à l'intérieur du pays lorsque le niveau de danger atteint des proportions injustifiées ou lorsqu'une ville est occupée. Par exemple, pour ces raisons, Mykhailo Tymchak, secouriste originaire du raïon de Bakhmut, dans l'oblast de Donetsk, a changé de lieu d'intervention au moins deux fois. D'après les informations disponibles, en juin 2025, il travaillait dans la ville de Lyman, dans l'oblast de Donetsk, et à proximité de la zone où les combats se sont intensifiés en janvier 2026³²⁶. De plus, de nombreux secouristes déployés en première ligne évacuent leur famille et vivent séparés d'eux pendant de longues périodes, se privant ainsi d'un soutien et d'une source de force essentiels. Ces circonstances personnelles peuvent alourdir leur travail quotidien et avoir un impact négatif sur leur santé mentale.³²⁷



Obsèques de Denys Kolesnikov, secouriste décédé à la suite d'une double-frappe à Odessa le 15 mars 2024. Source : Direction générale des services d'urgence de l'oblast d'Odessa.³¹⁹

³²⁷ Cette question est fréquemment évoquée dans les interviews de secouristes publiées sur les comptes Instagram et Facebook de la Direction principale du SUE de l'oblast de Donetsk. Près de 100 témoignages ont été rassemblés sur ces plateformes. Chacun d'eux décrit le parcours du secouriste jusqu'à son entrée au service du SUE, son intervention la plus marquante, sa situation personnelle après le 24 février 2022, ainsi que ses aspirations. Dans cette dernière partie, les secouristes expriment souvent leur désir de retrouver leurs familles après la fin de la guerre.

4.4. Conclusion

L'invasion à grande échelle a profondément transformé la protection civile en Ukraine. D'une part, la nécessité de répondre aux conséquences des attaques armées, conjuguée au ciblage généralisé des secouristes, des casernes de pompiers et des véhicules d'intervention d'urgence, a exercé une pression sans précédent sur le personnel, affectant à la fois sa capacité à sauver des vies et son bien-être physique et mental. D'autre part, l'augmentation dramatique des besoins humanitaires, notamment dans les zones de première ligne, ainsi que l'évolution rapide des moyens et méthodes de guerre, ont contraint les secouristes à s'adapter rapidement, à trouver des solutions technologiques, à renforcer la coordination avec les volontaires et les forces armées, et à consolider les capacités locales.

Malgré ces circonstances difficiles et les attaques ciblées, les secouristes demeurent un pilier essentiel de la société ukrainienne. Outre la gestion des conséquences des attaques armées, ils ont assumé un large éventail d'autres missions liées au sauvetage de vies humaines et à la protection de la population civile en période de conflit armé : des évacuations des zones de première ligne à la mise en place de « points d'invincibilité ». Ces efforts ont permis au SUE d'acquérir l'un des plus hauts niveaux de confiance parmi les institutions étatiques, juste après les Forces armées ukrainiennes³²⁸. En retour, le soutien et la reconnaissance de la société ont été une source essentielle de motivation et d'inspiration pour les secouristes, qui travaillent dans des conditions extrêmes depuis quatre années consécutives.³²⁹

Face à la poursuite du conflit et à la recrudescence des attaques contre les services d'urgence, les secouristes du SUE, ainsi que ceux des unités locales et de pompiers volontaires, continuent de faire face à un besoin important de soutien financier, technologique et médico-psychologique. Dans ce contexte, la solidarité et l'aide des partenaires demeurent indispensables pour renforcer la résilience du système de défense civile ukrainien.

CONCLUSION

Depuis le début de l'invasion russe à grande échelle, les secouristes ukrainiens sont confrontés à des risques et à une pression sans précédent, dus à une forte augmentation de leur charge de travail et à des attaques russes ciblées.

Dans le cadre de ce rapport, nous avons identifié deux principaux types d'attaques : les double-frappes et les attaques contre les casernes de pompiers. Leur nombre a augmenté chaque année depuis février 2022, atteignant un pic en 2025. Nous avons également documenté de nombreux cas de secouristes ukrainiens pris pour cible lors d'évacuations et d'opérations de déminage, ainsi que des actes de « chasse » délibérée aux véhicules d'urgence. Ces tendances témoignent d'une forte augmentation des dangers auxquels sont confrontés les secouristes en Ukraine et soulignent l'urgence d'une solidarité et d'un soutien internationaux accrus.

La plupart de ces attaques ont été recensées dans les zones de première ligne. Cette concentration géographique peut s'expliquer en partie par l'intensité plus élevée des hostilités dans ces zones, mais elle suggère également une stratégie militaire plus large visant à saper les efforts des services d'urgence dans les communautés les plus touchées par la guerre. Cette hypothèse est étayée par 169 publications sur des chaînes Telegram pro-russes identifiées par l'équipe de Truth Hounds. Certains de ces messages contiennent des menaces directes contre les secouristes ukrainiens, les présentent comme des cibles militaires légitimes, emploient une rhétorique déshumani-

sante et certains incitent ouvertement à la violence.

Les attaques ciblées contre les secouristes peuvent avoir des conséquences à long terme sur le bien-être et la résilience des communautés locales. En particulier, la menace persistante de frappes multiples et ciblées crée de sérieux obstacles à la rapidité d'intervention des secours, mettant à rude épreuve les secouristes et augmentant le risque que les civils ne reçoivent pas d'aide vitale aux moments critiques. Les attaques contre les casernes de pompiers, qui peuvent servir de centres névralgiques pour les interventions d'urgence et d'abris pour la population, peuvent entraîner le redéploiement forcé du personnel, allongeant ainsi les délais d'intervention dans les zones touchées. De plus, la plupart des attaques, quel que soit leur type, constituent une menace directe pour les secouristes, qui sont fréquemment blessés, et endommagent les véhicules et équipements d'urgence essentiels.

Compte tenu du rôle crucial des secouristes ukrainiens dans la protection des civils en temps de guerre à grande échelle, les acteurs nationaux et internationaux devraient redoubler d'efforts pour renforcer leurs capacités opérationnelles et leur apporter un soutien médical et psychologique complet. Ils devraient également donner la priorité à l'identification des responsables d'attaques délibérées contre les intervenants d'urgence et poursuivre les poursuites en vue de les faire rendre des comptes par le biais des mécanismes de justice pénale existants.



Photographie :
Pavlo Petrov

Annexe 1

Historique des double-frappes dans les conflits armés internationaux

Les double-frappes ciblant les services d'urgence ont été utilisées dans de nombreux conflits armés contemporains. Parmi les premiers incidents, on compte la guerre de Bosnie-Herzégovine³³⁰. Selon le témoignage du photojournaliste norvégien Morten Hvaal, qui a couvert les événements dans le pays de septembre 1992 à août 1994, des tireurs d'élite de l'armée de la Republika Srpska ont tiré sur des piétons dans les rues, leur infligeant délibérément des blessures non mortelles. Lorsque des personnes se sont rassemblées pour porter secours aux blessés, les soldats ont ouvert le feu, tuant certaines d'entre elles. D'après Hvaal, ces secondes attaques étaient dépourvues de toute logique militaire et il estimait qu'elles représentaient une forme de « plaisir morbide » pour leurs auteurs.³³¹

Certains attentats-suicides suivent une logique opérationnelle comparable, impliquant une seconde explosion, presque simultanée, parfois perpétrée par un second kamikaze, visant les secouristes ou les civils rassemblés après la première explosion.³³²

Les auteurs peuvent justifier ces attaques comme un moyen de maximiser les dégâts. Si l'explosion initiale cible les forces ennemies, par exemple des militaires ou des dirigeants politiques, la frappe de suivi viserait à infliger un maximum de dégâts aux personnes touchées par la première explosion et à celles perçues comme leurs soutiens, tels que les secouristes et les organisations humanitaires.

³³⁰ Dans le cadre de cette étude, nous nous concentrons sur les attaques par double tir, une tactique visant spécifiquement à nuire aux secouristes arrivant sur les lieux après une première frappe. Toutefois, l'origine des attaques par double tir se trouve dans le domaine des armes à feu, où le terme désignait historiquement une méthode de tir consistant à tirer deux coups rapides et successifs sur la même cible afin d'optimiser les chances de la neutraliser. L'utilisation potentiellement justifiée des attaques par double tir comme stratégie militaire, cependant, dépasse le cadre de ce rapport.

Dans cette optique, cette tactique pourrait également avoir pour but d'éroder la confiance du public envers l'autorité contrôlant le territoire en soulignant sa faiblesse et son incapacité à assurer une protection adéquate.

La première attaque documentée de type « double frappe » impliquant des drones a eu lieu le 16 mai 2009 au Nord-Waziristan, au Pakistan. Ce jour-là, les forces américaines ont lancé deux missiles tirés par drone, touchant des membres d'une branche locale des Talibans³³³. Peu après le début des opérations de déblaiement, une seconde frappe de drone aurait touché le site, doublant le nombre de morts à environ 29 personnes, dont six civils.³³⁴

Aux États-Unis, les organisations de défense des droits humains et les universitaires ont vivement critiqué le recours à cette tactique, soulignant qu'elle accroît le nombre de victimes parmi les secouristes et dissuade les témoins et les services d'urgence de porter secours aux victimes par crainte d'être eux-mêmes pris pour cible. Il en résulte des pertes humaines et matérielles plus importantes et évitables parmi les civils³³⁵. De plus, cette tactique soulève des questions quant au respect du principe de proportionnalité. Les données du Bureau of Investigative Journalism indiquent qu'au Pakistan, les attaques de type « double-tap » ont causé la mort d'au moins 50 secouristes entre 2009 et 2012³³⁶. Ce chiffre pourrait indiquer la commission de crimes de guerre et justifie une analyse plus approfondie.³³⁷

L'historique du recours par la Russie aux attaques de type « double-tap » est étroitement lié à son implication dans la guerre civile syrienne, de septembre 2015 à décembre 2024. En juillet 2022,

l'organisation non gouvernementale Syria Justice and Accountability Centre avait confirmé 58 incidents de ce type, dont 22 auraient été menés par l'armée russe, soit conjointement avec les forces armées syriennes, soit de manière indépendante³³⁸. Selon les White Helmets³³⁹, organisation de défense civile syrienne, une part importante de ces frappes visait initialement des infrastructures civiles, avant de s'en prendre aux secouristes bénévoles³⁴⁰. Après l'entrée en guerre de la Russie en 2015, la fréquence et l'impact destructeur de ces double-frappes ont considérablement augmenté.³⁴¹

Les défenseurs des droits humains soulignent qu'en Syrie, cette tactique avait pour but d'« infliger un maximum de dommages aux civils, de saper la capacité des organisations humanitaires à fournir une aide vitale et d'intimider la population pour la contraindre à la soumission »³⁴².

De ce bref aperçu de l'utilisation des double-frappes à travers différentes périodes et contextes géographiques, deux objectifs possibles, non exclusifs, se dégagent :

- Premièrement, les double-frappes peuvent viser à garantir et amplifier les effets des frappes initiales sur des objectifs militaires légitimes. Dans cette perspective, cette tactique peut être considérée comme stratégiquement justifiée dans certaines circonstances, lesquelles doivent être évaluées au cas par cas. Toutefois, cela ne les rend pas nécessairement licites au regard du droit international humanitaire (DIH), qui exige le strict respect des principes de distinction, de proportionnalité et de précaution en matière d'attaques.³⁴³
- Deuxièmement, les double-frappes peuvent viser à terroriser la population civile afin de réprimer toute résistance ou de saper le soutien aux forces armées ou aux autorités adverses, comme on l'observe, par exemple, en Syrie³⁴⁴. Dans de tels cas, cependant, les attaques ne doivent pas être des incidents isolés, mais se produire avec une certaine régularité, créant progressivement un climat de peur et de désespoir alimenté par le risque de ne pas recevoir d'aide au moment où elle est cruciale.³⁴⁵

Références et notes de bas de page

- 1 Entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (10 septembre 2025).
- 2 Entretien de Truth Hounds avec Viktoriia Kryvolapchuk (26 janvier 2026).
- 3 Truth Hounds (2024). *Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine*. PP. 61-62. URL : <https://truth-hounds.org/en/cases/cruelty-cascade/> (consulté le 02.04.2026).
- 4 Conformément à l'article 8 du Code pénal ukrainien, les autorités ukrainiennes chargées de l'application de la loi peuvent engager des poursuites pénales en vertu du principe de la compétence universelle. Cela s'applique dans les cas prévus par les traités internationaux ou lorsqu'une personne a commis des crimes graves ou particulièrement graves contre les droits et libertés des citoyens ukrainiens ou contre les intérêts de l'Ukraine.
- 5 Protocole additionnel I aux Conventions de Genève (1977).
- 6 Notre définition des intervenants d'urgence exclut les forces de police, le personnel de santé et les travailleurs humanitaires. Nous nous concentrons exclusivement sur les personnes exerçant des fonctions de protection civile, que l'on appelle parfois familièrement « pompiers », bien qu'en réalité leurs missions dépassent largement la simple lutte contre les incendies.
- 7 Dans le cadre de cette étude, nous faisons référence à deux définitions des « agressions contre les intervenants d'urgence » : la définition théorique, telle qu'elle est présentée dans ce texte, et la définition opérationnelle, qui a été utilisée lors du suivi et du codage d'incidents spécifiques. Pour plus d'informations sur ces définitions et leur justification, veuillez vous reporter au livret de codage figurant à l'annexe 3 du présent rapport.
- 8 Le SUE est un organisme civil dont les activités sont définies et supervisées par le Conseil des ministres par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur de l'Ukraine.
- 9 Les unités locales de lutte contre l'incendie sont des unités de lutte contre l'incendie implantées dans les collectivités où il n'existe pas d'unités du Service d'urgence d'État (SUE). Elles sont créées par les collectivités locales en coordination avec le SUE. Leur personnel est salarié et doit posséder les qualifications académiques et professionnelles requises. Voir : Code de la protection civile de l'Ukraine, article 62, « Service local de lutte contre les incendies », URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/5403-17#n917> (consulté le 02/04/2026).
- 10 Les unités de pompiers volontaires sont des unités de lutte contre les incendies présentes dans les collectivités locales ne disposant pas d'unités du Service d'urgence d'État (SES). Elles sont créées par les collectivités locales, des organisations de la société civile ou des entreprises, en coordination avec le SES. Leur personnel n'est pas tenu de posséder une formation ou une qualification professionnelle spécifique et ne perçoit pas de salaire, bien qu'il puisse se voir accorder une rémunération. Voir : Code de la protection civile de l'Ukraine, article 63, « Service volontaire de lutte contre les incendies », URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/5403-17#n917> (consulté le 02/04/2026).
- 11 Entretien de Truth Hounds avec RE-002 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-003 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-004 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-005 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-006.
- 12 Parmi les termes clés figuraient « ДСНС » (« SUE »), « рятувальник », « надзвичайник », « вогнеборець », (« secouriste »), « ДПЧ » (« unité d'État de lutte contre les incendies et de sauvetage »), « повторна атака », « повторний обстріл », « повторний удар » (« frappe en double »). Cette liste n'est pas exhaustive et peut varier en fonction de la source spécifique.
- 13 En raison des données disponibles, notre suivi s'est principalement concentré sur le personnel du SUE.
- 14 Pour des raisons de sécurité, nous ne publions pas d'informations concernant la localisation précise des incidents. Toutefois, nous examinerons les demandes individuelles concernant ces informations au cas par cas, en fonction du besoin d'en connaître, et nous pourrions les communiquer à des fins telles que la justice ou la recherche universitaire.
- 15 D'après les données du ministère du Développement des communautés et des territoires d'Ukraine. Ministère du Développement des communautés et des territoires d'Ukraine (2025). Liste des territoires sur lesquels se déroulent (ou ont eu lieu) des combats ou qui sont temporairement occupés par la Fédération de Russie. Verkhovna Rada d'Ukraine, URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/z0380-25#Text> (consulté le 02/04/2026).
- 16 Vous trouverez plus de détails sur ces caractéristiques au chapitre 2.1.
- 17 Une description plus détaillée de chaque variable utilisée pour coder ces données, ainsi que les valeurs possibles de ces variables, figure dans le cahier de codage. Voir : annexe 2.
- 18 À l'exception de l'oblast de Khmelnytskyi, où l'entretien a été mené en 2023. Dans ce contexte, notre compréhension de la tactique des double-frappes repose en grande partie sur les entretiens que nous avons menés avec différentes catégories de personnes interrogées (personnel des services d'urgence, civils, experts en armement balistique russe et en chaîne de commandement, etc.), dans le cadre de l'étude de 2024. Voir : Truth Hounds (2024). *Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine*. pp. 61-62. URL : <https://truth-hounds.org/en/cases/cruelty-cascade/> (consulté le 02/04/2026).
- 19 Truth Hounds (2023). Code de déontologie des documentaristes. URL : <https://truth-hounds.org/en/document/code/> (consulté le 02/04/2026).
- 20 Selon la réponse de la direction du SUE à la demande officielle datée du 10 septembre 2025 (reçue le 4 novembre 2025), l'impossibilité d'associer pleinement le personnel du SUE au processus d'entretien était due à la « l'affectation du personnel à des missions urgentes liées à la gestion des conséquences des bombardements [et] des incendies, ainsi qu'à [...] la rotation constante du personnel des unités du SUE afin d'assurer l'exercice efficace des fonctions officielles, en particulier pendant [...] la loi martiale. »
- 21 Pour des raisons de sécurité, les versions publiques des ensembles de données ne contiennent pas les coordonnées géographiques précises que nous avons identifiées pour la plupart des incidents liés à des attaques par double-tap et aux casernes de pompiers. Toutefois, nous examinerons les demandes individuelles concernant ces données émanant des forces de l'ordre, des défenseurs des droits de l'homme, des universitaires, des journalistes et d'autres parties prenantes pour qui ces informations pourraient s'avérer utiles dans le cadre de recherches approfondies et de la couverture médiatique des attaques visant les services d'urgence en Ukraine et ailleurs.
- 22 Cet ensemble de données n'inclut pas les incidents au cours desquels des secouristes ont été tués ou blessés par l'explosion d'une mine. Bien que ces incidents représentent une part considérable des victimes parmi les secouristes, ils ne constituent pas des attaques directes et potentiellement délibérées, les mines étant par nature aveugles. Cela dit, on pourrait faire valoir que le personnel de la protection civile, qui est principalement chargé du déminage, est exposé à un risque disproportionné de subir de tels traumatismes. Toutefois, en raison de la portée limitée du présent rapport, ces cas ne sont pas inclus dans l'analyse.
- 23 Réponse de SES à une demande d'informations formulée par Truth Hounds (7 janvier 2026).
- 24 507 et 110, respectivement.
- 25 415 et 34, respectivement ; le 5 novembre 2025, le ministre ukrainien de l'Intérieur, Ihor Klymenko, a indiqué sur sa chaîne Telegram qu'au cours des trois derniers mois, les forces russes avaient mené plus de 60 attaques contre des unités du Service national des situations d'urgence, faisant cinq morts et plus de 30 blessés parmi les secouristes. Ihor Klymenko | Ministère de l'Intérieur / La Russie a frappé les unités du SUE plus de 60 fois au cours des trois derniers mois (@Klymenko_MVS), (05/11/2025). Telegram, URL : <https://archive.ph/ZFWc7> (consulté le 02/04/2026).
- 26 Les raisons possibles des écarts entre les chiffres issus de la surveillance TH et ceux des données SES sont expliquées en détail dans le chapitre consacré à la méthodologie.
- 27 Spohady Holovnoho upravlinnia DSNS Ukrainy u Donetskii oblasti (2024). Pankov Oleksii Serhiiovych
maior sluzhby tsyvilnoho zakhystu. Administration régionale de Donetsk, URL : https://dn.gov.ua/storage/app/sites/1/NewsODA2024/III_kvartal/Spogadi/3part/Pankov-Oleksii.pdf (consulté le : 02.04.2026).
- 28 DSNS Ukrainy / Distalysia pokydky i do budivli Holovnoho upravlinnia DSNS Ukrainy u Donetskii oblasti... [@dsns_telegram], (10.03.2022). Telegram, URL : <https://archive.ph/Rs4kl> (consulté le : 02.04.2026).
- 29 Holovne upravlinnia DSNS Ukrainy u Donetskii oblasti / Oleksandr Huron — spravzhnii heroï-ryatuvaiïnyk, yakyl bez vahan'ï z velykoïu vidvahoïu stv na zakhyst zhyttia liudeï u naisklad-nishi chasy [@DSNSDon], (04.06.2025). Facebook, URL : <https://www.facebook.com/DSNSDon/posts/> (consulté le : 02.04.2026).
- 30 Oleksii Pankov. Knyha pam'iatï orhaniv systemy MVS, URL : <https://memory-book.mvs.gov.ua/pankov-oleksii-sergiiovic> (consulté le : 04.02.2026).
- 31 Ibid.
- 32 Ces données couvrent la période du 1er janvier au 31 octobre 2025.
- 33 Entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (10 septembre 2025).
- 34 Réponse écrite du SUE à une demande d'informations formulée par Truth Hounds (7 janvier 2026).
- 35 Deep State, URL : <https://deepstatemap.live/> (consulté le 03.30.2026).
- 36 Le chapitre 2 examine en détail les explications possibles de la concentration géographique des attaques dans les territoires situés en première ligne.
- 37 Pour plus d'informations sur les raisons possibles de l'utilisation de drones dans le cadre d'attaques contre les services d'urgence et sur ce que cela implique en termes d'intentionnalité, voir le chapitre 2.
- 38 Polishchuk, Olha ; Vlas, Cristian (2026). Guerre en Ukraine : comment six nouvelles tendances façonnent le conflit. ACLED, URL : <https://acleddata.com/report/ukraine-war-how-six-new-trends-are-shaping-conflict> (consulté le 02/04/2026).
- 39 Polishchuk, Olha ; Vlas, Cristian (2026). Ukraine war: How six new trends are shaping the conflict. ACLED, URL : <https://acleddata.com/report/ukraine-war-how-six-new-trends-are-shaping-conflict> (accessed: 02.04.2026).
- 40 Truth Hounds (2025). *Killzone: How Russian Drones Are Devastating the River Dnipro's Right*. P. 31. URL : <https://truth-hounds.org/en/cases/killzone-how-russian-drones-are-devastating-the-river-dnipro-right-bank/> (consulté le 02.04.2026).

41 Truth Hounds entretien avec RE-018.

42 On a également observé des cas de minage à distance de routes menant à des localités régulièrement bombardées, la mise en place de pièges lors du minage manuel de certains territoires, ainsi que d'autres tactiques qui entravent le déminage. Ces actions ne visent peut-être pas uniquement les premiers intervenants, mais elles sont susceptibles d'entraver les interventions d'urgence dans les zones de première ligne et le déminage humanitaire dans les territoires libérés.

43 Ukrinform (2025). «*Bili yanholy*» ta «*Feniks*»: v Ukraini pratsiuie 51 evakuatsiina hrupa Natspolitsii ta DSNS. URL: <https://www.ukrinform.ua/rubric-society/4028327-bili-angoli-ta-feniks-v-ukraini-pracue-51-evakuacijna-grupa-nacpolicii-ta-dsns.html> (consulté le 02.04.2026).

44 Ibid.

45 Ministerstvo rozvytku hromad ta terytorii Ukrainy (2026). *Minrozvytku: Oholosheno oboviaz-kovu evakuatsiiu ditei razom z batkamy chy zakonnyymi predstavnykamy iz piaty naselennykh punktiv Zaporizkoi oblasti*. Site du gouvernement, URL: <https://www.kmu.gov.ua/news/min-rozvytku-oholosheno-oboviazkovu-evakuatsiiu-ditei-razom-z-batkamy-chy-zakonnyymi-predsta-vnykamy-iz-piatty-naselennykh-punktiv-zaporizkoi-oblasti> (consulté le 02.04.2026).

46 Ukrinform (2025). «*Bili yanholy*» ta «*Feniks*»: v Ukraini pratsiuie 51 evakuatsiina hrupa Natspolitsii ta DSNS. URL: <https://www.ukrinform.ua/rubric-society/4028327-bili-angoli-ta-feniks-v-ukraini-pracue-51-evakuacijna-grupa-nacpolicii-ta-dsns.html> (consulté le 02.04.2026).

47 Holovne upravlinnia DSNS Ukrainy u Donetskii oblasti / Chervoyi voennyi zlochyn: rosiiany znovu obstrili evakuatsiinu hrupu «*FENIKS*» [@DSNSDon], (08.25.2024). Facebook, URL: <https://www.facebook.com/DSNSDon/posts/pfbid0mAHLzqVl9RGQ8unzQGWFhTAcz1JPfK3VvXXVLFpWi9nCMF73LbLfnSG9afkQhI> (consulté le 02.04.2026); DSNS Ukrainy / Evakuatsiina hrupa DSNS potrapyla pid vorozhyi obstril na Donechchyni [@dsns_telegram], (09.11.2024). Telegram, URL: https://t.me/dsns_telegram/32425 (consulté le 02.04.2026); Holovne upravlinnia DSNS Ukrainy u Donetskii oblasti / Donechchyna: riaduvalnyky pid pritsilnym vorozhyim vohnem [@DSNSDon], (05.23.2024). Facebook, URL: <https://www.facebook.com/DSNSDon/posts/pfbid0mmBC76QDTzAPwTLCkP8MjX9mRKDhwCX1TShMWyfZsKjheB-T6xiDpC4iD3DCHE6tFI> (consulté le 02.04.2026).

48 *Perelik operatoriv protyminnoi diialnosti, yaki proishly sertyfikatsiiu*. IMSMA, URL: <https://ua.imsma.org/portal/apps/webappviewer/index.html?id=f56cac5195da6118c0534c1554663c6> (consulté le 02.04.2026).

49 Toutes les organisations de déminage certifiées ne sont pas actuellement actives en Ukraine. Parmi celles qui y opèrent, toutes ne se consacrent pas au déminage direct des mines et des restes explosifs ; certaines se concentrent également sur l'examen technique et non technique des territoires et sur des activités similaires.

50 Viddil zviazkiv z hromadskistiu ta zasobamy masovoi informatsii (2025). *V Ukraini sertyfikuvaly ponad 100 operatoriv protyminnoi diialnosti*. Minekonomiky, <https://me.gov.ua/News/Data?lang=uk-UA&id=ecb07f90-217e-44b0-9e94-ef132b78c18e&title=100-Operatoriv> (consulté le 02.04.2026); Entretien de Truth Hounds avec RE-025.

51 Menshykova, Yelyzaveta; Hrebinnik, Dmytro (2025). *Saper zahynuv pid chas rozminuvannia Kharkivshchyny: rosiiany vdarly dronom v mashynu, koly vin zupynyvsia yii perevirtyt*. Suspilne. Kharkiv, URL: <https://susplne.media/kharkiv/1040381-saper-zagynuv-pid-cas-rozminuvanna-har-kiv-sini-rosiiani-vdarili-dronom-v-masynu-koli-vin-zupinivsa-ii-pereviriti> (consulté le 04.02.2026); DSNS Ukrainy / U rodyni DSNS znovu vtrata: na Kharkivshchyni zahynuv saper-mekhanik Vasyl Belinskyi [@dsns_telegram], (06.11.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/rQaWn> (consulté le 02.04.2026).

52 On recense également un cas connu de frappe par un missile balistique 9M723 contre des démineurs du Conseil danois pour les réfugiés, le 4 septembre 2025 près de Tchernihiv, qui a fait deux morts et huit blessés. Cependant, cette étude se concentrant sur les intervenants d'urgence directement impliqués dans le sauvetage de civils lors de situations d'urgence, nous n'examinons pas ce cas en détail. Voir : Milashevska, Oleksandra ; Razumova, Yulia (2025). «*Ne ochikuvaly udaru vid rosiian*» : kerivnyk humanitarnoi misii prokomentuvav raketnu ataku na demineriv poblyzu Chernihova. Suspilne.Chernihiv, URL: <https://susplne.media/chernihiv/1111834-ne-ochiku-vall-udaru-vid-rosiian-kerivnik-gumanitarnoi-misii-prokomentuvav-raketnu-ataku-na-demine-riv-poblyzu-chernigova/> (consulté le 02/04/2026).

53 DSNS Ukrainy / #Zaporijia: u misti Hulaipole pid chas pidvozu vody naselenniu, vnaslidok udaru bezpilotnyka, poshkodzeno avotsysternu DSNS [dsns_telegram], (01.09.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/Jh6Qc> (consulté le 02.04.2026).

54 DSNS Ukrainy / Na Sumshchyni rosiiski viiska tsilespriamovano atakuvaty riaduvalnykyv [dsns_telegram], (09.22.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/9WkM9> (consulté le 02.04.2026); Trybuna (2025). *Viiskovi RF atakuvaty dronom na optovolokni avtomobil DSNS*. URL: <https://trybuna.sumy.ua/news/vijskovi-rf-atakuvaty-dronom-na-optovolokni-avtomobil-dsns/> (consulté le 04.02.2026).

55 Voir par exemple : Truth Hounds, PEJ (2024). *Submerged* : Étude sur la destruction du barrage de Kakhovka et ses répercussions sur les écosystèmes, les agriculteurs, les autres civils et la justice internationale. URL : <https://truth-hounds.org/en/cases/submerged-study-of-the-destruction-of-the-kakhovka-dam-and-its-impacts-on-ecosystems-agrarians-other-civilians-and-international-justice/> (consulté le 15/02/2026).

56 Voir par exemple : l'entretien de Truth Hounds avec RE-010 ; l'entretien de Truth Hounds avec RE-012 ; l'entretien de Truth Hounds avec RE-014 ; l'entretien de Truth Hounds avec RE-015 ; l'entretien de Truth Hounds avec RE-016 ; Liubomyra Remazhevska (2023). «*Vous êtes sur terre. Vous êtes déjà chez vous*». Reportage de «*Graty*» depuis Kherson, où les habitants des territoires inondés sont évacués sous les bombardements. Graty, URL : <https://graty.me/vi-na-zemli-vi-vzhe-vdoma-reportazh-%D2%91rat-iz-hersona-kudi-pid-obstrila-mi-evakuyuyut-meshkancziv-zatoplenih-teritorij/> (consulté le 15/02/2026) ; MVS Ukrainy / Kherson. Utochnennia [mvs_ukraine], (06/08/2023). Telegram, URL : <https://archive.ph/GF4g1> (consulté le 15/02/2026).

57 Depuis le début des observations en 2015. Rapport sur la sécurité des travailleurs humanitaires. Les chiffres en bref (2025). Humanitarian Outcomes, URL : https://humanitarianoutcomes.org/sites/default/files/2025-08/HO_AWS-Figures_0825_E.pdf (consulté le 02/04/2026) ; L'BDAS définit les travailleurs humanitaires comme des employés ou des bénévoles d'organisations humanitaires à but non lucratif, tant nationales qu'internationales, qui fournissent un soutien matériel et technique dans le cadre d'interventions humanitaires. Voir : Humanitarian Outcomes (2025). *Aid Worker Security Database (BDAS) Codebook*. p. 3. URL : <https://humanitarianoutcomes.org/sites/default/files/2025-09/Aid%20Worker%20Security%20Database%20Public%20Codebook%20May%202025.pdf> (consulté le 02/04/2026).

58 Par ailleurs, Insecurity Insight fait état de 14 décès en 2024. Insecurity Insight (2025). *Données KICA (tués, blessés, enlevés ou arrêtés) sur les travailleurs humanitaires*. The Humanitarian Data Exchange, URL : <https://data.humdata.org/dataset/sind-aid-worker-kka-dataset> (consulté le 02/04/2026).

59 Bureau des institutions démocratiques de l'OSCE (2025). *Huitième rapport intérimaire sur les violations signalées du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme en Ukraine*. Pp. 28-29. URL : https://odhr.osce.org/sites/default/files/documents/publications/2025/12/8th%20Interim%20Report_final_web_0.pdf (consulté le 02/04/2026).

60 Ferragamo, Mariel (2025). *Sur les champs de bataille, les travailleurs humanitaires sont plus que jamais pris pour cible*. Council on Foreign Relations, URL : <https://www.cfr.org/articles/across-battlefields-aid-workers-are-targeted-more-ever> (consulté le 02/04/2026) ; UN News (2025). *Assassinats de travailleurs humanitaires à Gaza : un humanitaire toujours porté disparu dans une fosse commune*. URL : <https://news.un.org/en/story/2025/04/1161736> (consulté le 02/04/2026).

61 Coalition pour la protection de la santé en situation de conflit ; Insecurity Insight (2024). *Épidémie de violence. La violence contre les soins de santé en situation de conflit*. p. 10. URL : <https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/04/2024-SHCC-Annual-Report.pdf> (consulté le 02/04/2026).

62 Ibid., P. 15.

63 Entretien de Truth Hounds avec RE-014, version éditée.

64 Entretien de Truth Hounds avec RE-023.

65 Holovne upravlinnia DSNS Ukrainy u Khersonskii oblasti / *Tsilespriamovany udar po tykh, khto riaduje zhyttia!* [dsns_kherson], (07.06.2025). Facebook, URL: <https://www.facebook.com/DSNSKHERSON/posts/pfbid02BaogAHBNBSJsdTJ6kU1s9RieMp3egz239DFhC1FcPN-LQv1zJ4UfatSw7pAKMMLmI> (consulté le 02.04.2026).

66 Une formation importante au sein du Groupe unifié des forces russes en Ukraine, opérant principalement dans les zones occupées des oblasts de Kherson et de Zaporijia. Les premières mentions publiques à son sujet sont apparues au printemps 2023.

67 FOBOS | BpLA / Kherson [Fobos_herson], (07.06.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/bBZ88> (consulté le 02.04.2026).

68 Ces seuils supérieur et inférieur clairement définis pour l'intervalle de temps ont été fixés sur la base des intervalles les plus courants entre les attaques et découlent de la nécessité d'établir des critères mesurables pour vérifier les cas de double-frappes. En réalité, l'intervalle entre les attaques peut être plus court ou plus long, selon les circonstances. Par exemple, si une attaque a lieu à proximité d'une caserne de pompiers, l'arrivée des premiers intervenants qui commencent à gérer les conséquences peut intervenir plus rapidement que dans un délai de dix minutes. À l'inverse, si la première attaque a causé des dégâts importants, le travail des premiers intervenants sur les lieux de l'incident peut durer plusieurs jours. Étant donné que nous n'avons identifié qu'un petit nombre de cas de ce type et qu'ils nécessitent généralement l'évaluation de facteurs supplémentaires pour être qualifiés de frappes à double frappe, ces épisodes ont été exclus de cette analyse.

69 Vous trouverez plus de détails sur les critères et la procédure de vérification dans le livret de codes relatif à l'ensemble de données double-frappes, qui figure à l'annexe 3 de la présente étude.

70 Il est important de noter que, dans l'étude précédente, le seuil minimal pour que l'attaque soit qualifiée de double-frappe était de cinq minutes, et non de dix.

71 Truth Hounds (2024). *Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine*. URL: <https://truth-hounds.org/en/cases/cruelty-cascade/> (consulté le 02.04.2026).

72 Dans le cadre de cette étude, nous n'avons pas procédé à une analyse distincte de tous les incidents présentant des signes de double-frappes et survenus en présence d'autres services d'urgence ou de témoins ayant porté secours aux survivants. D'après le suivi en ligne effectué par Truth Hounds, le nombre total d'incidents présentant les caractéristiques de double-frappes entre le 24 février 2022 et le 31 octobre 2025 pourrait bien dépasser les 300, soit au moins deux fois plus que le champ couvert par notre analyse dans le présent rapport.

73 La liste des 92 incidents comprend 26 cas de double-frappes en présence des premiers intervenants, qui avaient été vérifiés dans le cadre de l'étude précédente intitulée «*Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine*». Ces cas ont été révérifiés selon la méthodologie mise à jour.

74 Les liens vers les enregistrements vidéo sont disponibles dans la colonne correspondante de l'ensemble de données «*Double-Tap Strikes*» figurant à l'annexe 3.

75 Holovne upravlinnia DSNS Ukrainy u Khersonskii oblasti / *Tsilespriamovany udar po tykh, khto riaduje zhyttia!* [dsns_kherson], (07.06.2025). Facebook, URL: <https://www.facebook.com/DSNSKHERSON/posts/pfbid02BaogAHBNBSJsdTJ6kU1s9RieMp3egz239DFhC1FcPN-LQv1zJ4UfatSw7pAKMMLmI> (consulté le 02.04.2026).

76 Entretien de Truth Hounds avec RE-023 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-024 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-021.

- 77 Weidmann, Nils B. (2016). *A Closer Look at Reporting Bias in Conflict Event Data*. American Journal of Political Science, 60. P. 206-218. URL: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/ajps.12196> (consulté le 04.02.2026).
- 78 AP I Art. 65(1).
- 79 Une analyse juridique détaillée du recours à la tactique des double-frappes contre les services d'urgence, notamment à partir d'exemples d'incidents concrets, figure à la section 2.4 de l'étude intitulée « Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine ».
- 80 L'analyse porte sur la période allant du 24 février 2022 au 31 octobre 2025.
- 81 Pour plus d'informations sur le sujet, voir le chapitre 3.
- 82 Analogie russe de YouTube.
- 83 Pour plus d'informations sur les discours des sources russes concernant la tactique des frappes en deux temps et sur des cas concrets de son utilisation en Ukraine, voir le chapitre 3.
- 84 Rybar / *Krizisnye regiony mira: itogi 3-4 avgusta* [@27303810], (08.04.2024). RuTube, URL: <https://rutube.ru/video/8d2d2fb86c9c26ed5fdb8a3f0885be76/> (consulté le 02.04.2026).
- 85 Entretien de Truth Hounds avec RE-017.
- 86 Ces données concernent à la fois les cas confirmés et les cas suspects.
- 87 Un raïon est une unité administrative ukrainienne dont la superficie est inférieure à celle d'une oblast, mais supérieure à celle d'une hromada.
- 88 Nous avons recueilli des informations sur cette attaque lors d'une mission sur le terrain dans l'oblast de Kharkiv à l'automne 2025 ; entretien de Truth Hounds avec RE-026.
- 89 Le texte a été modifié pour des raisons linguistiques et stylistiques. Son sens reste inchangé.
- 90 Le prénom a été modifié pour des raisons de sécurité.
- 91 Vingt-huit, y compris les incidents présumés. Étant donné que seuls les trimestres complets ont été pris en compte dans l'analyse, les données relatives au premier trimestre 2022 et au quatrième trimestre 2025 ne figurent pas dans le graphique.
- 92 Ce cas a été analysé en détail dans le rapport suivant : « [Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine.](#) »
- 93 Zvezdanews / *Dve rakety kompleksa «Iskander-M» udarili po mestu stoyanki zheleznodorozhnogo eshelona 53-y ombr s boepripasami v sele Budy Kharkovskoi oblasti* [@zvezdanews], (07.13.2024). Telegram, URL: <https://archive.ph/BcqZZ> (consulté le 02.05.2026).
- 94 Ibid.
- 95 Zvezdanews / *Dve rakety kompleksa «Iskander-M» udarili po mestu stoyanki zheleznodorozhnogo eshelona 53-y ombr s boepripasami v sele Budy Kharkovskoi oblasti* [@zvezdanews], (07.13.2024). Telegram, URL: <https://archive.ph/BcqZZ> (consulté le 02.05.2026).
- 96 Ibid.
- 97 Truth Hounds (2025). *Killzone: How Russian Drones Are Devastating the River Dnipro's Right*. P. 31. URL: <https://truth-hounds.org/en/cases/killzone-how-russian-drones-are-devastating-the-river-dnipro-right-bank/> (consulté le 02.04.2026).
- 98 Cet incident n'ayant pas été mentionné dans les sources ouvertes, il n'a été inclus ni dans la liste des double-frappes vérifiées, ni dans la liste élargie des incidents présentant les caractéristiques de double-frappes, et n'a donc pas été pris en compte dans les calculs. Cela démontre une fois de plus que le nombre réel de double-frappes pourrait être nettement supérieur aux estimations que nous avons établies sur la base du suivi des sources ouvertes.
- 99 Entretien de Truth Hounds avec RE-023.
- 100 Dans le cadre de cette étude, les zones de première ligne sont définies comme celles qui, selon le ministère ukrainien du Développement des communautés et des territoires, figuraient, au moment de l'attaque, sur la liste des territoires où des hostilités étaient en cours, se poursuivaient ou étaient susceptibles de se produire : Ministerstvo rozvytku hromad ta terytorii Ukrainy (2025). Liste des territoires sur lesquels des opérations militaires sont menées (en cours) ou qui sont temporairement occupés par la Fédération de Russie. Verkhovna Rada d'Ukraine, URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/z0380-25#Text> (consulté le 02/05/2026).
- 101 Natsionalna politsiia Ukrainy (2024). *Na Khersonshchyni cherez rosiiski obstrily postrazhdaly 10 liudey, sered nykh politseiski, riatuvnyak ta volonter, politsiia fiksuiє naslidky*. URL: <https://npu.gov.ua/news/na-khersonshchyni-cherez-rosiiski-obstrily-postrazhdaly-10-liudei-se-red-nykh-politseiski-riatuvnyak-ta-volonter-politsiia-fiksuiє-naslidky> (consulté le 02.05.2026).
- 102 Menshykova, Yelyzaveta; Hrebinnik, Dmytro (2025). *Rosliany zavdaly podviinoho udaru po likarni v Kharkivskoi oblasti*. Suspilne.Kharkiv, URL: https://suspline.media/kharkiv/970241-ro-siani-zavdali-podvijinogo-udaru-po-likarni-v-harkivskij-oblasti/?utm_source=copylink&utm_medium=ps (consulté le 02.05.2026).
- 103 Entretien de Truth Hounds avec RE-026.
- 104 Entretien de Truth Hounds avec RE-020.
- 105 Entretien de Truth Hounds avec RE-001.
- 106 Entretien de Truth Hounds avec RE-026; Entretien de Truth Hounds avec RE-018.
- 107 Entretien de Truth Hounds avec RE-018.
- 108 Jasani, Gregory N. ; Cavaliere, Garrett A. ; Tian, LinLin ; Liang, Stephen Y. ; Lawner, Benjamin J. (2023). Attaques terroristes contre les pompiers, 1970-2019. Health Security. 21(2). pp. 141-145. (« Les pertes humaines parmi les pompiers peuvent être aggravées par les décès évitables de victimes qui auraient pu être sauvées grâce à un sauvetage et à des soins d'urgence prodigués à temps »).
- 109 Narang, Neil ; Stanton, Jessica A. (2017). Une logique stratégique derrière les attaques contre les travailleurs humanitaires : le cas de la violence en Afghanistan. International Studies Quarterly 61. p. 38-51. URL : <https://sci-hub-box/10.1093/isq/sqw053> (consulté le 19/02/2026).
- (« Les insurgés prennent donc pour cible les travailleurs humanitaires afin de les forcer à quitter certaines régions, sapant ainsi le soutien dont bénéficie le gouvernement »).
- 110 Les infrastructures à double usage peuvent inclure les ponts, les autoroutes, les aéroports civils et autres installations qui, de par leur nature, leur emplacement, leur finalité ou leur utilisation effective, sont susceptibles de contribuer efficacement aux opérations militaires. Les attaques contre de telles infrastructures ne peuvent être considérées comme licites que si les conditions prescrites par le droit international humanitaire sont remplies et nécessitent une analyse juridique individuelle au regard de l'article 52, paragraphe 2, du Protocole additionnel I.
- 111 AP I Art. 65(1)(2).
- 112 Protocole additionnel I. Voir la section 2.4 pour une analyse juridique plus approfondie.
- 113 Entretien de Truth Hounds avec RE-028.
- 114 Biedna, Alla; Liakh, Viktoriia (2025). « *Nas vidkynulo udarnou khvileiu* »: riatuvnyaky rozpovily pro podviini udary RF u Nizhyni ta Bakhmach. Suspilne.Chernihiv, URL: <https://suspline.media/cherhiv/1124725-nas-vidkynulo-udarnou> (consulté le 02.05.2026).
- 115 Frontovaia ptichka / *Na etoi nedele moment prileta Gerani po neftebaze snial ukrainskii pozharnyi* [frontbird], (09.28.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/Rx4JL> (consulté le 02.05.2026).
- 116 Entretien de Truth Hounds avec RE-020.
- 117 Les raisons possibles des différences observées entre les données TH et SES sont expliquées en détail dans la section Méthodologie.
- 118 Pour des raisons de sécurité, l'accès à la base de données contenant les géolocalisations identifiées des installations de secours endommagées ou détruites ne peut être fourni que sur demande.
- 119 Des informations plus détaillées sur les critères sont disponibles dans le Codebook de la base de données sur les attaques contre les bâtiments de secours, qui figure à l'annexe 2 du présent rapport.
- 120 Données au 31 octobre 2025.
- 121 Dans le cadre de cette étude, les zones de première ligne sont celles qui, selon le ministère du Développement des communautés et des territoires de l'Ukraine, figuraient sur la liste des territoires dans lesquels des hostilités étaient actives, passées, actuelles ou possibles, au moment de l'attaque : Ministerstvo rozvytku hromad ta terytorii Ukrainy (2025). Perelik terytorii, na yakykh vedut'sia (velysia) boiovi dii abo tymchasovo okupovanykh Rosiiskoiu Federatsiïu. Verkhovna Rada d'Ukraine, URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/z0380-25#Text> (consulté le 02.05.2026).
- 122 Deep State, URL: <https://deepstatemap.live/> (consulté le 02.14.2026).
- 123 *Population de Nikopol*. Minfin, URL: <https://index.minfin.com.ua/ua/reference/people/town/nikopol/> (consulté le 02.14.2026); *Population de Kostiantynivka*. Minfin, URL: <https://index.minfin.com.ua/ua/reference/people/town/konstantinovka/> (consulté le 02.14.2026).
- 124 *Stepnohirska community, Zaporijia oblast*. Gromada.info, URL: <https://gromada.info/gromada/stepnogirska/> (consulté le 02.14.2026).
- 125 Service d'Urgence d'Etat d'Ukraine. Map. URL: <https://dsns.gov.ua/map-departments> (consulté le 02.14.2026).
- 126 En août 2025, le photographe Diego Herrera a publié un message indiquant que l'équipe du SUE avait été contrainte de se retirer de Kostiantynivka en raison d'importants dégâts subis par le bâtiment de la caserne des pompiers. Kostiantynivka MIY DIM / Iz Kostiantynivky vyvely pidrozdił DSNS [KonstantinovkaDnUA], (27/08/2025). YouTube, URL : <https://www.youtube.com/watch?v=KW5-ryR0rew> (consulté le 14/02/2026).
- 127 Entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (10 septembre 2025).
- 128 Au total, nous avons recensé six incidents où la tactique du double-tap a été utilisée sur le territoire des casernes de pompiers. Ces incidents sont répertoriés dans la base de données « Attaques contre les casernes de pompiers », qui figure à l'annexe 3, en utilisant le filtre de la colonne « Double-tap ».
- 129 SICHEMO | pro Zaporijia / « *Pam'itaiu tilky vybukh, a potim vidkryvaiu ochi — i vse potemnilo vid haru* », — zhadue moment vorozhoho obstrilu pozhehznoyi chastyny riatuvnyak DSNS Vasyi Yemelianchenko [sichemo_zp], (06.03.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/B4ms9> (consulté le 02.14.2026); MTM Zaporijia / *Na chasi — Ataka rosiiian po riatuvnyakakh u Stepnohirsku* [@tvtmonline], (06.03.2025). Youtube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=FgJOE9W4EQg> (consulté le 02.14.2026).
- 130 SICHEMO | pro Zaporijia / *Tse buv udar FPV-dronom. Riatuvnyakiv evakuivuly na broneavtomobili, — v DSNS rozpovily pro siohodnishniu povturnu ataku rosiiian po pozhehznomu avtomobilu u pryfrontovii hromadi Vasylyvskoho raionu* [sichemo_zp], (06.03.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/RGf1w> (consulté le 02.15.2026).
- 131 MTM Zaporijia / *Na chasi — Ataka rosiiian po riatuvnyakakh u Stepnohirsku* [@tvtmonline], (06.03.2025). Youtube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=FgJOE9W4EQg> (consulté le 02.14.2026).
- 132 DSNS Ukrainy / *rosiiski okupanty znovu atakuiut riatuvnyakiv: postrazhdaly 4 fakhivtsiv* [@dsns_telegram], (06.02.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/pXkUp> (consulté le 02.15.2026).
- 133 Svystukha, Daria (2022). *Nichnyi obstril Mykolaieva. Shcho vidomo pro zahybylykh*. Suspilne. Mykolaiv, URL: <https://suspline.media/mykolaiv/294248-nicnij-obstril-mikolaieva-so-vido-mo-pro-zagiblih/> (consulté le 02.15.2026).
- 134 Tsomyk, Hanna; Haika, Nikita (2025). « *FAB-1500 postaviv zhyrnu krapku* ». U Kupiansku rozbyriut zavaly znyshchenoi RF pozhehznoi chastyny. Suspilne.Kharkiv, URL: <https://suspline.media/kharkiv/1013243-fab-1500-postaviv-zirnu-krapku-u-kupiansku-rozbyriut-zavaly-znislenoi-rf-pozehznoi-castini/> (consulté le 02.15.2026).
- 135 Globalement, des preuves numériques des dommages ont été retrouvées dans environ 53

- % des incidents. La plupart provenaient de sources officielles (SES, MIA, administrations locales, etc.).
- 136 AP I Art. 52(2).
- 137 Un Centre territorial de recrutement et de soutien social est un organisme de gestion militaire en Ukraine qui effectue la comptabilité militaire et la conscription militaire.
- 138 Sources de Truth Hounds.
- 139 DSNS Ukrainy / Punkty nezlamnosti DSNS stali ostrivsem tepla ta svitla dla doroslykh ta malenykh ukrainsiv [@dsns_telegram], (10.22.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/BWCKI> (consulté le 02.15.2026).
- 140 Punkt nezlamnosti, URL: <https://nezlamnist.gov.ua/> (consulté le 02.15.2026).
- 141 Entretien de Truth Hounds avec RE-020; GoogleMaps (2026). *Ukryttia dla naselennia m. Kyieva*. URL: https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1nv3QreO1QS5_AmRRN-LHXu7u99sKJ6JRR&ll=50.40136449034026%2C30.51365240979856&z=18 (consulté le 02.19.2026).
- 142 Horpinchenko, Nastia (2022). *Misto u vohni: yak pratsiuiut riatuvalnyky u Bakhmuti*. Slidstvo.info, URL: <https://www.slidstvo.info/warnews/misto-u-vogni-yak-pracyuyut-ryatuvalnyky-u-bahmuti/> (consulté le 02.15.2026).
- 143 Kabinet Ministriv Ukrainy (2013). *Kryterii utvorennia derzhavnykh pozhezhno-riatuvalnykh pidrozdliv (chastyn) Operatyvno-riatuvanoi sluzhby tsyvilnoho zakhystu v administratyvno-terytorialnykh odnyntsiakh*. Verkhovna Rada of Ukraine, URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/874-2013-%D0%BF#Text> (consulté le 02.15.2026).
- 144 Hubareva, Viktoriia (2022). *Dobrovolyni pozhezni rukh: yak tse pratsiue i v chomu koryst dia hromad?* Rubryka, URL: <https://rubryka.com/article/voluntary-fire-brigade/> (consulté le 02.15.2026).
- 145 Réponse écrite du SUE à une demande d'information de Truth Hounds (7 janvier 2026).
- 146 Selon Serhii Kudin, directeur adjoint du département des activités de protection civile du SUE, atteindre ce temps de réponse nécessiterait 1 307 unités de pompiers locales et volontaires supplémentaires.
- 147 Le Centre ukrainien de recherche économique et politique Oleksandr Razumkov (Centre Razumkov) est un groupe de réflexion non gouvernemental ukrainien qui mène des recherches dans les domaines de la politique, de l'économie, de la sécurité et de la défense, et des relations publiques.
- 148 Centre Razumkov (2025). *Assessment of the Situation in the Country, Trust in Social Institutions, Assessment of Problems in the Ukrainian Society (November 2025)*. URL: <https://razumkov.org.ua/napiamky/sotsiologichni-doslidzhennia/otsinka-sytuatsii-v-kraini-dovira-do-sotsialnykh-institutiv-otsinka-problem-shcho-isnuut-v-ukrainskomu-suspilstvi-lystopad-2025r> (consulté le 02.15.2026).
- 149 Hultman, Lisa. *The Power to Hurt in Civil War: The Strategic Aim of RENAMO Violence*. Journal of Southern African Studies, vol. 35, no. 4, 2009, pp. 821-34. JSTOR, URL: <https://www.jstor.org/stable/40600031> (consulté le 02.15.2026).
- 150 Entretien de Truth Hounds avec RE-020.
- 151 Parallèlement, même si les équipes de secours quittent une zone donnée, le SUE continue d'assurer des services limités, comme l'évacuation des civils, aussi longtemps que possible. Ces opérations sont extrêmement risquées pour le personnel de secours.
- 152 Kostiantynivka MIY DIM / Iz Kostiantynivky vyvely pidrozdl DSNS [KonstantinovkaDnUA], (08.27.2025). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=KW5-ryR0rew> (consulté le 02.15.2026).
- 153 Diego Herrera / [ES] 1-3 Paramedicos trasladan a dos civiles heridos en Kostiantynivka, Ucrania, Agosto 2025 [diegoherreraaphotojournalist], (09.03.2025). Instagram, URL: <https://www.instagram.com/p/DOJg5ZvCuUp/> (consulté le 02.15.2026).
- 154 AP I Art. 52; RS Art. 8(2)(b)(i).
- 155 Kostiantynivska miska viiskova administratsiia (2025). *Kostiantynivska miska terytorialna hromada, sytuatsiia stanom na 26.08.2025*. URL: <https://konstrada.gov.ua/novini/10802-kostyan-tynivska-miska-teritorialna-gromada-situatsiya-standom-na-26-08-2025> (consulté le 02.15.2026).
- 156 Holovne upravlinnia DSNS Ukrainy u Donetskii oblasti / Kostiantynivka: voroh vktore vdaryv po pozhezhno-riatuvalnii chastyni [DSNSDon], (08.26.2025). Facebook, URL: <https://www.facebook.com/DSNSDon/posts/> (consulté le 02.15.2026).
- 157 Le niveau de vérification des données peut varier ; par conséquent, ces chiffres doivent être interprétés avec prudence.
- 158 White Helmets (2025). *Double-tap attacks against White Helmets volunteers*. P. 1. URL: <https://whitehelmets.org/sites/whitehelmets.org/files/2025-08/> (consulté le 02.15.2026).
- 159 Note : HTS est une organisation politique islamiste sunnite dotée d'une branche paramilitaire qui a participé activement à la guerre civile syrienne et a joué un rôle important dans le renversement du régime de Bachar al-Assad en décembre 2024.
- 160 Syria Civil Defense (White Helmets) (2025). *Double-tap attacks against White Helmets volunteers*. P. 18. ReliefWeb, URL: <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/double-tap-attacks-against-white-helmets-volunteers-enar> (consulté le 02.15.2026).
- 161 Christou, William (2024). *Anger in Lebanon at large number of rescue workers killed by Israel*. The Guardian, URL: <https://www.theguardian.com/world/2024/nov/15/israeli-strikes-kill-civil-defence-rescue-workers-lebanon> (consulté le 02.15.2026); Al Jazeera (2024). *Two Gaza Civil Defence workers killed as Israel launches multiple strikes*. URL: <https://www.aljazeera.com/news/2024/12/24/two-gaza-civil-defence-workers-killed-as-israel-launches-multiple-strikes> (consulté le 02.15.2026).
- 162 AP I Art. 62(1).
- 163 AP I Art. 61.
- 164 AP I Art. 61.
- 165 Cabinet des Ministres d'Ukraine (2015). *Regulation on the State Emergency Service of Ukraine*. Verkhovna Rada d'Ukraine, URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/1052-2015-%D0%BF#Text> (consulté le 02.05.2026); Cabinet des Ministres d'Ukraine (2023). *Procedure for the Formation and Operation of Fire and Rescue Units to Ensure Local Fire Defense*. Verkhovna Rada d'Ukraine, URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/315-2023-%D0%BF#Text> (consulté le 05.02.2026); Cabinet des Ministres d'Ukraine (2023). *Procedure for the Formation and Operation of Fire and Rescue Units to Ensure Voluntary Fire Defense*. Verkhovna Rada d'Ukraine, URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/314-2023-%D0%BF#Text> (consulté le 02.05.2026).
- 166 AP I Art. 61.
- 167 AP I Art. 62.
- 168 Commentaire Projets O.R. XIII, p. 367, CDDH/406/Rev.1, par. 46 ; Commentaire du CICR (1987), AP I Art. 62. URL : <https://ihl-databases.icrc.org/en/ihl-treaties/api-1977/article-62-commentary/1987> (consulté le 02.05.2026).
- 169 AP I Art. 48.
- 170 *Ibid.*; Henckaerts, J.-M., and Doswald-Beck, L. (2005). *Customary International Humanitarian Law*, Vol. I, Rules 1 and 7, Cambridge University Press.
- 171 AP I Art. 51(5)(b).
- 172 *Ibid.*
- 173 AP I Art. 65 (1).
- 174 *Ibid.*
- 175 *Ibid.*
- 176 AP I Art. 65 (1).
- 177 AP I Art. 65 (3).
- 178 AP I Art. 65 (2).
- 179 Entretien de Truth Hounds avec RE-023; Entretien de Truth Hounds avec RE-024.
- 180 *Ibid.*
- 181 AP I Art. 65 (2).
- 182 *Ibid.*
- 183 AP I Art. 65(1)(2).
- 184 RS Art. 8(2)(b)(i).
- 185 AP I Art. 52(1).
- 186 *Ibid.*
- 187 Voir AP I, art. 52(1)-(3) (définissant les objets civils comme tous les objets qui ne sont pas des objectifs militaires, limitant strictement les attaques aux objectifs militaires et prévoyant que, en cas de doute, un objet normalement dédié à des fins civiles est présumé ne pas être utilisé pour une action militaire).
- 188 AP I Art. 52(2).
- 189 *Ibid.*
- 190 *Ibid.*
- 191 Commentaire du CICR (1987), AP I Art. 52. URL: <https://ihl-databases.icrc.org/en/ihl-treaties/api-1977/article-52/commentary/1987> (consulté le 02.05.2026).
- 192 *Ibid.*
- 193 *Ibid.*
- 194 *Ibid.*
- 195 Cabinet des Ministres d'Ukraine (2023). *Procedure for the Formation and Operation of Fire and Rescue Units to Ensure Local Fire Defense*. Cl.11. Verkhovna Rada d'Ukraine, URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/315-2023-%D0%BF#Text> (consulté le 02.05.2026).
- 196 *Ibid.* Cl. 9.
- 197 *Ibid.* Cl. 11.
- 198 *Ibid.* Cls. 6-8.
- 199 Chapitre 4; Voir: Entretien de Truth Hounds avec RE-020; Par exemple: GoogleMaps (2026). *Ukryttia dla naselennia m. Kyieva*. URL: https://www.google.com/maps/d/u/0/viewer?mid=1nv3QreO1QS5_AmRRN-LHXu7u99sKJ6JRR&ll=50.40136449034026%2C30.51365240979856&z=18 (consulté le 02.19.2026).
- 200 Chapitre 4; Voir: *Points d'Invincibilité*, URL: <https://nezlamnist.gov.ua> (consulté le 02.15.2026).
- 201 Code de la défense civile de l'Ukraine, art. 10. Sous-systèmes territoriaux du système unifié de défense civile de l'État, leurs branches et sous-branches. URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/5403-17#n165> (consulté le 18/02/2026).
- 202 Cabinet des Ministres d'Ukraine (2013). *Criteria for the formation of state fire and rescue units of the Operational Rescue Service of Civil Defense in Administrative Territorial Units*. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/874-2013-%D0%BF#n10> (consulté le 02.18.2026).
- 203 Section 2.3:
- 204 Section 2.3; Horpinchenko, Nastia (2022). *Misto u vohni: yak pratsiuiut riatuvalnyky u Bakhmuti*. Slidstvo.info, URL: <https://www.slidstvo.info/warnews/misto-u-vogni-yak-pracyuyut-ryatuvalnyky-u-bahmuti/> (consulté le 02.15.2026).
- 205 Section 2.3; Voir: Point d'Invicibilité, URL: <https://nezlamnist.gov.ua> (consulté le 02.15.2026);

- Entretien de Truth Hounds avec RE-020; Horpinchenko, Nastia (2022). *Misto u vohni: yak pratsiuiut riatuvalnyky u Bakhmuti*. Slidstvo.info, URL: <https://www.slidstvo.info/warnews/misto-u-vogni-yak-praczyuyut-ryatuvalnyky-u-bahmuti/> (consulté le 02.15.2026).
- 206 AP I Art. 57(2)(a)(i).
- 207 AP I Art. 52(1).
- 208 RS Art. 8(2)(b)(ii).
- 209 CICR. Règle 2. Violence visant à semer la terreur parmi la population civile. Base de données sur le droit international humanitaire coutumier, URL : <https://ihl-databases.icrc.org/en/customary-ihl/v1/rule2> (consulté le 15.02.2026).
- 210 AP Art. 51(2).
- 211 TPIY (2003). Le Procureur c. Stanislav Galic, affaire n° IT-98-29-T, jugement du 5 décembre 2003. Par. 133; AP I Art. 52(1).
- 212 Commentaire CICR (1987), AP I Art. 51. URL: <https://ihl-databases.icrc.org/en/ihl-treaties/api-1977/article-51/commentary/1987> (consulté le 02.05.2026).
- 213 *Ibid.*
- 214 *Ibid.*
- 215 *Ibid.*
- 216 TPIY (2003). Le Procureur c. Stanislav Galic, affaire n° IT-98-29-T, jugement du 5 décembre 2003. Par. 137.
- 217 TPIY (2007). Le Procureur c. Dragomir Milosevic, affaire n° IT-98-29/1-T, jugement de première instance. Par. 885.
- 218 Logan, Gavin; Coble, Kevin S. (2025). *Ukraine Symposium – Terrorizing Civilians and the Law of Armed Conflict*. Lieber Institute, URL: <https://lieber.westpoint.edu/terrorizing-civilians-law-armed-conflict/> (consulté le 02.16.2026).
- 219 *Ibid.*
- 220 TPIY (2007). Le Procureur c. Dragomir Milosevic, affaire n° IT-98-29/1-T, jugement de première instance. Par. 879.
- 221 TPIY (2016). Le Procureur c. Radovan Karadzic. Affaire n° IT-95-5/18-T. Jugement. Para. 460.
- 222 *Ibid.*
- 223 AP I Art. 51(2).
- 224 Cabinet des Ministres d'Ukraine (2023). *Procedure for the Formation and Operation of Fire and Rescue Units to Ensure Local Fire Defense*. Verkhovna Rada d'Ukraine, URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/315-2023-%D0%BF#Text> (consulté le 02.05.2026).
- 225 Ministère des Affaires Internes d'Ukraine (2018). *Statut dili u nadzvychaynykh sytuatsiyakh orhaniv upravlinnia ta pidrozdiliv Operatyvno-riatuvalnoi sluzhby tsyvilnoho zakhystu*. URL: <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/z0801-18#Text> (consulté le 02.24.2026).
- 226 TPIY (2016). Le Procureur c. Radovan Karadzic. Affaire n° IT-95-5/18-T. Jugement. PP. 1862-1868. URL : https://www.icty.org/x/cases/karadzic/tjug/en/t60324_judgement.pdf (consulté : 24.02.2026).
- 227 Par ailleurs, les actes susceptibles d'être qualifiés de terrorisme contre la population civile ne se limitent pas aux attaques contre les secouristes. Un cadre d'analyse similaire peut être appliqué aux attaques systématiques de drones à courte portée contre des civils, ainsi qu'aux frappes contre des hôtels ou autres infrastructures qui, de par leur fonction et leur destination, sont susceptibles d'accueillir des journalistes, du personnel humanitaire et d'autres civils.
- 228 Pour en savoir plus sur OMDK, son histoire, son propriétaire et ses affiliations, consultez l'étude de Truth Hounds (2025) intitulée « Killzone : How Russian Drones Are Devastating the River Dniepr's Right Bank » (Zone de destruction : comment les drones russes ravagent la rive droite du Dniepr), pages 43 à 45. URL : <https://truth-hounds.org/en/cases/killzone-how-russian-drones-are-devastating-the-river-dnipro-right-bank/> (consulté le 18/02/2026).
- 229 Ot Mariupolia do Karpat / Vazhno!!! *DSNS. Gosudarstvennaya sluzhba ukrainy po chrezvychaynym situatsiyam* [@osvedomitel_alex], (05.07.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/wu8y6> (consulté le 18.02.2026).
- 230 L'analyse a été réalisée manuellement à l'aide de mots-clés (« ДІСНС », « ГСЧС », « спасатель », « пожарный », « пожарник », etc. (« SES », « intervenant d'urgence », « pompiers ») dans la base de données de Truth Hounds, qui comprend plus de 100 chaînes Telegram. Lors de la phase finale de l'analyse, nous avons également utilisé le bot Telegram TeleZip afin d'identifier des sources complémentaires.
- 231 L'échantillon ne comprend que les publications originales et exclut les republications. Il inclut cependant les publications qui reprennent exactement le contenu d'autres chaînes si l'auteur de la chaîne les a publiées comme publication originale de cette chaîne.
- 232 La liste comprend les chaînes mentionnant fréquemment les services d'urgence ukrainiens, leurs infrastructures et équipements, ainsi que le SUE en tant qu'institution gouvernementale. Les références techniques (par exemple, le SUE comme source de photos ou de vidéos de destructions) n'ont pas été prises en compte dans l'analyse. La plupart des chaînes analysées ne contenaient pas de mentions significatives répondant aux critères de sélection. Cela indique que l'intérêt porté aux services d'urgence ukrainiens ou au SUE est caractéristique d'un segment spécifique des chaînes Telegram pro-russes, principalement celles liées à des unités spécifiques de l'armée russe.
- 233 Le 1er septembre 2025, Oleksii Kostrubyskyi (russe : Alexei Kostrubitskiy) a été nommé vice-ministre russe de la défense civile, des urgences et des secours en cas de catastrophe. Voir : Ukaz Prezidenta Rossiiskoi Federatsii du 01.09.2025 № 619 « O zamestitel'e Ministra Rossiiskoi Federatsii po delam grazhdanskoi oborony, chrezvychaynym situatsiyam i likvidatsii posledstviy stikhivnykh bedstviy ». URL : <http://publication.pravo.gov.ru/document/0001202509010007> (consulté le 18/02/2026).
- 234 1.infantry | Donetskaia pekhota / Obrashchenie Ministra MChS DNR general-leitenanta sluzhbi grazhdanskoi zashchiti Kostrubitskogo A.A. k sotrudnikam GSChS Ukraini [@infantry_1], (03.02.2022). Telegram, URL: https://web.archive.org/web/20251111120641/https://t.me/infantry_1/13293 (consulté le 02.18.2026).
- 235 gr-sily.ru (2017). *Stali izvestni avtorii anonimnikh Telegram-kanalov «Mish v ovoshchnom», «338», «Akitlop» i «OPER SLIL»*. URL: <https://federalcity.ru/1642-telegram-kanal-338-siloviki-za-dobro-i-pravdu.html>; <https://gr-sily.ru/obshchestvo/stali-izvestny-avtory-anonimnyh-telegram-kanalov-mysh-v-ovoshnom-338-akitlop-i-oper-sili-25828.html> (consulté le 02.18.2026); meduza (2019). *Anonimni telegram-kanal «338» izvinilsya pered merom Magasa. Tot obeshchal «pokarat» avtorov kanala za «amoralnie viskazivaniya»*. URL: <https://meduza.io/news/2019/03/15/anonimny-telegram-kanal-338-izvinilsya-pered-merom-magasa-on-obeshchal-pokarat-avtorov-kanala-za-amoralnye-viskazivaniya> (consulté le 02.18.2026).
- 236 338 / Minoborony Rossii utochnilo, chto aktualiziruet statistiku poter VSU, NGU i bandformirovaniy, kotorym Kiev dal nazvanie «voiskovaya chast» s nomerom na osnove dokumentatsii protivoborstvuyushchei storony — otchety, radioperekhaty [@go338], (04.17.2022). Telegram, URL: <https://archive.ph/qHf2c> (consulté le 02.18.2026).
- 237 338 / V poslednie dve — tri nedeli nablyudaetsya sushchestvennyi prirast poter u spatelei (GSChS) [@go338], (12.25.2022). Telegram, URL: <https://archive.ph/Kuqzq> (consulté le 02.18.2026).
- 238 Cargo 200 signifie « pertes irrécupérables » (c'est-à-dire les soldats tués au combat) ; cargo 300 est un code pour les soldats blessés.
- 239 L'affirmation selon laquelle les secouristes du SUE seraient des militaires est fautive. Le SUE n'est pas une structure militaire, mais un service national de protection civile. Ses activités sont dirigées et coordonnées par le Cabinet des ministres d'Ukraine, par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur. Parallèlement, les secouristes du SUE peuvent participer aux interventions en cas d'attaques contre des installations militaires et, si nécessaire, coordonner ces interventions avec les forces armées. Conformément au chapitre 2, au titre de l'AP I des Conventions de Genève, cette mission ne les prive pas de leur protection et ne fait pas d'eux une cible légitime.
- 240 Par exemple, «Ot Mariupolia do Karpat» / My preduprezhdam spets. sluzhby, kotorye budut zadeistvovany v likvidatsii posledstviy [@osvedomitel_alex], (10.29.2024). Telegram, URL: <https://archive.ph/egDys> (consulté le 02.18.2026).
- 241 Chapitre 1.
- 242 Par exemple, Minoborony Rossii / Svodka Ministerstva oborony Rossiiskoi Federatsii o khode provedeniya spetsialnoi voennoi operatsii (po sostoyaniyu na 8 avgusta 2023 g.) [@mod_russia], (08.08.2023). Telegram, URL: <https://archive.ph/dcc4F> (consulté le 02.18.2026).
- 243 Dans le cadre de cette étude, nous avons analysé les chaînes Telegram et/ou les sites web officiels du président de la Russie, de la Douma d'État, du ministère de la Défense et du ministère des Situations d'urgence.
- 244 Au 31 octobre 2025, la chaîne comptait 1,2 million d'abonnés.
- 245 Dva maiora / Spravochnaya informatsiya o tom, kakie vedomstva protivnika odnosyatsya k sektoru sil bezopasnosti i oborony [@dva_majors], (05.27.2023). Telegram, URL: <https://archive.ph/Tumb1> (consulté le 02.18.2026).
- 246 338 / Poka Polsha i strany Baltii tolka podpisali s Kievom soglasenie o sinkhronizatsii raboty pravookhranitelnykh vedomstv, podgotovka pogranichnikov i spatelei na territoriyakh ukazannykh stran velas polnym khodom eshche s marta [@go338], (05.07.2022). Telegram, URL: <https://archive.ph/uHEOf> (consulté le 02.18.2026).
- 247 DSNS Ukrainy / U Nikopoli vnaslidok vliuchannia dronu otrymaly travmy try riatuvalnyka ta dvoie tsyvilnykh liudei [@dsns_telegram], (07.16.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/53t1G> (consulté le 02.18.2026).
- 248 Kuvalda | Vorschlaghammer | Massette | Sledgehamm / Nikopolskaya reznya - snova pod svinorez popali khokhiyatskie ryatuvalniki [@DPRinfantry], (07.17.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/vdPMX> (consulté le 02.18.2026).
- 249 Wagner v Telegram / Khorosho priletelo v Pokrovsk (08.08.2023). Telegram, URL: <https://posting.cc/gallery/zBdMTqC> (consulté le 02.18.2026). « Banderka » fait référence à Stepan Banderka, une figure nationaliste ukrainienne décédée en 1959 et dont le nom est souvent utilisé par la propagande russe comme une insulte envers les Ukrainiens.
- 250 Andrii Omelchenko. Memory book MVS, URL: <https://memory-book.mvs.gov.ua/omelchenko-andrii-ivanovic> (consulté le 02.18.2026).
- 251 Au 4 novembre 2025, il n'y avait aucune preuve de cibles militaires sur le site de la frappe. Kazachya Lopan Z / Teper samoe interes. Mnogie uzhe videoli video <https://t.me/koza-cha23/27229> iz Kharkova s goryashchim hipermarketom «Epitsentr», gde takzhe byli vzryvy, pokhoznie na detonatsiyu boepripasov [@kozacha23], (05.26.2024). Telegram, URL: <https://archive.ph/8PcKd> (consulté le 02.18.2026).
- 252 Entretien de Truth Hounds avec RE-001; Entretien de Truth Hounds avec RE-004; Entretien de Truth Hounds avec RE-014; Entretien de Truth Hounds avec RE-017.
- 253 338 / Likvidirovannye 26 aprelya v Bakhmute kanadskie grazhdane Kail Porter (27 let) i Kou Zelenko (21 god) kak i drugie kanadtsy zakhodili na Ukrainu po humanitarnoi linii [@go338], (05.02.2023). Telegram, URL: <https://archive.ph/QkF8Z> (consulté le 02.18.2026).
- 254 Fireforce Ventures Founder, HERO. Fireforce Ventures, URL: <https://www.fireforceventures.com/in-memoriam.html> (consulté le 02.18.2026); CIRO / It is with great sadness that we must announce the death of one of our CIRO (Canadian International Rescue Organization) members [@cirorescue], (05.05.2023). Instagram, URL: <https://www.instagram.com/p/Cr4EN4blqts/> (consulté le 02.18.2026).
- 255 Espresso.TV / Krasche ya zahynu u viini z Rosiiu, anizh ukrayinets, - kanadiiskii kozak Rembo [@EspressoTV], (07.27.2022). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=SfvLQmwRio>,

timeline: 1:40 (consulté le 02.18.2026).

256 338 / *Mesiatsem rane upominalo o tesno svyazannom s amerikanskimi silovymi vedomstvami i komandovaniam otdeinykh vidov voisk SSHA fonde Romulus T. Weatherman Foundation* [go338], (06.22.2023). Telegram, URL: <https://archive.ph/dEuJ2> (consulté le 02.18.2026).

257 *UKRAINE mission*. R. T. Weatherman Foundation, URL: <https://www.weathermanfoundation.org/ukraine-mission> (consulté le 02.18.2026).

258 R. T. Weatherman Foundation / *Every day, RTW Foundation works where it hurts most* [rtw_foundation], (09.05.2025). Instagram, URL: <https://www.instagram.com/p/DOOMdJnCAJu/> (consulté le 02.18.2026).

259 Hil, Tori (2023). *Emergency Blast: Rescuing those Impacted by the Kakhovka Dam Disaster*. R. T. Weatherman Foundation, URL: <https://www.weathermanfoundation.org/blogs/emergency-blast-rescuing-those-impacted-by-the-kakhovka-dam-disaster> (consulté le 02.18.2026).

260 Ibid.

261 Ibid.

262 Database. EUvsDisinfo, URL: <https://euvsdisinfo.eu/disinformation-cases/> (consulté le 02.18.2026); Le message a été identifié à l'aide des mots-clés « mercenaires » et « mercenaires étrangers ».

263 For example, *Disinfo: Four new foreign mercenaries eliminated in the Special Military Operation* (2025). EUvsDisinfo, URL: <https://euvsdisinfo.eu/report/four-new-foreign-mercenaries-eliminated-in-the-special-military-operation> (consulté le 02.18.2026).

264 *Apply for the LEGION*. ILDU, URL: <https://ildu.mil.gov.ua/> (consulté le 02.18.2026); *Join the Brave*. International Legionnaires, URL: <https://www.ildu.com.ua/> (consulté le 02.18.2026).

265 Dans le cadre de cette étude, la rhétorique déshumanisante désigne les propos visant à priver un individu ou un groupe d'individus de leurs « caractéristiques humaines », rendant ainsi l'empathie à leur égard superflue et justifiant moralement diverses formes de violence ; Volpato, Chiara ; Andrighetto, Luca (2015). Déshumanisation. Encyclopédie internationale des sciences sociales et comportementales, 2e éd., vol.6, Elsevier, p.417-423. URL : <https://www.sciencedirect.com.ezproxy.its.uu.se/science/article/pii/B978008097086824035X> (consulté le 18/02/2026).

266 Ot Mariupolia do Karpat / *Vazhno*. DSNS [osvedomitell_alex], (05.07.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/wu8y6> (consulté le 02.18.2026).

267 Terme d'argot carcéral extrêmement péjoratif désignant un homme considéré comme le plus bas dans la hiérarchie carcérale (généralement un homme ayant subi des abus sexuels ou contraint à la soumission sexuelle). Il est également utilisé comme insulte homophobe.

268 Ot Mariupolia do Karpat / *Soobshchayut o sil'nom pozhare v raione raboty artillerii. Zhdem petukhov iz DSNS* [osvedomitell_alex], (07.10.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/0mQMh> (consulté le 02.18.2026).

269 Ot Mariupolia do Karpat / *Kherson. Krasnaia zona* [osvedomitell_alex], (08.14.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/XOWu> (consulté le 02.18.2026).

270 Ot Mariupolia do Karpat / *Kherson. Krasnaia zona* [osvedomitell_alex], (10.09.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/gJxJw> (consulté le 02.18.2026).

271 KOT DOBROKHOD | BPLA / *Neskol'ko soten udarov bylo naneseno po aerodromu v Dubno* [KOT DOBROKHOD], (06.09.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/FTIuc> (consulté le 02.18.2026).

272 Ot Mariupolia do Karpat / *Vazhno DSNS* [osvedomitell_alex], (09.28.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/x7G4g> (consulté le 02.18.2026); Ot Mariupolia do Karpat / *Vazhno DSNS* [osvedomitell_alex], (10.23.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/Ff4So> (consulté le 02.18.2026).

273 HERSON: Non Fake / *Posle 08:30 vrazhyeskie drony atakovali Korabel'nyi raion Khersona* [kherson_non_fake], (07.29.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/pAoeT> (consulté le 02.18.2026); HERSON: Non Fake / *Vchera okkupanty opublikovali kadry s ocherednoi atakoi na sotrudnikov DSNS v Kherson* [kherson_non_fake], (08.12.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/B4yT7> (consulté le 02.18.2026); Viddil komunikatsii politsii Khersonskoi oblasti (2025). *Troie zahybylykh ta visim poranenykh: politsiia fiksuiie naslidky udariv rosiiskyykh viisk po Khersonshchyni*. Holovne upravlinnia Natsionalnoi politsii v Khersonskii oblasti, URL: <https://hr.npu.gov.ua/news/troie-zahybylykh-ta-visim-poranenykh-politsiia-fiksuiie-naslidky-udariv-rosiiskyykh-viisk-po-khersonshchyni> (consulté le 02.18.2026).

274 KHERSON: Non Fake / *Posle 08:30 vrazhyeskie drony atakovali Korabel'nyi raion Khersona* [kherson_non_fake], (07.29.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/pAoeT> (consulté le 02.18.2026); DSNS Kherson / *Tsilespriamovanyi udar po tykh, khto riatuie zhyttia!* [dsns_kherson], (07.06.2025). Telegram, URL: <https://archive.ph/VfUvu> (consulté le 02.18.2026).

275 Données de surveillance en ligne par TH.

276 SVOI.KR / *Liudy, yaki riatuiut zhyttia. Interv'iu z Kryvorizkym DSNS-nikom* [svoikr], (04.03.2025). YouTube, URL: https://www.youtube.com/watch?v=LEsEbH_iv34 (consulté le 02.17.2026).

277 Réponse du SUE ; entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (10 septembre 2025).

278 Ce chapitre est largement basé sur 13 entretiens avec des secouristes du SUE, ainsi qu'avec des unités de pompiers volontaires et locales.

279 Edward Matthews / *As Kyiv endures the harsh winter during blackouts, tents glow amongst the darkness of the night* [edward.snaps], (01.22.2026). Instagram, URL: <https://www.instagram.com/p/DTztphrjTtp/> (consulté le 02.17.2026).

280 Suspilne Kharkiv / *Yak viina zmynyla poniatia «nadzvychaina sytuatsiia» — interv'iu z riatuvainikom* [SusplneKharkiv], (09.03.2022). YouTube, URL: https://www.youtube.com/watch?v=h97_Fy6Dh8o (consulté le 02.17.2026).

281 Entretien de Truth Hounds avec RE-026.

282 Entretien de Truth Hounds avec RE-002; Entretien de Truth Hounds avec RE-005.

283 Media Center Ukraine / *Pozhezhna bezpeka hromadian pid chas viakliuchennia elektroenerhii*

[ukrainemediacenter], (05.20.2024). Youtube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=JoMF1xxUnc4> (consulté le 02.17.2026).

284 Mykhailov, Dmytro (2024). *Sukha pohoda ta obstrily: v Ukraini tryvaie likvidatsiia 20 lisovykh pozhhez*. Suspilne Novyny, URL: <https://susplne.media/838605-suha-pogoda-ta-obstrili-v-ukraini-trivaie-likvidacia-20-lisovykh-pozhez/> (consulté le 02.17.2026).

285 Réponse écrite du SUE à une demande d'information de Truth Hounds (7 janvier 2026) ; Entretien de Truth Hounds avec RE-003 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-023 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-024 ; Entretien de Truth Hounds avec RE-026.

286 SVOI.KR / *Liudy, yaki riatuiut zhyttia. Interv'iu z Kryvorizkym DSNS-nikom* [svoikr], (04.03.2025). YouTube, URL: https://www.youtube.com/watch?v=LEsEbH_iv34 (consulté le 02.17.2026).

287 HU DSNS u Donetskii oblasti / *“Ya zavzhdy prahu robyty vse yakisno, vkladayuchy dushu v kazhny spravu. Ya viryu, shcho zusylia ta napolehlivsti zavzhdy vedut do rezultatu, a kozhna malen'ka peremoha – tse krok do velykoi mety”*, - Artur Taranenko, komandyr viddliennia 51 derzhavnoi pozhhezno-riatuvainoi chastyny 9 derzhavnoho pozhhezno-riatuvainoho zahonu (m. Rodynske) [dsns_donetsk], (01.13.2025). Instagram, URL: https://www.instagram.com/p/DExPFMTnqY5/?hl=en&img_index=1 (consulté le 02.17.2026).

288 Réponse écrite du SUE à une demande d'information de Truth Hounds (7 janvier 2026).

289 Entretien de Truth Hounds avec RE-004.

290 Vakulenko, Yevhen (2025). « Slukhaty nebo » ta riatuvaty zhyttia : istorii piaty vohnobortsiv pro robotu u pryfrontovii Kostiantynivtsi. Vilne Radio, URL: <https://freeradio.com.ua/slukhaty-nebo-ta-riatuvaty-zhyttia-istorii-piaty-vohnobortsiv-pro-robotu-u-pryfrontovii-kostiantynivtsi/> (consulté le 17/02/2026).

291 Pershyi miskyi. Odessa / *Heroi bez zbroi: robota riatuvainykh pid chas povnomash-tabnoi viiny v Ukraini* [pershyi], (03.19.2024). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=6Q3b3O1K76Q> (consulté le 02.17.2026); Suspilne Dnipro / *«Duzhe vazhko, koly rozumiesh, shcho ye liudy pid zavalami»*. Interv'iu z riatuvainikom Oleksiem Zuem [Susplne-Dnipro], (08.17.2024). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=dnEE7735wss> (consulté le 02.17.2026).

292 La coordination entre les secouristes et les soldats découle de l'accès exclusif des militaires à certains types de données de renseignement, ce qui est crucial pour la protection contre les attaques armées dans l'exercice de leurs fonctions.

293 Les détecteurs de drones sont un type de renseignement électronique (RENS) qui permettent de détecter rapidement les menaces aériennes en captant les signaux et fréquences radio. Leur utilisation s'est généralisée avec l'essor des drones. Relativement peu coûteux et efficaces, ils sont également utilisés par des civils, notamment des bénévoles et la Croix-Rouge ukrainienne. Interview de Truth Hounds avec RE-018.

294 Entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (Septembre 10, 2025); Entretien de Truth Hounds avec RE-014.

295 Entretien de Truth Hounds avec RE-001; Entretien de Truth Hounds avec RE-002.

296 La guerre électronique (GE) est un ensemble de moyens techniques et de mesures tactiques visant à perturber ou brouiller les canaux électromagnétiques afin d'empêcher l'ennemi de communiquer, de naviguer ou de contrôler efficacement ses drones, ou encore de protéger ses propres systèmes. Les composantes clés de la GE sont la suppression radioélectronique, le renseignement radioélectronique et la protection contre les drones ennemis. Voir : Truth Hounds (2025). *Killzone: How Russian Drones Are Devastating the River Dnipro's Right Bank*. URL: <https://truth-hounds.org/en/cases/killzone-how-russian-drones-are-devastating-the-river-dnipro-right-bank/> (consulté le 02.18.2026); East SOS (2025). *Donation in Action: East SOS Charity Foundation Allocated UAH 250,000 for Electronic Warfare Systems for the State Emergency Service (SES) of the Kherson Region in August*. URL: <https://east-sos.org/en/publications/donation-in-action-east-sos-charity-foundation-allocated-uah-250000-for-electronic-warfare-systems-for-the-state-emergency-service-ses-of-the-kherson-region-in-august/> (consulté le 02.17.2026); TVIV KROK (2025). *Dome EW Phantom for the Main Directorate of the State Emergency Service of Ukraine in the Kharkiv region*. URL: <https://tvivkrok.com.ua/en/projects/zvyazok/reb-dsns/> (consulté le 02.17.2026); Inshe TV (2026). *Pidrozdzily DSNS Mykolaivshchyny otrymaly suchasni zasoby REB i REB*. URL: https://inshe.tv/suspilstvo/2026-01-14/973187/#google_vignette (consulté le 02.17.2026); Sluga narodu (2025). *Zakhyst dlia riatuvainykh: nadzvychainykh Kryvorizhzhia peredaly zasib REB*. URL: <https://sluga-narodu.com/kryvyry-rih/news/zakhyst-dlia-riatuvainykh-nadzvychaynykh-kryvorizhzhia-peredaly-zasib-reb/> (consulté le 02.17.2026); Golred (2025). *Mezhivska hromada peredala riatuvainykh 59-i DPRCh potuzhnyi REB-kompleks dlia protydii vorozhym dronom*. Mezhyvskiy meridian, URL: <https://m-merydian.com.ua/zhyttia-gromady/mezhivska-gromada-peredala-ryatuvainykh-59-yi-dprch-potuzhnyi-reb-kompleks-dlya-protydii-vorozhym-dronam/> (consulté le 02.17.2026).

297 Entretien de Truth Hounds avec RE-007, texty.org.ua (2025). *Nastav kinets epokhy REB? (POHLIAD)*. URL: <https://texty.org.ua/fragments/115318/nastav-kinec-epokhy-reb-pohlyad/> (consulté le 02.17.2026).

298 Entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (Septembre 10, 2025).

299 Holovne upravlinnia DSNS Ukrainy u Donetskii oblasti / *Cherhovyi voiennyi zlochyn: rosiiani znovu obstrili evakuatsiinu hrupu «FENIKS»* [DSNSDon], (08.25.2024). Facebook, URL: <https://www.facebook.com/DSNSDon/posts/> (consulté le 02.17.2026).

300 Entretien de Truth Hounds avec RE-018.

301 Le blindage à lames permet d'accroître la distance entre le point d'impact et la carrosserie du véhicule, ce qui atténue l'impact cumulatif et réduit le risque de perforation. Cela diminue ainsi les dégâts. DSNS Ukrainy / *#Kharkivshchyna: rosiiski viiska zavdaly udaru po tsentralni chastyni selyshcha Velykyi Burluk Kupianskoho raionu* [dsns_telegram], (16/12/2025). Telegram, URL :

https://t.me/dsns_telegram/55002 (consulté le 17/02/2026).

302 Entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (September 10, 2025).

303 Edward Matthews / *Christmas is a holiday season that is recognised almost worldwide and is considered a time for kindness and giving* [@edward.snaps], (12.30.2025). Instagram, URL: https://www.instagram.com/p/DS4wk6uDf6h/?hl=en&img_index=4 (consulté le 02.17.2026).

304 DSNs Ukrainy / *Odeschchyna. Na misti likvidatsii naslidky rosiiskykh udariv aktyvno zaluchaetsia spetsiekhnikha DSNs* [@dsns_telegram], (04.21.2024). Telegram, URL: <https://archive.ph/ssyTG> (consulté le 02.17.2026).

305 Entretien de Truth Hounds avec Viktor Likanov (10 septembre 2025).

306 *Ibid.*

307 Réponse écrite du SUE à une demande d'information de Truth Hounds (7 janvier 2026).

308 Beliakova, Kateryna (2025). *Na Khersonshchyni vid pochatku roku pidrozdyli mistevoi ta dobrovolnoi pozhehnoi okhorony likviduvai 76 pozhehz*. Suspline Kherson. URL: <https://suspline.media/kherson/1043151-na-hersonsini-vid-pochatku-roku-pidrozdyli-miscevoi-ta-dobrovolnoi-pozehnoi-okhoroni-likviduvai-76-pozehz/> (consulté le 02.17.2026).

309 Humanitarian Media Hub | HHM / *Riaturalnyky maibutnoho. Yak drony ta roboty dopomahaiut DSNs riaturalnyky zhyttia* [@HumanMediaHub], (11.11.2025). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=rHO75Ssa9ro&t=1s> (consulté le 02.17.2026).

310 *Ibid.*

311 Réponse écrite du SUE à une demande d'information de Truth Hounds (1er juillet 2025 ; 7 janvier 2026).

312 Entretien de Truth Hounds avec RE-002; Entretien de Truth Hounds avec RE-003; Entretien de Truth Hounds avec RE-023.

313 Entretien de Truth Hounds avec RE-002; Entretien de Truth Hounds avec RE-003; Entretien de Truth Hounds avec RE-004; Entretien de Truth Hounds avec RE-005; Entretien de Truth Hounds avec RE-023; Entretien de Truth Hounds avec RE-024.

314 Entretien de Truth Hounds avec Viktoriia Kryvolapchuk (January 26, 2026).

315 Entretien de Truth Hounds avec RE-002.

316 Entretien de Truth Hounds avec RE-004.

317 Suspline Dnipro / *«Duzhe vazhko, koly rozumiiesh, shcho ye liudy pid zavalamy». Interv'iu z riaturalnykom Oleksiem Zuem* [@SusplineDnipro], (08.17.2024). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=dnEE7735wss> (consulté le 02.17.2026); Suspline Mykolaiv / *Interv'iu rechnytsi HU DSNs u Mykolaivskii oblasti Iliany Patsiuk* [@SusplineMykolaiv], (09.03.2022). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=2aS8dx8LuCQ> (consulté le 02.17.2026); HU DSNs u Donetskii oblasti / *“Ya zakokhanyi u svoiu profesiiu ta pyshaiusia tym, shcho mozhu dopomahaty liudiam”, - Viacheslav Pashchenko, starshyi pozhehzhnyi-riaturalnyk 30 DPRCh 12 DPRZ (m. Kramatorsk)* [@dsns_donetsk], (08.19.2024). Instagram, URL: https://www.instagram.com/p/C-2Cw_EK1mn/?hl=en&img_index=1 (consulté le 02.17.2026); HU DSNs u Donetskii oblasti / *«Koly zhyttia liudei pid zahrozoiu, ya ne dumaiu pro strakh – lyshe pro oboviazk i chest», - Viacheslav Bardus, komandyr viddilennia 45-i Derzhavnoi pozhehzhno-riaturalnoi chastyny (m. Druzhkivka)* [@dsns_donetsk], (05.26.2024). Instagram, URL: https://www.instagram.com/p/C7dlqFIKYaA/?hl=en&img_index=1 (consulté le 02.17.2026).

318 Pershyi miskiyi. Odessa / *Heroi bez zbroi: robota riaturalnykiv pid chas povnomash-tabnoi viiny v Ukraini* [@pershyi], (03.19.2024). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=6Q3b3O1K76Q> (consulté le 02.17.2026).

319 Holovne upravlinnia DSNs Ukrainy v Odeskii oblasti / *Na Odeschchyni poproschalys z riaturalnykom, yakyy zahynuv vykonuuiuchy svoiu robotu* [@DSNSODE], (03.17.2024). Facebook, URL: https://www.facebook.com/DSNSODE/posts/820877986745685?ref=embed_post (consulté le 02.17.2026).

320 Denys Kolesnikov. Memory book MVS, URL: <https://memory-book.mvs.gov.ua/kolesni-kov-denis-dmitrovic> (consulté le 02.17.2026).

321 Vitalii Alymov. Memory book MVS, URL: <https://memory-book.mvs.gov.ua/alimov-vitalii-oleksandrovic> (consulté le 02.17.2026).

322 Volkova, Karolina; Vasyliiv, Dmytro (2024). *«Vpershe pid chas obstriliv vtratyv koleh»: yakym buv udar po Odesi 15 bereznia ochyma riaturalnykiv*. Suspline.Odessa, URL: <https://suspline.media/Odessa/711920-vperse-pid-cas-obstriliv-vtrativ-koleg-akim-buv-udar-po-odesi-15-berezna-ocima-raturalnykiv/> (consulté le 02.17.2026).

323 Un village de l'oblast de Zaporijia, occupé par la Russie depuis le 30 juillet 2025.

324 D'après les données de Deep State, des combats ont lieu à Stepnohîrsk depuis le 26 janvier 2026. Deep State, URL : <https://deepstatemap.live/#9/47.3425451/34.8953247> (consulté le 17/02/2026).

325 Suspline Zaporijia / *Yak pratsiuut riaturalnyky DSNs v chotyrokhl kilometrach vid rosilian* [@SusplineZaporizhzhya], (08.22.2023). YouTube, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=A2Jn9ABoy48> (consulté le 02.17.2026).

326 Administration régionale de Donetsk (2025). *The calling of Mykhailo Tymchak is to save lives*. URL: <https://dn.gov.ua/en/news/poklykannia-mykhaila-tymchaka-riaturalnyky-zhyttia> (consulté le 02.17.2026).

327 Cette question est fréquemment évoquée dans les interviews de secouristes publiées sur les comptes Instagram et Facebook de la Direction principale du SUE de l'oblast de Donetsk. Près de 100 témoignages ont été rassemblés sur ces plateformes. Chacun d'eux décrit le parcours du secouriste jusqu'à son entrée au service du SUE, son intervention la plus marquante, sa situation personnelle après le 24 février 2022, ainsi que ses aspirations. Dans cette dernière partie, les secouristes expriment souvent leur désir de retrouver leurs familles après la fin de la guerre. Voir : HU DSNs u Donetskii oblasti [@dsns_donetsk]. Instagram, URL : https://www.instagram.com/dsns_donetsk/ (consulté le 17/02/2026) ; Holovne upravlinnia DSNs Ukrainy u Donetskii oblasti

[@DSNSDon]. Facebook, URL : <https://www.facebook.com/DSNSDon> (consulté le 17/02/2026).

328 Razumkov Centre (2025). *Assessment of the Situation in the Country, Trust in Social Institutions, and Assessment of Issues in Ukrainian Society* (November 2025). URL: <https://razumkov.org.ua/napiamky/sotsiologichni-doslidzhennia/otsinka-sytuatsii-v-kraini-dovira-do-sotsialnykh-institutiv-otsinka-problem-shcho-isnuut-v-ukrainskomu-suspilstvi-lystopad-2025r> (consulté le 02.17.2026).

329 Entretien de Truth Hounds avec RE-001; SVOI.KR / *Liudy, yakii riaturalnyky zhyttia. Interv'iu z Kryvorizkym DSNs-nikom* [@svoikr], (04.03.2025). YouTube, URL: https://www.youtube.com/watch?v=LEsEbH_iv34 (consulté le 02.17.2026); HU DSNs u Donetskii oblasti / *Dlia mene, yak riaturalnyka, naiholovnishe — pidtrymka* [@dsns_donetsk], (11.11.2025). Instagram, URL: https://www.instagram.com/p/DQ6SnP7DdKN/?hl=en&img_index=1 (consulté le 02.17.2026); HU DSNs u Donetskii oblasti / *Moie poklykannia - dopomahaty liudiam* [@dsns_donetsk], (09.23.2024). Instagram, URL: https://www.instagram.com/p/DAQdQTcKS8Z/?hl=en&img_index=1 (consulté le 02.17.2026)

330 Dans le cadre de cette étude, nous nous concentrons sur les attaques par double tir, une tactique visant spécifiquement à nuire aux secouristes arrivant sur les lieux après une première frappe. Toutefois, l'origine des attaques par double tir se trouve dans le domaine des armes à feu, où le terme désignait historiquement une méthode de tir consistant à tirer deux coups rapides et successifs sur la même cible afin d'optimiser les chances de la neutraliser. L'utilisation potentiellement justifiée des attaques par double tir comme stratégie militaire, cependant, dépasse le cadre de ce rapport.

331 TPIY (2003). Le Procureur c. Stanislav Galic, affaire n° IT-98-29-T, jugement du 5 décembre 2003, par. 574. URL : <https://www.icty.org/x/cases/galic/tjug/en/gal-tj031205-2.htm> (consulté le 19 février 2026).

332 Leiken, Robert S. (2009). *Jihad in Brooklyn: Radical Islam in America after 9/11*. Washington, DC: Brookings Institution Press. PP. 113, 120. Examples of such attacks: Iraq (BBC (2016). Iraq Baghdad: Islamic State claims double mosque bombing. URL: <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-35662828> (consulté le 02.19.2026); Iraq (UN News (2021). *Iraq: UN chief condemns 'horrific' double suicide bombing at Baghdad market*. United Nations, URL: <https://news.un.org/en/story/2021/01/1082632> (consulté le 02.19.2026); Somali (The New Arab (2017). *Dozens injured in Mogadishu 'double-tap' suicide bombing*. URL: <https://www.newarab.com/news/dozens-injured-mogadishu-double-tap-suicide-bombing> (consulté le 02.10.2026).

333 Shah, Pir Zubair (2009). *25 Militants Are Killed in Attack in Pakistan*. The New York Times, URL: <https://archive.ph/0HJCW> (consulté le 02.19.2026); Alexander, Samuel (2017). *Double-Tap Warfare: Should President Obama Be Investigated for War Crimes?*. 69 Florida Law Review 261. P. 263. URL: <https://scholarship.law.ufl.edu/flr/vol69/iss1/7/> (consulté le 02.19.2026).

334 Shah, Pir Zubair (2009). *25 Militants Are Killed in Attack in Pakistan*.

335 Cavallaro, James; Sonnenberg, Stephan & Sarah Knuckey (2012). *Living Under Drones: Death, Injury and Trauma to Civilians from US Drone Practices in Pakistan*. Stanford: International Human Rights and Conflict Resolution Clinic, Stanford Law School; New York: NYU School of Law, Global Justice Clinic. PP. 74–76.

336 Shane, Scott (2012). *U.S. Drone Strikes Are Said to Target Rescuers*. The New York Times, URL: <https://www.nytimes.com/2012/02/06/world/asia/us-drone-strikes-are-said-to-target-rescuers.html> (consulté le 02.19.2026); Woods, Chris (2013). *Bureau investigation finds fresh evidence of CIA drone strikes on rescuers*. The Bureau of Investigative Journalism, URL: <https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2013-08-01/bureau-investigation-finds-fresh-evidence-of-cia-drone-strikes-on-rescuers> (consulté le 02.19.2026).

337 Cavallaro, James; Sonnenberg, Stephan & Sarah Knuckey (2012). *Living Under Drones: Death, Injury and Trauma to Civilians from US Drone Practices in Pakistan*. P. 90.

338 The Syria Justice and Accountability Centre (2022). *When the Planes Return Double-Tap Strikes on Civilians in Syria*. P. 3. URL: <https://syriaaccountability.org/content/files/2022/08/English-Double-Tap-1.pdf> (consulté le 02.15.2026).

339 L'organisation des White Helmets a officiellement cessé ses activités en 2025, après la chute du régime de Bachar el-Assad et la formation d'un nouveau gouvernement d'union nationale. Pour en savoir plus : Les White Helmets (2025). Déclaration sur l'intégration de la Défense civile syrienne (White Helmets) au sein du gouvernement syrien. URL : <https://whitehelmets.org/node/2396> (consulté le 19/02/2026).

340 White Helmets (2025). *Double-tap attacks against White Helmets volunteers*. P. 1. URL: <https://whitehelmets.org/sites/whitehelmets.org/files/2025-08/> (consulté le 02.19.2026).

341 *Ibid.*

342 The Syria Justice and Accountability Centre (2022). *When the Planes Return Double-Tap Strikes on Civilians in Syria*. P. 2. URL: <https://syriaaccountability.org/content/files/2022/08/English-Double-Tap-1.pdf> (consulté le 02.15.2026).

343 Truth Hounds (2024). *Cruelty Cascade: Examining the Pattern of Russian Double-Tap Strikes in Ukraine*. Section 5. International Law Perspective. URL: <https://truth-hounds.org/en/cases/cruelty-cascade/> (consulté le 02.04.2026).

344 The Syria Justice and Accountability Centre (2022). *When the Planes Return Double-Tap Strikes on Civilians in Syria*. P. 2. URL: <https://syriaaccountability.org/content/files/2022/08/English-Double-Tap-1.pdf> (consulté le 02.14.2026); White Helmets (2025). *Double-tap attacks against White Helmets volunteers*. PP. 1-2. URL: <https://whitehelmets.org/sites/whitehelmets.org/files/2025-08/> (consulté le 02.19.2026).

345 Narang, Neil; Stanton, Jessica A. (2017). *A Strategic Logic of Attacking Aid Workers: Evidence from Violence in Afghanistan*. International Studies Quarterly 61. PP. 38–51. URL: <https://sci-hub.box/10.1093/isq/sqw053> (consulté le 02.19.2026).



Des secouristes du SUE près d'un immeuble civil endommagé lors d'une attaque combinée menée par des missiles russes et des drones à longue portée contre Kyiv le 25 novembre 2025, qui a fait sept morts et 21 blessés. Source : Pavlo Petrov, porte-parole du SUE de Kyiv.

Ce rapport de Truth Hounds analyse les attaques russes contre les secouristes en Ukraine entre le 24 février 2022 et le 31 octobre 2025. Il vise à identifier les schémas récurrents de ces attaques en termes de chronologie, de géographie et de type d'armes, à examiner les motivations possibles et à évaluer les conséquences pour les services d'urgence ukrainiens. Il accorde une attention particulière à deux formes d'attaques très répandues : les double-frappes et les attaques visant les casernes de pompiers. Le rapport examine également les qualifications juridiques possibles de ces attaques au regard du droit international humanitaire et, le cas échéant, du Statut de Rome.